

LES DÉLÉGUÉS OUVRIERS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 24 mai 1937, à 13 heures 30

PAR

PIERRE ANDRÉ

Président : M. OUALID, professeur.

Suffragants { *MM. LESCURE, professeur.*
PIROU, professeur.

PARIS

LIBRAIRIE TECHNIQUE ET ÉCONOMIQUE

3, RUE SOUFFLOT

1937



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41546321_0044

LES DÉLÉGUÉS OUVRIERS

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses. Ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

LES DÉLÉGUÉS OUVRIERS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 24 mai 1937, à 13 heures 30

PAR

PIERRE ANDRÉ

Président : M. OUALID, professeur.

Suffragants { *MM. LESCURE, professeur.*
PIROU, professeur.

PARIS

LIBRAIRIE TECHNIQUE ET ÉCONOMIQUE

3, RUE SOUFFLOT

1937



A MON FILS

LES DÉLÉGUÉS OUVRIERS

INTRODUCTION

La lutte des classes a assez duré. La collaboration patronale et ouvrière doit commencer.

Patrons et ouvriers doivent être associés dans l'œuvre de la production. Comment faire de cette coopération une réalité ?

Il faut créer chez les patrons et les travailleurs une mentalité de collaborateurs, solidaires d'une même œuvre. Le patron devra avoir le sens de la dignité humaine du prolétaire, de ses besoins, de ses misères ; il devra être juste et bienveillant pour ce frère de labeur.

L'ouvrier ne devra pas être animé par la haine intransigeante, par la jalousie de classe ; il comprendra les nécessités de la concurrence industrielle ; il sera consciencieux dans la quantité et la qualité du travail fourni.

Les employeurs et les employés de nos grandes exploitations vivent trop éloignés les uns des autres : ils n'ont plus de rapports intimes, mais seulement des relations très officielles.

Une tranchée s'est creusée entre eux ; ils vivent dans des locaux différents, dans des quartiers soigneusement distants ; ils ne se voient qu'à travers les vitres d'un bureau ou les glaces d'une automobile.

Il faut rétablir le contact : il faut que patrons et ouvriers se rencontrent fréquemment, discutent ensemble leurs intérêts

dans des réunions périodiques, apprennent à se connaître sûrement, à s'estimer, à se faire des concessions.

De ce désir de concorde sont nées diverses institutions : les principales sont les délégués d'usine, les conseils d'usine, les commissions mixtes.

Les délégués d'usine sont des ouvriers ou des employés choisis par leurs camarades ou parfois désignés par la Direction et chargés de transmettre aux employeurs les revendications diverses des salariés.

Les conseils d'usine sont des organes permanents de relation entre le personnel et la direction des usines.

Ils sont composés de représentants de la direction et de la main-d'œuvre et ont des réunions périodiques : leurs interventions ne sont donc pas limitées et occasionnelles.

Les questions à débattre sont mises à l'ordre du jour d'un commun accord.

Délégations d'usine et conseils d'usine ne sont que des organes de relation, dont l'action ne s'exerce qu'à l'intérieur d'une exploitation industrielle.

Pour qu'une collaboration vraiment efficace soit organisée entre le capital et le travail, il faut une institution par laquelle puissent s'établir dans toute une industrie et dans toute une région les relations entre employeurs et salariés. Cette institution est la commission mixte. Composée de représentants des groupements patronaux et ouvriers, elle étudiera les questions professionnelles, résoudra les difficultés naissant entre employeurs et salariés, conclura les conventions collectives de travail et en assurera le réajustement aux conditions économiques, lorsqu'elles viennent à se modifier.

Bien qu'ils soient très intéressants, nous n'étudierons pas les conseils d'usine et les Commissions mixtes.

L'objet de cette thèse sera l'étude des délégués ouvriers.

Il nous a semblé qu'il n'était pas inutile d'examiner cette institution, mise à l'ordre du jour par la loi du 24 juin 1936.

Les délégués sont des ouvriers ou des employés élus par leurs camarades pour un laps de temps plus ou moins long, et quelquefois nommés par le patron. Ils doivent transmettre aux employeurs les revendications des salariés, tenir les travailleurs au courant des projets de la Direction, et en cas de conflit, rapprocher patrons et ouvriers, les mettre d'accord. Il faut qu'ils agissent dans les limites des intérêts de l'usine et qu'ils aient une compétence reconnue par le patron. Ils peuvent être institués d'une façon provisoire ou permanente.

Nous les appellerons délégués à la conciliation ¹.

Les délégués ouvriers peuvent avoir une autre fonction que celle de faciliter la collaboration du Capital et du Travail.

Dans notre siècle d'industrialisation, de mécanisation puisante, les risques des travailleurs sont devenus considérables.

L'équipement et l'aménagement des établissements modernes nécessitent aujourd'hui une surveillance constante et un entretien parfait des constructions, des ateliers, des machines.

La sécurité et l'hygiène des travailleurs doivent être assurées au maximum, pour éviter de terribles catastrophes et de fortes épidémies.

Le législateur a considéré que ce rôle pouvait être confié partiellement aux ouvriers.

De là est née l'institution des délégués à la sécurité.

Ces délégués permanents élus par leurs camarades, sont chargés de veiller dans une circonscription déterminée, à la

1. Nous étudierons seulement les délégués institués d'une façon permanente et élus par les ouvriers.

sécurité, à l'hygiène de tous les travailleurs, au respect des lois protectrices du travail.

Enfin de nombreux auteurs et de puissantes organisations ouvrières ont vu dans les délégués ouvriers, les futurs représentants de la classe ouvrière, chargés de participer, à côté des patrons, à la direction, à la gestion, au fonctionnement des entreprises capitalistes.

Les délégués seraient alors des organes de « contrôle ouvrier ».

Le contrôle ouvrier est une question trop importante pour pouvoir être traitée ici superficiellement. Nous ne l'étudierons donc pas.

Nous diviserons donc cette thèse en deux grandes parties :

La première sera consacrée aux Délégués à la Conciliation, la seconde aux Délégués à la Sécurité.

PREMIÈRE PARTIE

LES DÉLÉGUÉS A LA CONCILIATION

Les relations entre patrons et ouvriers sont devenues très rares dans les grandes usines modernes. Les ouvriers ne connaissent pas leur patron. Ils ne voient en lui très souvent qu'un individu inutile, vivant des bénéfices procurés par leur travail.

Les petits malentendus quotidiens prennent très vite, dans ces conditions, la forme de conflits graves.

Or, de nombreuses revendications sont justifiées ; la condition des travailleurs a besoin d'amélioration.

La Direction, trop éloignée des usines, surchargée de besogne, ne connaît pas ces revendications, ou les juge inacceptables par principe. Le conflit éclate. Une procédure de conciliation et d'arbitrage a pu être prévue. On y a recours. Comme chaque partie ne veut pas céder à l'autre, le résultat est insignifiant.

Il est en effet trop tard pour s'entendre.

Aussi a-t-on eu l'idée de créer un organisme permanent de conciliation dont le rôle consisterait à prévenir les conflits entre le Capital et le Travail. Il tiendrait la Direction au courant de toutes les difficultés prêtes à surgir dans l'usine ; il représenterait le personnel ouvrier, le conseillerait et veillerait à la stricte application des lois protectrices du travail.

De là sont nés les délégués ouvriers.

Nous nous proposons d'étudier cette institution dans trois chapitres.

Dans le premier chapitre, nous verrons le rôle des particuliers dans l'établissement de ces délégués.

Dans le second chapitre nous verrons l'intervention du législateur.

Le troisième chapitre sera réservé à la critique de l'institution.

CHAPITRE PREMIER

INSTITUTION DES DÉLÉGUÉS OUVRIERS PAR L'INITIATIVE PRIVÉE

Les industriels se sont occupés des délégués ouvriers bien avant le législateur. De nombreuses usines étaient dotées avant la guerre de cette institution établie légalement en 1936 seulement.

Nous examinerons ici le développement et le fonctionnement des délégations ouvrières, créées avant la guerre, pendant la guerre et après la guerre par les patrons. Un appendice sera réservé à l'étude des délégués du Personnel des Compagnies de Chemins de fer.

SECTION I

Les délégués ouvriers avant la guerre.

La France connaissait avant 1914 quelques exemples de délégations ouvrières, destinées à assurer une liaison constante entre la Direction des entreprises et le Personnel.

Au total, d'après les enquêtes du ministère du Travail ¹, il existait 17 délégations ouvrières ; l'une remontant à 1880, une autre à 1895, 5 à 1899 et 1900, 2 à 1904, 1 à 1907, 3 à 1909 et 1910. La date de création des quatre autres n'était pas connue.

1. V. Règlement amiable des conflits collectifs du travail. *Enquête et documents*. Ministère du Travail, 1924, p. 54 et suiv.

Parmi les établissements où avaient été instituées ces délégations :

7 appartenaient à l'industrie des métaux ;

5 appartenaient à l'industrie textile ;

1 appartenait à l'industrie chimique.

Les autres appartenaient à l'industrie du cuir.

Les établissements où fonctionnaient ces organismes, étaient généralement de grande importance.

Un seul d'entre eux occupait moins de 100 ouvriers, 4 employaient de 100 à 500, 3 de 500 à 1.000, 6 plus de 1.000.

Dans leur ensemble, ces 17 établissements occupaient 28.000 ouvriers environ. En 1921, 15 délégations fonctionnaient encore.

Nous allons étudier quelques-unes des délégations ouvrières existant avant la guerre.

* * *

C'est dans une usine de filature qui, par son esprit tout à fait particulier, semblait à l'écart du vaste mouvement ouvrier, que fut créée véritablement la première délégation ouvrière.

En 1840 la maison Harmel avait fondé une succursale au Val-des-Bois dans la Marne¹. En 1885 M. L. Harmel y fonda un Conseil d'usine. Comme il le disait, il fallait faire un acte de foi en l'âme populaire. Toutefois à cette époque il ne songeait qu'à resserrer davantage les liens d'affection qui unissaient l'âme du Directeur à ses ouvriers. On était loin de penser à une possibilité d'organisation de la masse ouvrière pour la lutte des classes.

Il ne s'agissait, en dehors d'une pensée d'entente, que

1. V. Julien Dupuis, La délégation ouvrière dans l'usine. *Thèse Paris*, 1909.

d'apaiser les légers conflits de chaque jour et non de graves dissentiments qui n'avaient jamais existé et qu'on ne pouvait prévoir.

Ce Conseil d'usine se compose alors de 11 ouvriers, choisis par leurs pairs de façon que chaque salle et chaque spécialité soit représentée au moins par un délégué ou même par plusieurs si la salle est nombreuse. Le choix s'est porté sur les plus habiles professionnels. Ils ont pour mission d'étudier et de liquider les griefs de leurs camarades ou de les mettre à l'ordre du jour de la prochaine séance si le cas ne peut être immédiatement résolu. Les séances ont lieu tous les quinze jours. Après la liquidation des griefs ouvriers on traite les questions d'accidents, d'hygiène, d'apprentissage, de travail, de primes, de salaires et de discipline. Le patron soumet ses mesures au Conseil et préfère renoncer à un projet, s'il n'est pas agréé. Quoique officieuse, la participation des ouvriers à la direction de la maison n'en est pas moins réelle.

A côté du Conseil d'usine des ouvriers, est institué un Conseil d'usine des ouvrières, composé de déléguées, élues par chacune des professions féminines ; soigneuses, doubleuses, drousseuses, retordeuses et dévideuses. En dehors des questions de travail et de salaire, ce Conseil d'usine d'ouvrières rend impossible les abus souvent trop fréquents de l'autorité laissée aux surveillants sur les femmes.

Tous les rapports des ingénieurs de la société et des inspecteurs du travail sont communiqués au Conseil à qui est confiée l'exécution de toutes les mesures propres à prévenir les accidents. S'il en survient, c'est à lui d'assurer la défense de l'accidenté, au cas de procès avec la Compagnie d'assurances. Au point de vue de l'hygiène, le Conseil d'usine surveille les appareils, expose au patron et provoque toutes les améliorations. Au point de vue de l'apprentissage, le Conseil veille à la forma-

tion et aux progrès des apprentis, établit des concours, délivre des diplômes.

Ce Conseil ne semble pas avoir eu une action personnelle, spontanée. C'est un ensemble de collaborateurs naturels, comme des fils associés à l'œuvre du père. Ce Conseil est plutôt l'organe de confiance des patrons que la représentation jalouse et autonome des désirs de l'émancipation ouvrière.

Par ses nombreuses institutions de bienfaisance, par son réel souci du bien-être et du développement intellectuel et religieux des ouvriers, la famille Harmel semble avoir renversé les termes du problème.

Elle a tellement entouré son personnel de prévenances, de fondations, d'amour actif et intelligent, que les ouvriers sont forcés sous peine d'infériorité mentale, de se considérer comme liés par un devoir de reconnaissance.

* * *

L'institution des délégués ouvriers existe depuis 1899 dans les usines Schneider, au Creusot.

A cette époque, à la suite de la mise à pied de deux jeunes électriciens, une grève éclata et toutes les usines furent mises en chômage. Quatre jours s'écoulèrent avant que les grévistes aient formulé une seule revendication. Puis, ayant formé entre eux un syndicat, ils prétendirent l'imposer comme l'intermédiaire obligatoire et normal entre la Direction des usines et les ouvriers. La Direction répondit qu'elle cherchait un moyen pratique et plus efficace de collaboration et qu'elle étudiait la création d'une institution propre aux usines par laquelle la totalité du personnel ouvrier serait équitablement représentée ¹.

1. Eugène Schneider. Les relations entre patrons et ouvriers. Les délégués de corporation. *Revue des Deux Mondes*, 15 novembre 1930.

C'est sur cette question que fut appelé à se prononcer le président du Conseil des ministres, Waldeck-Rousseau, qui, assisté de M. Alexandre Millerand, ministre du Commerce, avait proposé son arbitrage pour mettre fin au conflit.

La sentence arbitrale du 7 octobre 1899 approuva l'institution de rapports directs entre patrons et ouvriers ; elle déclara, en outre, que l'entremise d'un syndicat ne pouvait être imposée. Conformément à ces principes, l'arbitre décida que les délégués seraient nommés par atelier, à raison d'un délégué par corporation.

Ces délégués devaient conférer, tous les deux mois, avec les représentants et au besoin avec la Direction des Établissements. Ce système fut inauguré immédiatement dans les usines.

Nous allons étudier l'institution des délégués d'atelier au Creusot dans deux paragraphes :

Le premier sera consacré aux caractères généraux de l'institution ;

Le second à son fonctionnement.

I. — CARACTÈRES GÉNÉRAUX DE L'INSTITUTION

Les ouvriers de chaque atelier sont constitués en corporation ; chaque corporation élit, pour la représenter, un délégué et un délégué suppléant. Sont électeurs tous les ouvriers et ouvrières (titulaires, auxiliaires et journaliers) de la corporation à condition :

- 1° d'être Français ;
- 2° d'être âgés de plus de 18 ans ;
- 3° de n'avoir encouru aucune condamnation susceptible d'entraîner la perte des droits politiques ;
- 4° d'être inscrits sur la dernière feuille de paye.

Sont éligibles, à condition de savoir lire et écrire les ouvriers et ouvrières, âgés de 25 ans accomplis, se trouvant dans les conditions requises pour être électeurs et travaillant à l'usine, dans la même corporation, depuis un an au moins.

Le délégué représente sa corporation, mais il ne représente qu'elle. C'est le caractère original, spécifique, essentiel de l'institution.

Aussi, les délégués sont nombreux au Creusot. Pour un effectif d'environ 12.000 ouvriers, il y a toujours de 160 à 250 délégués, soit environ un délégué par 50 à 75 ouvriers.

Les délégués sont élus, au scrutin secret, pour un an.

Il est intéressant d'observer comment se répartissent, du point de vue de l'âge et de l'ancienneté, les élus sur lesquels s'est porté le choix de leurs compagnons de travail. Cette constatation est très importante pour caractériser le fonctionnement de l'institution.

Il est très désirable, en effet, d'y voir participer un nombre appréciable de jeunes ouvriers qui développent ainsi leur expérience et préparent le renouvellement progressif et nécessaire des délégués. Il serait cependant regrettable que les élections aient pour résultat d'exclure les hommes mûrs et expérimentés, et de confier des fonctions aussi délicates à un très grand nombre de jeunes ouvriers.

Voici quelques chiffres :

délégués de 25 à 30 ans	7	p. 100
— 31 à 35 ans	12	—
— 36 à 40 ans	16	—
— 41 à 45 ans	25	—
— 46 à 50 ans	18	—
— plus de 51 ans.	22	—

Les mêmes constatations peuvent être faites en ce qui concerne l'ancienneté :

délégués ayant moins de 5 ans d'ancienneté	3	p. 100
— de 5 à 10 ans —	18	—
— 11 à 15 ans —	14	—
— 16 à 20 ans —	20	—
— 21 à 25 ans —	25	—
— 26 à 30 ans —	8	—
— plus de 31 ans —	12	—

II. — FONCTIONNEMENT DE L'INSTITUTION

Réception et présentation des Réclamations.

Les délégués sont chargés d'examiner les réclamations formulées par les ouvriers de leur corporation, de les discuter avec eux et lorsqu'elles leur paraissent fondées, de les soumettre aux chefs de service. Ces derniers les reçoivent au moins tous les deux mois.

Chaque délégué est entendu séparément. Le chef de service examine donc avec le délégué, les questions qui lui sont soumises. Il en est pris note sur un cahier de procès-verbaux et la réponse donnée à la demande figure en face. Si la question ne peut être immédiatement résolue, ou si le chef de service estime qu'elle excède sa compétence, elle est soumise à la Direction de l'usine qui statue finalement.

Au surplus, tous les procès-verbaux sont transmis au Directeur de l'usine qui les annote : ainsi les ouvriers sont assurés que leurs réclamations sont examinées en haut lieu.

En dehors de l'intervention du délégué, l'ouvrier conserve toujours le droit de présenter lui-même et directement ses réclamations à son chef. Pour le plein et harmonieux effet de l'institution, la Direction a même posé la règle suivante : si la réclamation est d'ordre privé ou n'intéresse pas l'ensemble de la corporation, le délégué n'a pas à intervenir. Si on mêle le cas d'ordre privé aux questions d'ordre général, dit cette même règle, on risque d'égarer la discussion dans des détails infinis.

Le délégué perdra d'autre part une grande partie de son autorité s'il lui faut être l'avocat des réclamations individuelles. Il cessera de représenter librement les intérêts généraux de sa corporation et deviendra en quelque sorte le mandataire de chacun des ouvriers qui, dès lors, se croiront fondés à lui imposer leur opinion.

Les rapports entre le délégué et le chef de service perdront leur caractère objectif. Le système électoral lui-même sera faussé, puisque le délégué sera tenté d'invoquer, auprès de chacun de ses mandants, les services particuliers qu'il lui aura rendus.

Il est intéressant d'analyser l'objet des réclamations ouvrières. Ce sont les questions d'aménagement des ateliers qui se présentent le plus fréquemment.

Elles constituent en moyenne 60 p. 100 des réclamations. Les demandes relatives aux salaires représentent environ 25 p. 100 de l'ensemble.

Les questions d'outillage et d'organisation du travail constituent les autres objets de réclamations.

On observe que le nombre de celles qui reçoivent une suite favorable, oscille suivant les années, entre la moitié et les deux tiers.

Autre aspect du rôle des délégués.

Une autre mission est confiée au délégué ouvrier : il est l'interprète naturel de ses camarades auprès de leurs chefs communs et réciproquement ; c'est ainsi que maintes fois la direction de l'usine recourt à lui pour entretenir les ouvriers de telle ou telle question générale (loi sur la journée de huit heures, après la guerre : prévention des accidents : fonctionnement des œuvres sociales : assurances sociales, etc...).

La Direction désire qu'une collaboration de plus en plus étroite s'établisse sur les questions de la compétence des délégués, entre eux et leurs chefs de service ; que les réceptions de délégués deviennent des conversations sur les questions intéressant chaque corporation ; et que les réclamations ne soient plus qu'un aspect un peu secondaire de l'activité des délégués.

La Direction des Établissements Schneider s'est déclarée très satisfaite de l'institution des délégués ouvriers. Tous les petits différends locaux sont réglés amiablement. Lorsque surgit une difficulté qui intéresse l'usine entière, aucun conflit grave ne peut intervenir. L'existence des délégués, organes de conciliation, maintient dans l'usine des relations normales. Elle permet de prévoir et de prévenir ; elle empêche les désaccords et les malentendus de se présenter sous une forme brutale et absolue : elle fait disparaître « l'esprit de guerre » dans les rapports entre patrons et ouvriers. Dans ce sens elle tend à atténuer et à rendre plus rares les conflits du travail.

Cette institution entraîne une véritable collaboration, en ce sens que le chef d'industrie et le délégué sont animés d'un même désir d'améliorer l'exécution du travail, de diminuer la fatigue, de permettre à l'ouvrier d'élever le niveau de sa vie matérielle et morale.

Il faut souhaiter, pour la bonne marche de l'entreprise, et pour la régularité du travail, que les ouvriers soient représentés par une organisation stable où le souci des intérêts professionnels est seul en jeu, où les questions s'étudient sans passion, où les influences politiques ne peuvent s'exercer.

La stabilité est une des exigences les plus impérieuses de ses organismes infiniment délicats que sont les grandes usines modernes.

C'est une des raisons pour lesquelles M. Schneider considère

que les syndicats mal adaptés à la vie industrielle, ne peuvent jouer un rôle utile dans les relations normales entre patrons et ouvriers ¹.

* * *

Dans le même ordre d'idées, la Régie du Gaz de Paris avait organisé un Conseil du Travail, à la suite d'une convention signée le 29 juillet 1907, avec la Ville de Paris.

Cette convention comportait un article 31 *bis* qui stipulait la reconnaissance des syndicats du personnel et l'établissement de relations régulières avec eux. Ce conseil du travail comprenait des employés, des ouvriers syndiqués et au besoin des indépendants élus par leurs collègues ; il avait pour but de servir de trait d'union entre le conseil d'administration et le personnel et notamment de les associer dans l'étude des questions économiques et dans la recherche des solutions capables d'assurer la satisfaction de tous et la bonne harmonie générale.

SECTION II

Les délégués ouvriers dans les usines de guerre.

Quand la guerre éclata, il était permis de se demander quelle serait l'attitude de la classe ouvrière. Bien des fois dans ses congrès de syndicats ou de parti, elle avait affirmé son intention de s'opposer à la mobilisation par une grève générale.

Dès le 2 août 1914 sans donner le moindre signe de révolte, tous les ouvriers mobilisables à l'exemple des autres classes de la population, et en même temps, rejoignirent leur poste de combat.

La guerre, qui avait comme paralysé la vie économique,

1. V. Schneider. *Op. cit.*

arrêta net les mouvements grévistes. Peu à peu ces mouvements reprirent cependant et s'aggravèrent à la fin de l'année 1916. La plupart des grèves eurent pour cause une demande d'augmentation de salaires, ou une résistance à une diminution de salaires.

Le personnel ouvrier des usines de guerre fut assez calme jusqu'au milieu de l'année 1916. Cela tient d'abord à ce qu'il était relativement peu nombreux ; cela s'explique aussi par le sentiment du patriotisme et de la nécessité de la tâche accomplie. Mais surtout cela provenait de ce que, jusqu'à cette date, le coût de la vie n'avait pas encore exagérément comprimé le pouvoir d'achat des salaires, plus élevés dans la fabrique de guerre que dans les autres industries.

Par contre, l'année 1917 débuta par une série de grèves.

Le ministre de l'Armement édicta alors sa réglementation des salaires et de l'arbitrage (16 et 17 janvier 1917).

Après avoir doté les industries de guerre de Comités d'arbitrage, on pensa à leur donner des délégués d'atelier, chargés de veiller à tout instant au maintien des rapports équitables entre les ouvriers et les patrons et si cela devenait nécessaire d'amorcer l'arbitrage.

Nous allons étudier l'organisation des délégués d'atelier dans les usines de guerre.

Dans un premier paragraphe nous verrons la naissance de l'institution. Nous étudierons dans un second l'organisation des délégués ouvriers telle qu'elle résulte de la circulaire du 5 septembre 1917. L'évolution de l'institution fera l'objet d'un troisième paragraphe. Enfin nous verrons dans un quatrième le sort de l'institution.

I. Dès le mois d'octobre 1916, comme en font foi les rapports du contrôle de la main-d'œuvre militaire, un gros effort avait

été fait dans les syndicats ouvriers et patronaux de certaines régions, notamment dans celle de Nantes, pour régler les différends du travail.

A Nantes s'était constituée spontanément une Commission mixte, paritaire, pour examiner avec le contrôleur de la main-d'œuvre tous les cas litigieux de la vie ouvrière et pour décider, arrêtant ainsi de véritables contrats collectifs de travail. Mais cette procédure était lente, les Commissaires en référaient fréquemment à leurs mandants. Aussi le contrôle de la main-d'œuvre était-il d'avis que l'existence de cette Commission ne suppléait nullement à l'absence de délégués d'atelier « seule institution susceptible d'assurer le contact direct et permanent entre le personnel et la direction ¹ ». Or, depuis la guerre, il avait été créé une délégation en 1915 et 8 en 1916.

La décision ministérielle du 16 janvier 1917 portant fixation et réglementation des salaires dans les usines de guerre, hâta la création des délégués ouvriers, à cause de nombreuses contestations soulevées dans un grand nombre de centres ouvriers.

Le 27 janvier, le Comité Confédéral des syndicats ouvriers, protestant contre l'interprétation tendancieuse des grèves ouvrières, et s'élevant contre « l'arbitrage obligatoire aggravé par la réquisition partielle » opposait à cette « procédure restrictive qui touchait aux droits ouvriers, le principe de l'organisation des rapports et de la discussion préventive » et « l'organisation étant fonction de la stabilité », il en réclamait l'application dans les formes suivantes :

« Il est institué dans chaque usine travaillant pour le ministère de l'Armement, des délégués ouvriers. Ces délégués seront élus librement en dehors de l'atelier, par les ouvriers et ouvrières, à raison d'un par atelier. Ces délégués seront accrédités auprès

1. Roger Picard. Conciliation, arbitrage et prévention des conflits ouvriers. *Rapp. au Comité national d'études sociales et politiques*, 1918, p. 31.

de la Direction de l'usine et du Contrôle de la main-d'œuvre. Ils contrôleront l'application des conditions du travail et de salaires acceptées par les deux parties, personnel et direction, ainsi que toute modification à intervenir ; ils seront chargés de présenter et discuter préventivement toutes les contestations litigieuses portant sur les cas d'espèce ou collectifs dans l'atelier. Les délégués ouvriers devront jouir de la sécurité absolue pour l'accomplissement de leur mandat ¹. »

Le ministre de l'Armement étudia cette proposition : par une circulaire du 5 février 1917, il en proposa l'exécution aux industriels et aux contrôleurs de la main-d'œuvre ².

Dans ce texte, il se déclare convaincu que bien des différends auraient été évités si tous les industriels avaient entretenu avec leurs ouvriers des rapports réguliers. Il souhaite encore voir se généraliser le système des conférences périodiques du personnel avec les directions.

Il autorise les contrôleurs à recevoir des réclamations collectives et déclare qu'il verra avec plaisir les ouvriers prendre l'habitude de déléguer régulièrement un des leurs auprès du contrôleur : une fois saisi de la réclamation, le contrôleur devra aviser la direction de l'usine, lui demander des explications et procéder lui-même à une enquête.

Cette procédure devait, selon le Ministre, amener tout naturellement des relations suivies entre les parties ; surtout si, dans cette œuvre de conciliation, on savait apporter le tact et la modération nécessaires.

« Il est de l'intérêt commun des industriels et des ouvriers, ajoutait-il, que des relations régulières s'établissent entre eux. Le mécontentement et les regrettables malentendus qu'il engendre ont, en effet, le plus souvent leur origine dans l'igno-

1. V. *La Bataille*, 27 janvier 1917.

2. V. *Bulletin du ministère du Travail*, n°s janv.-fév.-mars 1917.

rance où se trouvent les intéressés de leur situation réciproque. »

Quelques semaines plus tard, le 17 mars, une nouvelle circulaire constatait tous les avantages que le monde industriel avait retirés, au cours des pourparlers relatifs à l'élaboration des bordereaux de salaires, de la présence, dans ces tractations, de délégués ayant la confiance de leurs camarades et se tenant en relations régulières avec leurs employeurs. C'est la conciliation en permanence ¹.

Aussi le Ministre terminait-il en engageant les industriels à créer ces délégués et en invitant les contrôleurs à se mettre en rapport avec eux pour provoquer l'exécution de ce vœu.

L'idée fut accueillie avec empressement par les ouvriers et là même où les patrons se récusaient, ils nommèrent spontanément des délégués ². Les patrons alors se décidèrent à élaborer un règlement-type. La Maison Renault en prit l'initiative ; ce règlement rallia toutes les usines de la région de la Seine et fut adopté presque sans changement par le Comité d'Arbitrage de la Seine. Mais une vive protestation s'éleva dans les milieux ouvriers qui n'acceptaient pas les clauses du Règlement visant l'ancienneté exigée pour être électeur (un an de présence dans la maison), et pour être éligible (trois ans de présence).

Cette résistance s'expliquait en raison des conditions du travail pendant la guerre : beaucoup d'ouvriers n'étaient entrés dans les usines où l'institution allait se former que depuis la guerre. Beaucoup d'autres avaient subi de fréquentes mutations : le corps électoral et le choix des électeurs allaient donc se trouver notablement restreints. Bref, la protestation était si forte qu'on pouvait redouter un conflit.

1. V. *Bulletin du ministère du Travail. Op. cit.*

2. *Rapport de M. Roger Picard au Comité National d'Etudes sociales et politiques. La Conciliation, l'arbitrage, la prévention des conflits ouvriers 1921.*

Le Ministre invita alors les ouvriers à lui soumettre un contre-projet : ce qu'ils firent.

Ce projet demandait qu'il y eût un délégué et un suppléant élus par atelier de 25 à 100 personnes, à la majorité absolue, représentant au moins la moitié des électeurs inscrits. Tous les ouvriers de l'usine, âgés de 18 ans et y comptant un mois de présence étaient électeurs : tous ceux ayant 25 ans d'âge et quatre mois de présence étaient éligibles. La liste électorale devait être dressée par la Direction et affichée six jours avant le vote, les candidatures déclarées quarante-huit heures avant le scrutin ; le dépouillement en était confié aux ouvriers et devait le plus possible avoir lieu hors de l'usine. En ce qui concerne le mandat des délégués, le projet ouvrier demandait qu'ils fussent habilités à veiller au respect des lois ouvrières, à intervenir dans toutes les questions d'ordre corporatif et de dignité ouvrière, à se faire assister d'une Commission d'atelier. Ils ne devaient traiter que collectivement avec la direction et pouvaient nommer une délégation pour trancher les conflits qu'ils n'auraient pu résoudre. Enfin, il était spécifié qu'ils pouvaient saisir les patrons d'un litige, chaque fois qu'ils le jugeraient utile et qu'une Commission mixte d'usine devrait être établie.

* * *

II. Pris entre ces deux prétentions divergentes, le Ministre s'employa de son mieux à les rapprocher par des pourparlers menés séparément avec les représentants patronaux et ouvriers et il fut assez heureux pour obtenir de la direction et du personnel des Usines Renault, un accord sur un règlement des délégués d'atelier dont il proposa ensuite les principes aux autres industriels. C'était un compromis entre les demandes respectives des parties¹.

1. William Oualid et Charles Picquenard. Salaires et tarifs. *Publication de la dotation Carnegie pour la Paix internationale*, p. 425 et suiv.

Une circulaire du 24 juillet 1917 mit un terme à quelques doutes qui s'étaient alors élevés sur le procédé juridique d'institution des délégués. Une circulaire du 5 septembre 1917 vint enfin dans la mesure où cela dépendait du Ministre, tracer le plan d'une organisation-type des délégués ouvriers ; elle examinait successivement la nature de l'acte créateur des délégués d'atelier, leur mode de désignation, la nature et la limite de leurs attributions.

1° Nature de l'acte créateur des délégués d'atelier.

Les délégués ne pouvaient être créés dans les usines que sur l'initiative des industriels, la législation française n'ayant pas consacré cette institution.

Cette création était faite par voie d'insertion de clauses spéciales dans le règlement d'atelier. Par suite de l'adhésion du travailleur, ce règlement avait la valeur d'un contrat de travail et liait l'industriel qui l'avait établi ; il constituait une série de stipulations auxquelles pouvait se référer la juridiction prud'homale. Au reste, si les clauses du règlement d'atelier, relatives à l'institution de délégations d'ateliers donnaient lieu à un différend, la question pouvait faire l'objet d'une tentative de conciliation et d'arbitrage.

2° Mode de désignation.

Les conditions d'élection des délégués, sans être obligatoires et constituant de simples indications, étaient empruntées aux différents règlements proposés par les industriels et par les ouvriers, ainsi qu'à l'avis du Comité Permanent de Conciliation et d'Arbitrage de la Seine.

Tous les ouvriers français, jouissant de leurs droits civiques et politiques, toutes les ouvrières françaises non déchués de leurs droits civiques, âgés de 21 ans, étaient électeurs. Il fallait

également que les ouvriers et ouvrières fussent à l'usine depuis au moins deux mois.

La question de l'éligibilité était plus délicate.

Par assimilation avec le règlement Renault, il fut admis cependant, que le délai de présence pour être éligible serait de un an ; les candidats devraient avoir 25 ans d'âge. La circulaire déclarait seulement inéligibles, les ouvriers qui tiennent un commerce de détail, pour éviter une certaine corruption électorale possible, et les agents de maîtrise pour éviter une pression disciplinaire et une suspicion légitime d'ingérence patronale.

Les opérations électorales avaient lieu de préférence à l'usine et devaient se passer sans interruption ; la majorité était calculée comme pour les élections politiques.

La durée du mandat des délégués devait être d'un an, avec faculté de réélection indéfinie : il y avait intérêt à ce que les délégués d'atelier demeuraient longtemps en fonctions.

3^o *Nature et limite des attributions des délégués.*

La circulaire du 5 septembre 1917 était particulièrement explicite sur le caractère des fonctions des délégués d'atelier ¹ ;

Les tractations entre ouvriers et patrons avaient révélé les deux conceptions antagonistes des parties intéressées.

Chez les uns, le souci dominant était de faire du délégué d'atelier un simple intermédiaire, dont l'intervention ne serait d'ailleurs pas obligatoire pour la transmission des réclamations individuelles formulées par les ouvriers.

Dans les milieux ouvriers au contraire, la tendance était de faire du délégué, un mandataire du syndicat dont l'action ne devait pas se borner aux questions intéressant l'atelier, mais qui devait intervenir dans les questions plus générales concer-

1. Salaires et tarifs, par M. Oualid et Picquenard. *Op. cit.*

nant l'ensemble de l'usine. On allait même jusqu'à demander la constitution d'une Commission élue par les délégués, laquelle aurait examiné les différends qui n'auraient pu être résolus séparément dans chaque atelier et qui aurait joué, en somme, vis-à-vis de l'industriel le rôle d'une délégation syndicale.

Le Ministre ne rejetait pas définitivement cette dernière conception. Il l'estimait prématurée. Que les syndicats se préoccupassent du choix des délégués, qu'ils fissent, dans ce sens, une propagande auprès de leurs adhérents, qu'ils se tinssent en relations avec les délégués d'atelier, membres de leurs organisations, c'était là pratique tout à fait normale. Mais les délégués n'en conservaient pas moins leur mission propre, nettement distincte de celle des délégations syndicales et suffisamment importante. Cette mission se ramenait essentiellement à trois objets :

1^o étudier, dans chaque atelier, les réclamations individuelles non satisfaites, les transmettre au patron, les expliquer et les discuter ; intervenir dans les difficultés soulevées par l'Application des Règlements, des tarifs de salaires, des mesures d'hygiène et de sécurité ;

2^o dans les questions d'organisation technique du travail, être l'intermédiaire de leurs compagnons de travail pour signaler à la Direction, les méthodes, les procédés, les dispositifs nouveaux permettant de rendre le travail plus productif, de mieux utiliser l'outillage, d'économiser les matières premières, de diminuer la fatigue de l'ouvrier.

3^o enfin constituer auprès de la direction, l'interprète indispensable de la dignité du personnel de l'atelier.

Cette conception du rôle du délégué entraînait par voie de conséquence, la solution de diverses questions accessoires.

En principe, les délégués ne devaient être institués que dans les grands établissements, occupant au moins un personnel de 50 salariés, et fonctionnant depuis un certain temps.

Le délégué représentait l'atelier, unité restreinte mais assez vaste pour qu'il pût en apporter à la Direction l'écho de la vie collective dans ses multiples manifestations. Au sein de l'atelier, la désignation du délégué pouvait être globale, c'est-à-dire faite par l'ensemble des travailleurs à raison d'un délégué et d'un suppléant par atelier comptant 25 à 100 ouvriers, et de deux délégués par atelier comprenant plus de 100 ouvriers ; ou bien spécialisée, c'est-à-dire faite par spécialité professionnelle ou par corporation. Le Ministre n'optait pas formellement pour l'un de ces deux modes. La pratique seule devait décider d'une solution qui comportait des modalités très variables suivant les conditions du travail.

Les fonctions du délégué devaient être individuelles et particulières à l'usine. D'où comme conséquence, l'interdiction pour les délégués de former des délégations d'usine et de communiquer au dehors les échos de leurs démarches et de leurs interventions. Néanmoins le caractère individuel des fonctions du délégué ne devait pas donner à ses démarches une portée trop restreinte. Il était désirable que les délégués fussent reçus collectivement et que leurs réclamations fussent examinées en présence des autres délégués.

La réception périodique des délégués devait avoir lieu au moins une fois par mois, sauf urgence.

Dans les usines de moyenne importance, il était souhaitable que le directeur réunit lui-même les délégués ; dans les grands établissements, le directeur pouvait confier cette mission à un chef de service expérimenté et compétent.

Bien entendu, le délégué ne devait pas être une simple boîte aux lettres de toutes les réclamations individuelles. Son intervention devait se borner aux cas litigieux et délicats. L'instruction des réclamations ne pouvait que gagner à revêtir la forme écrite. Un registre pouvait être tenu des demandes présentées et de la suite qu'elles avaient reçue.

*
* *

III. Tout en écartant l'idée d'une délégation syndicale d'usine, les premières circulaires ministérielles admettaient parfaitement qu'un contrat étroit fût établi entre délégués d'atelier et syndicats.

C'était d'ailleurs un moyen de calmer les susceptibilités et les inquiétudes des organisations ouvrières qui redoutaient de voir les délégués d'atelier se poser en rivaux heureux des chefs syndicalistes, en opposant leurs vues particulières à celles des mandataires officiels et réguliers de la corporation.

L'arrivée au Ministère d'un nouveau titulaire devait modifier cette conception.

Les deux circulaires des 2 décembre 1917 et 21 février 1918 vinrent rappeler les délégués à l'ordre ¹,

1° en insistant sur l'interdiction formelle des délégations d'usine.

2° en limitant à l'usine le rôle du délégué.

« Je vous rappelle, disait la première, que... l'institution de la délégation d'usine est formellement interdite et que les ouvriers désignés dans ces conditions par les autres délégués d'atelier n'ont aucune qualité pour entrer en relations avec la direction de l'usine et présenter les réclamations du personnel. Les délégués d'atelier n'ont, en effet, compétence que pour s'occuper des questions intéressant directement leur atelier et ils ne doivent en aucun cas s'ingérer dans les affaires relatives à d'autres ateliers...

« En conséquence les délégations d'usine nommées par les délégués de divers ateliers dans plusieurs établissements sont

1. V. *Bulletin du ministère du Travail*, oct.-nov.-déc. 1917, et janv.-fév.-mars 1918.

irrégulières et ne sauraient continuer à fonctionner. Bien entendu les délégués d'atelier ont toutes facultés pour se réunir en dehors de l'usine et pour examiner de concert les questions les intéressant ; mais ces conférences, complètement étrangères au fonctionnement normal de l'institution, ne doivent avoir aucun écho dans l'usine. »

La circulaire du 21 février 1918 déclarait également :

« Je me vois dans l'obligation d'interdire formellement aux ouvriers mobilisés, qui sont délégués d'atelier, d'adhérer à des associations de cette nature, et dans le cas où je serais informé que certains ouvriers mobilisés ne se sont pas conformés à cette prescription, je me verrais dans la nécessité de constater l'abus dans leurs fonctions des délégués d'atelier. Le législateur a réservé aux associations syndicales régulièrement constituées le soin d'examiner les questions d'ordre corporatif. Il importe qu'il ne se constitue pas à côté de ces associations dont l'objet a été défini par la loi, des organisations qui, dans les circonstances actuelles, ne peuvent être d'aucune utilité, les ouvriers trouvant auprès de leurs organisations syndicales toutes facilités pour étudier les questions d'ordre corporatif. »

Et le Ministre ajoutait :

« J'ai eu l'occasion de constater que les délégués d'atelier rendaient compte, au cours de réunions syndicales, des différentes affaires particulières dont ils avaient été appelés à s'occuper dans les usines, en raison de leurs fonctions de délégués d'atelier...

Ceux-ci ont été nommés afin de faciliter les relations des ouvriers d'un atelier ou d'une spécialité, avec la Direction de l'établissement. Les fonctions de délégués d'atelier ne peuvent donc s'exercer qu'à l'intérieur de l'usine, et les échanges de vues qui y ont lieu, entre la Direction et les délégués, ne sauraient avoir aucun écho au dehors... »

Ce revirement très net, cette limitation du rôle des délégués d'atelier se retrouvent à la fois dans le rappel de leurs pures fonctions d'intermédiaires auprès de la Direction, avec interdiction de saisir directement les contrôleurs de la main-d'œuvre de leurs réclamations, et dans la discipline à laquelle le Ministre prétendait astreindre les délégués mobilisés, les seuls sur lesquels il eût véritablement une action.

Malgré les circulaires ministérielles, les délégués d'atelier furent partout des militants syndicalistes ¹. Il leur fut même facile de donner à leur intervention journalière un caractère de propagande dont le bénéfice moral revenait au syndicat et ils purent, tout à leur aise, faire leur propagande pacifiste, dite déjà minoritaire. Cependant, ils furent en grand nombre relevés des usines, envoyés au front, et parfois même dans des sections disciplinaires.

D'ailleurs une Commission consultative de discipline du personnel mobilisé dans les usines de guerre, avait été créée le 14 novembre 1917 ; elle devait être consultée sur toutes propositions tendant à la mutation d'office ou au renvoi au dépôt « et à toutes autres sanctions supplémentaires » d'ouvriers mobilisés qui auraient commis des abus dans l'exercice des fonctions de délégués d'atelier dans une usine de guerre.

La constitution de délégation d'usine, la communication au dehors des démarches faites à l'intérieur d'un établissement étaient considérées au premier chef comme un abus de cette nature passible de la comparution devant la Commission de discipline.

En résumé, les délégués d'atelier imaginés par M. Albert Thomas, à l'instigation des ouvriers eux-mêmes, comme un élément de pacification et de régularisation des relations entre

1. Th. Argence et A. Herclet. Le contrôle ouvrier et les Comités d'ateliers. *Cahiers du travail*, 1921, n° 10.

employeurs et salariés, investis d'une mission circonscrite, mais suffisamment large et susceptible d'être exercée en liaison cordiale avec l'action syndicale, virent leur rôle restreint par son successeur dans toute la mesure compatible avec l'existence même de cette institution. Certes, cette limitation trouvait sa raison d'être dans l'agitation que certains délégués d'atelier firent régner dans les établissements ; mais elle s'expliquait aussi par une certaine répugnance pour l'institution, entretenue par la résistance de nombreux patrons qui ne l'acceptaient qu'à leur corps défendant.

*
* *

IV. L'institution eut beaucoup de peine à se répandre. Elle se heurtait à une méfiance dont n'eut raison par la suite que l'indifférence en face de son innocuité relative faite à la fois de la limitation officiellement proclamée et sanctionnée de son rôle, et aussi d'une certaine hostilité des syndicats professionnels à l'égard de ceux qu'ils considéraient comme des rivaux ou des héritiers présomptifs ¹.

A l'origine, de nombreux établissements et même des régions entières s'y opposèrent.

A Paris, en juin 1917, le syndicat patronal des mécaniciens, chaudronniers, fondeurs enjoignit à ses membres de la repousser.

Dans la région de Rouen, la résistance fut systématique, comme aussi en Bretagne, en Touraine, à Rennes, au Mans, à Issoudun, à Châteauroux. Par contre ailleurs, assez vite les avantages de cette organisation furent reconnus. Les délégués furent acceptés et même encouragés par certains patrons. La Maison Schneider, qui avait inscrit depuis 1899, dans son règle-

1. V. Salaires et tarifs. Oualid et Picquenard, *op. cit.*, p. 434 et suiv.

ment du Creusot ¹ la création des délégués d'atelier, institua dès le mois de mars 1917 une délégation ouvrière dans ses ateliers de Paris, où 1.300 femmes étaient occupées à la vérification des éléments de fusée ; cette délégation reçue deux fois par mois par la Direction, intervenait même dans les questions de renvoi des ouvrières.

Dans l'Est, l'usine de Maisons-neuves consentit à ce moment aussi, à la création d'une délégation ouvrière, qu'elle consulta sur l'application d'un nouveau tarif de salaires.

A la Société métallurgique du Périgord, à Fumel, l'Association Ouvrière entretenait des relations constantes avec la Direction de l'usine.

Dans la région de Nantes, d'où le mouvement était parti en mars 1917, des délégations de personnel fonctionnèrent dans 27 établissements importants. La circulaire de septembre 1917 leur donna un regain de vigueur.

Dans la région lyonnaise, en particulier, un mouvement marqué du personnel ouvrier, appuyé par le contrôle de la main-d'œuvre, et une initiative de certains patrons libéraux, eurent raison de la résistance des réfractaires. La plupart des maisons, comme les établissements Esnault Pelterie, Caudron, Hotchkiss, les Aciéries du Rhône élaborèrent des règlements pleins d'esprit de conciliation sur l'élection des délégués. Ils mettaient un local à la disposition des délégués et payaient à ceux-ci le temps passé à recevoir les réclamations des ouvriers.

Au total, cependant, toutes les usines travaillant pour la Défense Nationale furent loin d'avoir des délégués permanents et élus. Tandis que l'institution se développait dans certaines localités ou régions, ils restaient ignorés en des localités ou régions très voisines. L'intervention plus ou moins active des con-

1. Voir *supra*.

trôleurs de la main-d'œuvre, les résistances plus ou moins grandes des milieux patronaux et ouvriers, l'action très souvent perturbatrice des délégués furent les principales causes de cet état de choses.

Dans les établissements où il en fut institué, les délégués ouvriers furent souvent acceptés par seule déférence pour le désir exprimé par le Ministre. Considérée comme n'étant pas viable et même comme nuisible, l'institution disparut parfois dès sa création et lorsqu'elle subsista pendant la durée des hostilités elle fut loin de remplir toujours et partout le rôle qui lui avait été assigné.

Dans la région Parisienne, la plupart des Établissements très importants instituèrent des délégués ouvriers ou tout au moins les tolérèrent. Les suggestions du ministre de l'Armement furent également à peu près suivies, au moins par les établissements importants, dans les départements suivants : Allier, Ariège, Belfort, Bouches-du-Rhône, Côte-d'Or, Charente, Charente-Inférieure, Doubs, Eure, Haute-Saône, Haute-Marne, Haute-Garonne, Indre, Isère, Jura, Loire-Inférieure, Manche, Meurthe-et-Moselle, Oise, Pas-de-Calais, Rhône, Saône-et-Loire, Seine-Inférieure, Savoie, Var, Vosges ¹.

Au contraire, les instructions du ministre de l'Armement furent méconnues, ignorées, ou négligées dans les autres départements.

En résumé, 347 établissements instituèrent des délégués ouvriers au cours de la guerre. Presque tous appartenaient aux industries travaillant pour la Défense Nationale ; 32 seulement y étaient étrangers.

Ces derniers étaient principalement des succursales de cer-

1. Voir dans l'annexe 1 le règlement adopté par les plus importants établissements de la région parisienne, ayant travaillé aux fabrications de guerre.

tains établissements de crédit de la région de Calais, ou des ateliers de couture de la région normande.

Au reste, ces diverses délégations n'eurent aucune activité et la plupart disparurent avec la guerre.

Quant aux 315 établissements travaillant pour la Défense Nationale, 290 appartenaient aux industries des métaux, 14 aux industries chimiques, 11 aux autres industries.

Les délégués ouvriers étaient beaucoup plus rares dans les petites entreprises que dans les moyens et grands établissements.

Parmi les établissements où le personnel ne dépassait pas 50 travailleurs, on en relevait seulement sept où la création des délégués eût été notée. Pour l'ensemble des établissements n'ayant pas plus de 100 ouvriers, les délégations n'étaient encore qu'au nombre de 40.

Par contre, il y avait 272 délégations pour les établissements occupant plus de 100 personnes ; 153 dans les établissements comptant de 101 à 500 ouvriers ; 61 dans ceux occupant de 501 à 1.000 travailleurs, et 58 dans ceux ayant un personnel supérieur à 1.000 salariés.

Cette institution était appelée à disparaître ou presque après la guerre. En 1921, la proportion des délégations était à peine de 1/6^e de celles créées pendant les hostilités ; il n'en restait que 52 sur 347 ¹. Dans 183 cas, on a pu déterminer la date des suppressions : 12 pendant la guerre même, 999 dès l'Armistice, 36 en 1919, 30 en 1920, 6 en 1921. Dans quelques usines, sans être formellement supprimées, les délégations ne manifestaient plus aucune activité.

Les raisons de cette disparition sont variables.

1. Enquête du ministère du Travail, 1922.

Souvent, c'était l'effet du Règlement qui limitait à la période de la guerre la durée de la délégation.

Il en fut ainsi dans 40 usines. Ayant recouvré leur entière liberté, les chefs d'entreprise ne jugèrent pas à propos de maintenir une institution qu'ils n'avaient généralement adoptée qu'en raison de la pression exercée par le contrôle de la main-d'œuvre ou par déférence pour les instructions du Ministre.

D'autres chefs d'entreprise, on en cite une vingtaine, décidèrent de supprimer les délégations ouvrières parce qu'ils jugeaient l'institution nuisible pour leur autorité et la discipline des ateliers, et susceptible de créer un état d'esprit fâcheux dans le personnel et de susciter des conflits plutôt que de les résoudre. L'indifférence des travailleurs facilita ces décisions patronales.

Dans 25 cas, l'inaction de la délégation et l'insignifiance de ses résultats entraînèrent sa fin. Le personnel s'abstenait de participer aux élections des délégués ; il désavouait ses représentants et se refusait à observer les accords conclus par eux avec les employeurs. Les délégués étaient accusés d'être trop conciliants ou de pactiser avec les patrons : les démissions se multiplièrent, les candidatures se raréfièrent. La fonction était jugée trop délicate, trop difficile et trop ingrate.

Dans 30 usines, le départ des ouvriers mobilisés eut le même effet. Ils formaient la masse des délégués et eux partis, le personnel renouvelé et les fabrications transformées, nul ne songea à les remplacer.

Les événements économiques ajoutèrent leur effet à cette désaffection. La crise de 1921, en licenciant de nombreux ouvriers, disloqua les délégations.

La grève de 1920 produisit le même résultat.

Tantôt, les délégués avaient pris la tête du mouvement et poussé leurs camarades à abandonner le travail ; d'où leur suppression.

Tantôt les délégués avaient été, dès le début du conflit, supplantés par des comités de grèves, choisis en dehors d'eux : d'où la ruine de leur autorité auprès de leurs camarades.

L'influence des syndicats ouvriers se fit également sentir. Si certains syndicats s'étaient montrés favorables aux délégations, par contre les autres n'avaient jamais vu en elles qu'un empiétement sur leurs attributions. Ils s'employèrent et réussirent parfois à obtenir leur suppression et même leur remplacement par des délégations syndicales.

En somme, si les patrons craignaient la diminution de leur autorité, les ouvriers avaient peur de la disparition de la puissance syndicale.

SECTION III

Les délégués ouvriers depuis la guerre.

L'enquête faite en 1922 par le ministère du Travail a permis de dénombrer 63 établissements où une délégation ouvrière permanente et élue fut instituée depuis la guerre. Ces délégations fonctionnaient encore à la fin de 1921 dans 54 usines.

Les 63 délégations se répartissaient ainsi : 24 appartenaient à l'industrie du chapeau de paille, 19 aux industries des métaux, 11 aux industries textiles, 2 aux industries chimiques, 2 aux industries des Cuirs et peaux, 2 aux industries du Bois, 1 aux industries du verre, une aux industries du livre, une à l'alimentation.

Les délégations ayant déjà cessé de fonctionner en 1922, appartenaient toutes aux industries des métaux.

Parmi les délégations créées après la guerre, on en comptait 24 dans le Tarn-et-Garonne (industrie du chapeau de paille), 8 dans le Nord, 4 en Meurthe-et-Moselle, 3 dans le Rhône, 2 dans chacun des départements de l'allier, du Gard, de la Marne et du

Pas-de-Calais. Les autres délégations appartenait chacune à un département différent.

Sur 37 établissements qui avaient institué une délégation, et dont l'importance du personnel avait été indiquée, 6 occupaient de 50 à 100 ouvriers, 13 de 100 à 500, 14 de 501 à 1.000 et 4 plus de 1.000.

On connaît la date exacte de la création de 59 délégations ; 2 furent instituées à la fin de 1918, 44 en 1919, 10 en 1920 et 3 en 1921 ¹.

Dans 18 cas, la création fut d'initiative patronale : dans 7 cas elle fut demandée par le personnel de l'établissement et en 5 autres elle fut demandée et décidée par le syndicat ouvrier ; 26 délégations furent instituées à la suite d'une grève.

Les délégations ont fait l'objet, généralement d'un accord entre le chef de l'établissement et son personnel, mais cet accord fut presque toujours verbal.

Les délégués ouvriers élus représentent une ou plusieurs catégories professionnelles dans 40 usines, l'ensemble du personnel dans 10 autres et un seul atelier ou service dans 7 établissements.

La durée des fonctions des délégués est indéterminée dans 21 établissements. Cette durée est de trois mois seulement dans une usine, d'un an dans 34 autres et de trois ou quatre ans dans 3 établissements.

Les attributions des délégués sont généralement fixées d'une façon assez vague, parfois même elles ne sont aucunement prévues. En ce qui concerne les questions d'intérêt collectif, les délégués paraissent pouvoir se charger de toutes les suggestions, demandes ou réclamations du personnel, qu'il s'agisse de salaires, de discipline intérieure, de réglementation des heures de travail, d'hygiène et de sécurité.

1. V. Règlement amiable des conflits collectifs du travail. *Op. cit.*, p. 74.

Les délégués ont pour mission d'aplanir les difficultés et d'éviter les conflits. En ce qui concerne les questions individuelles, les délégués sont admis généralement à présenter toutes réclamations individuelles à la direction.

Généralement il n'est prévu aucune réunion périodique de la délégation ouvrière avec la direction.

Depuis la création de ces délégations, on a constaté que, dans un certain nombre d'établissements, les élections prévues n'avaient pas eu lieu lorsque les délégués, étaient parvenues au terme de leur mandat. Dans ces établissements les délégués précédemment désignés étaient restés en fonctions. On a d'autre part remarqué, lors des réélections, une diminution du nombre des votants.

Dans un certain nombre de cas, les syndicats se sont occupés de l'élection des délégués et ont réussi à faire nommer leurs candidats.

Parmi les services rendus par les délégués, on relève une grande amélioration dans les rapports entre patrons et ouvriers ; le règlement de quelques différends et même de conflits ; l'adoption de mesures pour réduire le chômage ou régler les licenciements en période de production réduite ; le perfectionnement de l'outillage et son utilisation meilleure ; la répartition entre les travailleurs de denrées alimentaires achetées en gros par la direction.

* * *

On peut rapprocher de l'institution des délégués ouvriers, celle des Conseils de Conciliation.

On confond même parfois les deux. Cependant le délégué n'est que le mandataire de l'ouvrier ; il a une influence restreinte.

Au contraire, le Conseil de Conciliation a une grande importance ; il comprend tous les délégués du personnel ainsi que des délégués patronaux.

La forme la plus moderne est le Conseil Paritaire de Conciliation qui comprend autant de représentants patronaux qu'ouvriers¹.

Il est facile de trouver des établissements où il existe des délégués d'atelier, et où fonctionnent en même temps des Conseils de Conciliation.

Les établissements Ed. Dubied, de Pontarlier, possèdent une Commission ouvrière, composée de sept membres élus, qui se réunit tous les trois mois.

« Quand des négociations avec la Direction sont nécessaires celle-ci est représentée aux séances par un ou plusieurs délégués dont l'un prend la présidence. » Cette Commission devient ainsi un véritable conseil de Conciliation.

Aux filatures de l'Est, à Lunéville, la Direction réunit régulièrement les délégués d'atelier, ainsi que les contremaîtres, pour étudier ensemble les questions d'ordre général.

Une usine métallurgique de l'Est, occupant 1.000 employés et ouvriers, possède un système intermédiaire entre les délégués d'atelier et le Conseil de Conciliation. Quand une réclamation est d'ordre général, la direction convoque bien tous les délégués ; mais si elle est individuelle, elle ne convoque que le délégué de cet atelier ; si l'accord ne se réalise pas, alors la question est portée devant l'ensemble des délégués et la gérance de l'usine. De plus, la Direction convoque tous les délégués une fois par mois en conférence.

Aux filatures Harmel, du Val-des-Bois, nous avons vu que les délégués du personnel, réunis en Conseil avec la Direction, jouent un grand rôle de conciliation.

1. André Guillaume. Un conseil paritaire de Conciliation dans une manufacture. Sept années de fonctionnement.

Aux établissements métallurgiques Joya, à Grenoble, le Directeur, M. Romanet, a créé un Conseil d'usine, en 1906, à la suite d'une grève organisée par la C. G. T. Ce conseil a une grande particularité ; il se compose des ouvriers et des employés ayant au moins vingt ans de présence dans l'usine. La direction y expose la marche générale des affaires, le personnel fait connaître les améliorations qu'il souhaiterait apporter à sa situation.

Aux Établissements des Biscuits Pernot, il existe un Conseil Paritaire de Conciliation ¹. Ce Conseil fut créé en 1919.

En 1921, la Direction prit l'initiative de dénoncer le contrat collectif qui l'avait institué, mais seulement pour lui apporter quelques modifications. Ainsi que le constate la notice historique : « Le contrat conclu entre les parties le 11 septembre 1919, a été exécuté loyalement de part et d'autre. Les parties sont notamment d'accord pour reconnaître que le Conseil paritaire offert à cette date par la Direction comme devant être un instrument de collaboration entre les divers éléments de la production a consciencieusement rempli son rôle... »

L'organisation du Conseil paritaire a subi de nouvelles modifications en décembre 1925.

Le Conseil se compose de huit membres titulaires et de quatre membres suppléants. Quatre membres titulaires et deux suppléants sont nommés par la direction ; les quatre autres membres titulaires et les deux autres suppléants sont élus par le personnel.

Cette dernière élection a lieu de la manière suivante : chaque atelier procède au scrutin secret, à l'élection de délégués consultatifs à raison de un par vingt ouvriers ou fraction de vingt. Sont éligibles les employés et employées, ouvriers et ouvrières ayant au moins deux ans de présence à la Manufacture. Les

1. V. André Guillaume. *Op. cit.*

délégués consultatifs choisissent ensuite au scrutin secret les quatre conseillers paritaires et les deux suppléants. Sont éligibles comme conseillers paritaires les employés, employées, ouvriers, ouvrières ayant au moins dix ans de présence à la Manufacture.

Les Conseillers Paritaires sont élus pour quatre ans et indéfiniment rééligibles ; ils sont renouvelés par moitié tous les deux ans. Les délégués consultatifs sont élus pour deux ans et indéfiniment rééligibles.

Les débats sont dirigés au cours des réunions du Conseil par un Président, nommé par la Direction. Les huit conseillers paritaires ont seuls voix délibérative.

Un employé des Bureaux assurera le service de secrétaire administratif.

Le Conseil paritaire peut remplir plusieurs rôles : son principal rôle est d'arriver à la collaboration entre le Personnel et la Direction. Cette collaboration peut se traduire par des échanges de vues et des suggestions fort intéressantes, par la paix sociale, et la solution pacifique des conflits.

Le Conseil peut servir aussi d'organe de transmission entre la Direction et le Personnel (Communications de la Direction au Personnel — du Personnel à la Direction).

Enfin il est un organe de conciliation et d'arbitrage dont la compétence est limitée, d'ailleurs, aux questions secondaires. Lorsqu'un conflit important survient, la Direction seule peut le trancher ; elle peut prendre l'avis du Conseil.

Une objection vient à l'esprit immédiatement :

Ce Conseil ne peut avoir qu'une importance minime, si sa compétence est restreinte. Cette objection n'est pas fondée. Tous les économistes qui ont étudié les conflits entre la classe ouvrière et les chefs d'entreprise, ont noté que ces conflits pren-

nent le plus souvent naissance dans une difficulté minime.

Ils déclarent que la solution continuelle des petites difficultés évite les conflits graves. Ils disent aussi que la plupart de ces conflits naissent entre un ouvrier et un contremaître pour une question de discipline ou de salaire. Dans ce cas, le Conseil doit faire preuve de tact, car même si le contremaître a tort, il faut éviter de le froisser et de nuire à la discipline générale.

Le Conseil a sa jurisprudence : des règles ont été établies notamment pour le taux d'embauchage, pour le réembauchage après départ, pour l'unification des taux horaires et de répartition, les salaires des apprentis, des femmes occupées à des travaux exécutés généralement par des hommes, etc...

La compétence du Conseil Paritaire fut considérablement accrue en décembre 1922.

La Direction a consenti à donner au Conseil le droit de fixer le coût de la vie de l'ouvrier. Ce pouvoir est considérable, car il permet de faire varier les salaires.

Le Conseil de Conciliation a donc une mission très importante. S'il remplit bien son rôle, la discipline se trouvera fortifiée dans l'usine parce que les relations entre patrons et ouvriers y seront plus faciles et plus cordiales. L'adhésion des ouvriers aux décisions de la Direction sera tout naturelle, car le personnel saura que des représentants responsables défendent sa dignité matérielle et morale. « Cette organisation fortifie la paix sociale en semant la confiance ; elle a relevé les caractères en suscitant les initiatives ; elle a affermi la hiérarchie par le respect de la justice et la pratique de la solidarité. » (Léon Harmel.)

* * *

En résumé, on peut dire que la création de délégués ouvriers, permanents et élus, a été signalée dans 427 établissements

jusqu'en 1922. A cette époque, le nombre total des délégations d'avant-guerre, de guerre et d'après-guerre, s'élevait approximativement à 118.

Si les délégations ouvrières manifestent ainsi un certain déclin après la guerre, d'assez nombreuses Commissions mixtes d'arbitrage sont prévues dans les conventions collectives. Elles n'empêchent pas les mouvements puissants de grève quand ceux-ci sont provoqués par un entraînement général. Elles retrouvent au contraire leur efficacité quand la situation économique se stabilise ou lorsque l'agitation politique et syndicaliste se calme.

APPENDICE

Les délégués du personnel des compagnies de chemins de fer.

C'est sur le réseau de l'État que l'idée de la collaboration des employés à l'établissement de leurs conditions de travail s'est développée pour la première fois. Le 13 février 1901, un décret y institua des Comités de travail qui eurent pour objet de veiller à l'exécution des lois, décrets, arrêtés, règlements concernant le travail des mécaniciens, chauffeurs, agents des trains, agents des gares, stations et haltes dont le service intéresse la sécurité de l'exploitation ainsi que le travail des agents et ouvriers de la voie, des ateliers, des établissements relevant du service des approvisionnements généraux. Ils étaient composés de représentants du réseau et de délégués du personnel élus pour trois ans par les agents et ouvriers des diverses catégories ci-dessus énumérées. Ils se réunissaient tous les trois mois au siège de chacun des arrondissements d'exploitation. Ces Conseils furent supprimés en 1911 à la suite du rachat de l'Ouest, le nouveau statut du personnel mis en vigueur sur l'ensemble du réseau

prévoyant la représentation du personnel auprès de l'Administration ¹.

En ce qui concerne les autres réseaux, il n'avait pas été établi d'organismes analogues.

Mais en vue de l'application de la nouvelle réglementation du travail, consécutive au vote de la loi du 23 avril 1919, un arrêté du 8 novembre 1919 applicable à tous les réseaux, institua à titre provisoire, des Comités de travail appelés à donner leur avis sur le régime à adopter pour le travail et le repos du personnel de conduite et d'accompagnement des trains. Il existait pour chacune des deux catégories (mécaniciens et chauffeurs, agents des trains) un comité central pour l'ensemble de chaque réseau et des comités locaux à raison de un par section ou arrondissement. Chaque comité était composé de deux représentants de la Compagnie et de deux représentants du personnel. Les représentants du personnel dans les comités locaux étaient élus par leurs camarades de la section ou de l'arrondissement ; ils élaient les représentants au Comité Central.

Ces comités avaient été établis en attendant la mise en vigueur du statut du personnel, alors en élaboration, et qui devait organiser la représentation des agents des diverses catégories, auprès des chefs de service et du directeur. En raison des résultats obtenus, les réseaux, sur l'intervention du ministre des Travaux publics, ont décidé de maintenir ces comités, mais les délégués du personnel qui en font partie sont désormais ceux élus en conformité des dispositions du statut pour les deux catégories en cause (mécaniciens, agents de train).

En effet, le statut du personnel des Compagnies de chemin de fer, établi en 1920, a institué par les articles 8 à 15 de son

1. Règlement amiable des conflits collectifs du travail. *Op. cit.*, p. 91.

livre II un régime de représentation du personnel, très intéressant à étudier ¹.

I. Dans chacun des services de l'exploitation, de la voie et des travaux, du matériel et de la Traction, de l'Administration centrale, les agents des services actifs et des Bureaux sont groupés par catégories en vue de leur représentation.

Dans chaque circonscription régionale, les agents d'une même catégorie élisent parmi eux et au suffrage direct :

1° Des délégués titulaires à raison d'un délégué par 300 électeurs inscrits et avec un minimum de deux délégués par catégorie.

2° Un nombre double de délégués suppléants.

Ces délégués, dénommés *délégués régionaux*, sont appelés à conférer tous les trois mois avec le chef de service régional, pour lui soumettre leurs desiderata relativement à l'organisation du travail, à l'hygiène, à la sécurité et à toutes les questions locales qui pourront se présenter à l'exclusion des questions d'ordre général.

Les ordres du jour de ces réunions qui ont lieu séparément pour chaque catégorie, sont communiqués quinze jours à l'avance par le chef de service régional, aux délégués du personnel qui, dans les huit jours, peuvent demander l'inscription à l'ordre du jour de questions les intéressant et rentrant dans les attributions du chef de service régional. Les délégués régionaux collaborent en outre avec le chef de service régional à l'établissement des listes de gratifications, bonifications d'ancienneté, chevrons et des tableaux d'aptitude.

En dehors de ces réunions périodiques, des conférences spéciales entre les délégués et le chef de service régional peuvent

1. Georges Aubert. Étude sur le statut du personnel des Compagnies de Chemins de fer. *Thèse Paris*, 1926.

être décidées par celui-ci, soit de sa propre initiative, soit sur la demande des délégués.

Dans chaque service, les délégués régionaux titulaires d'une même catégorie élisent parmi eux pour l'ensemble du réseau :

1° Des délégués dénommés *délégués auprès du chef de service* (le chef de service est le chef d'un des services suivants : exploitation, voie et travaux, matériel et traction ou pour les agents de l'Administration centrale, le fonctionnaire supérieur désigné à cet effet par le Directeur) dont le nombre est calculé à raison d'un délégué par 3.000 agents avec un minimum de deux par catégorie.

2° Un nombre double de délégués suppléants.

Ces délégués collaborent avec le chef du service à l'établissement des tableaux de classement et d'aptitude. Ils se réunissent en outre trimestriellement pour conférer avec le chef de leur service, au sujet des questions d'ordre général intéressant exclusivement ce service.

Le processus suivi pour ces réunions et pour les conférences spéciales est le même que celui précédemment indiqué pour les délégués régionaux.

Les délégués titulaires auprès des chefs de service régionaux, élisent parmi eux *les délégués auprès du Directeur* dans les conditions suivantes : le nombre des délégués est de 20, savoir :

7 pour le service de l'exploitation ;

7 pour le service du matériel et de la traction ;

3 pour le service de la voie ;

3 pour les services centraux.

Les élections ont lieu par groupe ou réunion de groupes dans les conditions indiquées par un règlement du réseau. Chaque groupe ou réunion de groupes d'un service, désigne en outre du délégué titulaire, deux délégués suppléants.

L'ensemble des vingt délégués forme une délégation unique.

Les conférences portent uniquement sur les questions d'ordre général ; les questions communes à deux ou plusieurs services, sont directement portées devant le Directeur, qui connaît en outre des questions préalablement examinées dans les conférences auprès du chef d'un service sur lesquelles une décision définitive n'a pu intervenir.

Les conférences auprès du Directeur ont lieu semestriellement ; les ordres du jour en sont communiqués un mois à l'avance, aux délégués, qui dans les huit jours, peuvent réclamer l'inscription d'autres questions d'ordre général ¹.

II. Les délégués aux différents degrés sont élus pour trois ans et sont rééligibles. Un délégué suppléant n'est appelé à exercer une fonction quelconque de délégué qu'à défaut d'un titulaire.

Tout délégué ou délégué suppléant qui vient à quitter le réseau pour une cause quelconque ou qui est mis en disponibilité ou qui change de catégorie ou de service, perd sa qualité de plein droit. Il en est de même pour les délégués régionaux qui changent de circonscription.

Si les limites d'une ou de plusieurs circonscriptions régionales viennent à être modifiées au cours d'une période triennale, la Direction décide s'il y a lieu de procéder à des élections nouvelles pour chacune des circonscriptions en cause.

Il n'y a lieu à élections partielles pour les délégués régionaux et les délégués auprès du chef de service, que si le nombre cumulé des délégués titulaires ou suppléants, représentant une catégorie d'un service tombe au-dessous de trois, et pour les

1. Le statut du personnel a prévu qu'un Conseil d'enquête serait appelé à donner son avis sur toutes les propositions de punitions réservées à la décision du Directeur. Le Conseil d'enquête comprend sous la présidence d'un délégué du Directeur : 3 agents supérieurs désignés par le Directeur, 3 agents dont un au moins du service de l'intéressé pris par roulement sur un tableau dressé par ordre d'ancienneté parmi les 20 délégués du personnel auprès du Directeur.

délégués auprès du Directeur, que si un groupe ou réunion de groupes d'un service n'est plus représenté.

III. Un « règlement relatif à l'élection des délégués pour la représentation du personnel » et un « Règlement concernant le rôle et les attributions des délégués » fixent les détails d'application.

Il y est bien spécifié que chaque délégué régional ne peut demander l'inscription à l'ordre du jour que de questions concernant l'application des Règlements du travail, d'hygiène et de sécurité, à l'exclusion des questions de gestion. Il y est rappelé qu'en dehors du rôle qu'ils ont à jouer dans les commissions de classement, les délégués n'ont pas à s'immiscer dans les questions concernant la situation individuelle de tel ou tel agent ; ils n'ont à intervenir que dans les questions intéressant le service et doivent rester étrangers à toute affaire disciplinaire. Il en est de même pour les délégués auprès du chef de service.

IV. Toutes facilités sont accordées aux délégués pour l'exercice de leurs fonctions.

Pendant toute la durée des opérations pour lesquelles ils ont été régulièrement convoqués ou autorisés, les délégués sont considérés comme étant en service, reçoivent leur salaire normal augmenté des primes qu'ils auraient pu gagner et des frais de déplacement et autres indemnités correspondantes d'après leur grade. Ils reçoivent en outre une indemnité annuelle forfaitaire pour leurs frais de correspondance.

V. La représentation du personnel à l'intérieur de chaque réseau n'est pas la seule à considérer. Au-dessus des Réseaux, la Convention du 28 juin 1921, approuvée par la loi du

29 octobre 1921 a prévu sous l'autorité du ministère des Travaux publics la création d'un Conseil supérieur des Chemins de fer et d'un Comité de Direction, organes de coordination administrative.

Le Personnel est représenté au Conseil supérieur (art. 6 de la loi). Il ne l'est pas au Comité de Direction. Ce dernier est chargé d'appliquer à l'exploitation de tous les réseaux, les principes de la politique ferroviaire générale tracée par le Conseil supérieur. Or, puisque le personnel est représenté au Conseil supérieur, son influence peut s'exercer au-dessus du Comité de Direction, comme elle s'exerce déjà à l'intérieur de chaque réseau par suite des droits que les agents tiennent du statut.

Le Conseil supérieur des Chemins de fer comprend 21 membres du Comité de Direction, 14 représentants du personnel élus à raison de deux par réseau, 35 représentants des intérêts généraux de la Nation¹⁻².

Il résulte des renseignements fournis par le Comité de Direction des grands réseaux, que les institutions de représentation du personnel organisées par le statut fonctionnent normale-

1. Un décret du 9 décembre 1924 (*J. O.* du 10) fixe les modalités d'élection des représentants du personnel. V. aussi décret du 2 octobre 1935. *J. O.*, 1935, p. 10805.

2. Les différends d'ordre collectif entre les réseaux et leur personnel ne devant pas normalement aboutir à la grève, l'article 12 de la loi du 29 octobre 1921 a créé un tribunal arbitral pour les régler.

Ce Tribunal est constitué par cinq membres ; deux arbitres sont désignés par les représentants des réseaux au Conseil supérieur, deux arbitres par les représentants du personnel à ce même Conseil, appartenant à la même catégorie ou aux catégories du personnel intéressé dans le conflit ; le cinquième arbitre, qui sera de droit président du Tribunal arbitral, sera désigné par le Conseil Supérieur, délibérant sans les représentants des réseaux et du personnel. Ce cinquième arbitre sera choisi en dehors du Conseil Supérieur.

Ce Tribunal arbitral n'est compétent que pour les conflits touchant à des questions de traitement, de travail, de retraites et à l'application du statut. Les affaires de discipline ne sont pas de sa compétence, non plus que les conflits provoqués par des questions n'ayant pas un caractère professionnel (1^{re} décision, 31 déc. 1929, fédération des dessinateurs et agents d'études contre grands réseaux).

ment et que toutes les questions de la compétence des délégués soulevées par eux sont facilement réglées. D'une manière générale un nombre important des desiderata exprimés par les délégations obtiennent ainsi satisfaction ; mais les réseaux estiment que les mêmes résultats auraient été vraisemblablement obtenus par des demandes présentées par la voie hiérarchique.

CHAPITRE II

INTERVENTION DE L'ACTION LÉGISLATIVE DANS L'INSTITUTION DES DÉLÉGUÉS OUVRIERS

Pendant longtemps, le législateur n'a attaché aucune importance aux avantages que présentait l'institution des délégués ouvriers. La loi du 27 décembre 1892, seule tentative, avant guerre, de règlement amiable des conflits du travail, ne s'occupe pas des délégués ouvriers.

Au cours de la guerre, les besoins impérieux de la Défense Nationale ne permettaient pas de tolérer une interruption prolongée du travail. On eut alors recours aux délégués d'atelier. Mais le ministre de l'Armement se borna, par diverses circulaires, à en recommander la création ¹.

Il a fallu qu'un fort mouvement social intervienne, pour que le législateur comprenne enfin l'utilité de certaines réformes.

Avant d'étudier les dispositions de la loi du 24 juin 1936 intéressant l'institution de délégués ouvriers, nous examinerons rapidement les divers projets et propositions de loi tendant à établir, comme organes de conciliation, des représentants permanents ouvriers.

SECTION I

Projets et propositions de loi.

Depuis la loi du 27 novembre 1892, le règlement amiable des conflits du travail a donné lieu à une littérature parlementaire

1. V. *supra*.

abondante. Beaucoup d'auteurs ont demandé la création de délégués ouvriers pour faciliter la conclusion des conflits. Les propositions de réforme, d'initiative parlementaire ou d'initiative gouvernementale se sont suivies sans interruption.

Le 15 novembre 1900, MM. Waldeck-Rousseau et Millerand présentaient à la Chambre un projet de loi sur le règlement amiable des différends relatifs aux conditions du travail¹. Ce projet comprend deux parties distinctes : l'une a pour but de prévenir autant que possible et de régler les conflits avant toute cessation du travail ; la seconde a pour objet d'organiser la grève en substituant, pour décider la cessation ou la reprise du travail, le vote libre des intéressés aux procédés de pression et d'intimidation qui sont trop souvent usités.

Pour prévenir les conflits, le projet prévoit deux procédés :

1° L'institution de délégués permanents choisis dans le personnel et élus par lui, ayant le droit de présenter au chef de l'établissement les réclamations des ouvriers ou employés, comme aussi de dissiper les malentendus par de franches explications ;

2° L'obligation, pour les deux parties, dans les établissements où fonctionnent des délégués ouvriers, de soumettre à l'arbitrage les différends qui n'auraient pu être réglés par l'intermédiaire des délégués.

Cette réglementation n'est pas applicable à tous les patrons et ouvriers mais seulement aux établissements où patrons et ouvriers seraient d'accord pour l'admettre. Dans les établissements occupant plus de cinquante ouvriers, le chef d'établissement est tenu de prendre une décision ferme à cet égard. L'ouvrier en se présentant pour être embauché recevra un avis

1. *Doc. parl.*, n° 1937.

imprimé lui faisant connaître le contrat commun d'arbitrage conclu entre le patron et le personnel salarié.

Les délégués ne sont pas élus à l'occasion d'un conflit déterminé et pour régler ce conflit : ils sont élus et renouvelés tous les ans à des époques fixées d'avance, et leur élection est entourée de toutes les garanties nécessaires pour assurer la pleine indépendance des ouvriers. Ils devront être reçus par le chef d'entreprise, non seulement lorsqu'un conflit est né, mais en temps normal, à des intervalles réguliers, à des jours et à des heures fixés par le règlement ¹.

Ce projet de 1900 fut repris par M. Millerand le 14 octobre 1902 et le 12 juin 1905. Renvoyé à la Commission du Travail, ce projet fut, en même temps que quatre autres propositions, l'objet d'un rapport de M. Colliard. L'une de ces quatre propositions présentée par MM. Desplas et Chautard, le 23 mai 1907, s'inspire des mêmes principes que la proposition de M. Millerand. Elle prévoit, comme cette dernière, l'institution de délégués permanents, mais ces délégués ne sont pas élus dans chaque établissement pour servir d'intermédiaires entre le patron et ses ouvriers. Ils sont élus par circonscription comprenant de 150 à 300 ouvriers de la profession et pouvant englober un ou plusieurs établissements. Ces délégués seront chargés des relations de leurs mandants avec leurs patrons.

En cas de désaccord, le conflit sera soumis à des arbitres désignés par les intéressés ou en cas d'inaction de ces derniers, au Conseil du Travail ou au Conseil des prud'hommes compétent. Cette proposition ne s'appliquait qu'aux industries de première nécessité ².

Le projet de loi sur le règlement pacifique des différends

1. V. pour plus de détails Julien Dupuis. La délégation ouvrière dans l'usine. *Thèse Paris*, 1909, p. 206.

2. *Doc. parl.*, n° 971, *J. O.*, p. 399.

d'ordre collectif, présenté par M. Aristide Briand le 22 décembre 1910, s'occupe aussi des délégués du personnel ¹. Il s'applique uniquement aux agents du service public des Chemins de fer d'intérêt général. M. Briand impose aux administrations l'obligation d'établir des conférences périodiques entre les délégués élus du personnel des divers services et les représentants de la Direction. « L'institution des délégués du personnel chargés de présenter à l'employeur les désirs et revendications des employés, disait M. Millerand, rapporteur de ce projet ², est la condition nécessaire et suffisante de tous les modes de règlement pacifique de conflits collectifs. Il y a longtemps que l'on a signalé le principal vice de la loi de 1892 de ne faire appel à la conciliation que lorsqu'il est déjà trop tard. Ce n'est pas au moment où le conflit éclate, au lendemain de la déclaration de guerre, que les parties peuvent avec quelque chance de succès commencer à négocier. C'est par l'organisation normale de rapports périodiques et permanents entre patrons et ouvriers, avant l'ouverture de l'ère des difficultés, par la pratique habituelle des conférences au cours desquelles les questions délicates sont étudiées de concert dans une atmosphère de calme, qu'on réussira à prévenir l'explosion de conflits, qui, nés fréquemment d'un ordre mal donné ou mal interprété, auraient été évités par une conversation de quelques minutes. » M. Briand demande en outre l'institution sur chaque réseau de comités régionaux et d'un comité central de conciliation. Cette procédure de conciliation préalable à la procédure d'arbitrage comporte elle-même deux degrés, car le Comité Central est saisi des différends non réglés par les Comités locaux. La procédure organisée par le projet, devait aboutir à une sentence dont l'exécution était obligatoire pour les deux parties.

1. *Doc. parl.*, n° 626. *J. O.*, p. 2.

2. *Doc. parl.*, n° 1325. *J. O.*, p. 81.

Lorsque survint la guerre, les questions du règlement pacifique des conflits passèrent naturellement au second plan des préoccupations du moment, tout au moins sous leur forme législative. Pourtant le 18 janvier 1917, M. Colliard et plusieurs de ses collègues, reprenant des propositions antérieures et notamment le projet de loi de M. Millerand de 1900, modifié en 1912 par la Commission du travail, déposaient sur le bureau de la Chambre une proposition de loi concernant les différends relatifs aux conditions du travail et à l'arbitrage obligatoire ¹. Les articles 5 et suivants prévoyaient la création, dans tout établissement occupant au moins 50 ouvriers et employés, de délégués permanents, choisis par le personnel et chargés de le représenter auprès du chef d'établissement ; ils précisaient longuement les conditions et la procédure de leur désignation ainsi que leurs attributions.

Depuis la guerre, les discussions ont repris.

Le 9 mars 1920, la Chambre a été saisie d'un projet contre-signé par M. Millerand, président du Conseil, et M. Jourdain, ministre du Travail, sur le règlement amiable des conflits collectifs du travail dans l'industrie, le commerce et l'agriculture. « Ce projet, dit l'exposé des motifs, se borne à exiger qu'avant toute cessation du travail toutes les tentatives de règlement amiable soient nécessairement épuisées ; c'est le droit de chacun de poser les conditions de son labeur, mais c'est le plus sûr moyen de les fixer équitablement que de les discuter franchement dans une atmosphère de travail et de confiance ². »

Le titre I^{er} de ce projet traite des délégués ouvriers ³.

Ils seront désignés à chaque menace de conflit. Ils expose-

1. *Doc. parl.*, n° 2894, p. 52.

2. *Doc. parl.*, n° 489.

3. Rapport Lafarge. *Doc. parl.*, n° 1.478, *J. O.*, p. 2228.

ront les revendications du personnel au patron : celui-ci sera tenu de les recevoir ou de les faire recevoir par un préposé. Le projet écarte l'établissement obligatoire de délégués permanents parce que, dit-il, « il n'a pas rencontré jusqu'ici l'adhésion unanime, soit du côté patronal soit du côté ouvrier », mais il laisse aux intéressés qui se mettront d'accord à ce sujet toute liberté d'établir des délégués permanents. Aucune disposition ne précise le mode de désignation des délégués : il a paru que s'il fallait procéder à des élections régulières, on alourdirait la procédure sans grand profit ; on risquerait de provoquer des contestations sur la régularité des opérations électorales et on retarderait entre les délégués employés et l'employeur la prise de contact qui sera d'autant plus efficace qu'elle sera plus rapide.

Le rôle des délégués est limité aux contestations d'ordre intérieur, intéressant un même établissement : mais il arrive de plus en plus fréquemment que les différends s'étendent à plusieurs établissements ou à tous ceux d'une même industrie ou d'une même profession ; il peut arriver, d'autre part, que, dans la limite d'un même établissement, l'entrevue entre l'employeur et les délégués ne donne aucun résultat. C'est alors qu'intervient obligatoirement la procédure de conciliation.

Tout conflit collectif doit être soumis à cette procédure et jusqu'à la tentative de conciliation la grève est interdite.

Des Comités de conciliation sont prévus. Cette procédure à deux degrés (délégués, conciliation) aboutit soit à un accord, consigné dans une convention collective, soit à un procès-verbal de non-conciliation, après lequel les parties reprennent leur liberté d'action. Toutefois, les parties peuvent recourir à l'arbitrage ; ce recours est obligatoire pour un certain nombre d'entreprises dont l'arrêt met en péril immédiat l'existence, la santé de la population, la vie économique et sociale du pays.

MM. de Cassagnac, Forgeot et collègues ont déposé le

28 avril 1920 une proposition de loi sur l'arbitrage obligatoire ¹. La tentative de conciliation dans les services publics se réaliserait par le moyen de délégués. Si l'accord n'intervenait pas, il faudrait recourir à l'arbitrage. La sentence arbitrale serait obligatoire.

Enfin le 17 janvier 1929, le Gouvernement a déposé un projet de loi portant modification du livre IV du Code du travail (règlement de la conciliation et de l'arbitrage en matière de différends collectifs du travail, dans l'industrie, le commerce et l'agriculture ²). Ce projet institue un régime de tentatives obligatoires de conciliation en cas de conflits collectifs.

Il ne s'agit pas d'obliger les parties à se concilier, c'est-à-dire à trouver obligatoirement entre elles un terrain d'entente.

Il s'agit encore moins de leur imposer un arbitrage, c'est-à-dire une sentence prononcée par une autorité extérieure et qui lierait les intéressés. Il s'agit simplement d'obliger patrons et ouvriers à parler entre eux lorsqu'on est en présence d'un conflit collectif. Ils s'entendront ou ne s'entendront pas, mais du moins devront-ils obligatoirement se rencontrer ³.

L'économie de ce projet peut se résumer ainsi : en cas de différend collectif, et sur la demande d'une des parties, une entrevue doit avoir lieu entre celles-ci et leurs délégués préalablement à tout arrêt ou cessation du travail. Si à la suite de ce rapprochement, une entente n'intervient pas entre les parties, celles-ci devront se prêter à une nouvelle tentative de conciliation préalablement à l'arrêt ou à la cessation du travail si la demande leur en est faite par écrit, soit par le ministre du Travail, soit par le préfet du département.

Dans les cas où ces deux essais successifs de conciliation demeurent infructueux, le projet prévoit la possibilité d'un arbitrage obligatoire.

1. *Doc. parl.*, n° 837.

2. *Doc. parl.*, n° 1082. *J. O.*, p. 66.

3. *V. Doc. parl.*, n° 1319. *J. O.*, p. 340, rapport Chabrun.

reraient infructueux et où se produirait l'arrêt ou la cessation de travail, une nouvelle tentative de conciliation peut avoir lieu, soit à la demande de l'une des parties, soit à la demande du ministre du Travail ou du préfet du département. Il est loisible aux parties de demander que les pourparlers aient lieu en présence de conciliateurs choisis d'un commun accord.

L'autorité publique de son côté peut nommer des conciliateurs ou envoyer les intéressés devant une Commission supérieure paritaire choisie au sein du Conseil national économique. Si l'arrêt du travail se prolonge, le Ministre ou le Préfet jugent de l'opportunité de nouvelles tentatives de conciliation. Si la conciliation a lieu, elle est sanctionnée par un procès-verbal d'accord. En cas de non-conciliation, le recours à l'arbitrage est facultatif.

Il est prévu que les représentants des syndicats et unions de syndicats des professions auxquelles appartiennent les parties, peuvent assister ces dernières ou leurs délégués au cours des tentatives de conciliation.

SECTION II

Institution des délégués ouvriers par la loi du 24 juin 1936.

L'institution des délégués ouvriers dans les établissements industriels ou commerciaux est issue du vaste mouvement revendicatif de la classe ouvrière qui suivit l'avènement du gouvernement de Front Populaire en juin 1936.

A la suite des nombreuses grèves qui paralysaient l'activité du pays, et sur l'initiative du Président du Conseil, Léon Blum, les délégués de la C. G. T. se rencontrèrent avec les délégués de la Confédération Générale de la Production Française.

Dans la nuit du 7 au 8 juin, à l'Hôtel Matignon, siège de la Présidence du Conseil, un accord historique fut signé. La

délégation patronale admettait l'établissement immédiat de contrats collectifs de travail ; ces contrats devaient comporter la liberté syndicale, le rajustement des salaires, l'élection de délégués ouvriers.

Le lendemain, le Gouvernement déposait sur le bureau de la Chambre plusieurs projets de loi, inscrivant dans les textes les différents points de l'accord Matignon et le complétant dans divers domaines.

Quelques jours après, la loi du 24 juin 1936, sur les conventions collectives de travail, était promulguée.

Cette loi stipulait notamment que toute convention collective devait contenir des dispositions concernant les délégués élus par le personnel.

L'institution des délégués a donc été établie à la fois par l'accord Matignon et par la loi du 24 juin 1936.

L'accord Matignon s'exprime ainsi : « Ces délégués ont qualité pour présenter à la direction les réclamations individuelles qui n'auraient pas été directement satisfaites, visant l'application des lois, décrets, règlements du Code du travail, des tarifs de salaires et des mesures d'hygiène et de sécurité » (art. 5).

La loi du 24 juin 1936 parle en termes à peu près équivalents de délégués élus... « ayant qualité pour présenter à la direction les réclamations individuelles qui n'auraient pas été directement satisfaites, relatives à l'application des tarifs de salaires, du Code de travail et autres lois et règlements concernant la protection ouvrière, l'hygiène et la sécurité » (art. 31 *vc*, section IV *bis*, chapitre IV *bis*, titre II du livre I^{er} du Code du travail).

La loi ne parle qu'incidemment des délégués ouvriers. Son objet principal est la convention collective ; elle lui trace un cadre et lui fait obligation de contenir des dispositions concernant l'institution de ces délégués.

Il résulte donc des textes précédents que les délégués ouvriers ne sont pas directement institués par la loi. Celle-ci confie aux conventions collectives le soin de les établir. On peut dire que la loi les investit d'une mission générale dont les conventions collectives viendront préciser les conditions d'exercice.

Les conventions collectives se sont montrées prudentes à cet égard. Ainsi la convention collective conclue le 12 juin 1936 dans les industries métallurgiques de la région parisienne, reproduit, sans rien y changer, dans son article 5 le texte de l'accord Matignon cité plus haut et prend la précaution d'ajouter un article 6 disant que « les attributions des délégués sont nettement délimitées par l'article 5 précédent ».

Ces formules se retrouvent mot à mot dans la plupart des conventions collectives.

Nous allons étudier le rôle et les fonctions des délégués dans un premier paragraphe ; leur mode de désignation et l'exercice de leurs fonctions dans un second ; enfin l'importance de leur rôle dans un troisième paragraphe ¹.

I. — RÔLE ET FONCTIONS DES DÉLÉGUÉS OUVRIERS

Les textes que nous venons d'étudier établissent que les délégués ont pour rôle de présenter à la Direction les réclamations individuelles restées sans résultat. Ils sont donc des intermédiaires.

Leur institution ne change rien aux procédés consacrés par les usages, au rôle des préposés établis par les chefs d'entreprises. Les contremaîtres, chefs d'ateliers, directeurs et agents de maîtrise en général gardent toute leur autorité et toutes leurs prérogatives. C'est à eux de connaître d'abord toutes les affaires

1. Joseph Danel. Les Délégués du personnel. — C. G. T. Guide du Délégué d'atelier. — C. G. T. Les conventions collectives. *Petite Bibliothèque du militant syndicaliste*, nos 2 et 3.

qui sont de leur ressort. En cas d'échec seulement apparaît le rôle des délégués ouvriers.

Ces derniers ne détiennent aucune fraction de l'autorité patronale. Ils demeurent vis-à-vis du patron et de ses représentants des salariés soumis à toute la hiérarchie établie dans l'entreprise.

Les délégués ne sont chargés d'aucune mission de surveillance ou d'inspection ; ils n'ont aucun pouvoir de dresser des procès-verbaux ni même celui d'opérer des constatations moins officielles. Aussi leur rôle est-il tout différent des délégués Mineurs ou des délégués à la sécurité. Le délégué Mineur a une mission de surveillance et de visite qui l'assimile à une sorte d'inspecteur muni d'un pouvoir propre. Il doit parcourir sa circonscription dans le but d'en examiner les conditions de sécurité et d'hygiène. Il est en outre chargé de signaler les infractions à certaines lois de protection ouvrière. Il consigne ses observations sur un registre tenu à la disposition des ouvriers et adresse chaque année un rapport à l'ingénieur des mines. Il est, dans ses fonctions, soumis à l'autorité du ministre du Travail qui peut le suspendre ou le révoquer. Le délégué à la sécurité des agents dans les chemins de fer a, en cas d'accident, à faire une enquête et à établir un rapport ¹.

Le délégué dont nous nous occupons n'a pas de tels pouvoirs, il est seulement un mandataire, un porte-parole dont le rôle se conçoit dans le cas où une réclamation individuelle n'arrive pas à aboutir par les voies normales. Par contre sa compétence est beaucoup plus étendue car il peut intervenir, non seulement en matière d'hygiène et de sécurité, mais pour tout ce qui concerne la protection ouvrière et l'application du tarif de salaires.

1. V. *infra*.

Les délégués sont-ils les représentants des syndicats ?

Les délégués tiennent leurs pouvoirs du groupe du personnel qui les a élus. Ils ne sont donc pas les représentants de syndicats. La loi du 24 juin 1936 le laisse entendre clairement en disant que les délégués pourront à leur demande, se faire assister d'un représentant du syndicat de leur profession (art. 31 *vc.* 2°).

S'ils ne sont pas les représentants et les fondés de pouvoirs d'un syndicat, les délégués peuvent et doivent cependant se tenir en liaison avec le syndicat. Il est normal que les syndicats s'occupent des élections des délégués et y désignent des candidats. Il est normal, la loi même le prévoit, que les délégués soient documentés, conseillés, soutenus par les syndicats. Il serait déplorable et dangereux qu'il y ait rivalité et hostilité entre les syndicats et les délégués.

Mais les syndicats et les délégués ont les uns et les autres des fonctions différentes que l'on ne saurait confondre et mélanger sans entraîner désordre et faiblesse. Donc les délégués ne peuvent limiter leurs fonctions ou leurs services aux seuls ouvriers adhérents du syndicat auquel ils appartiennent eux-mêmes. Ils sont institués pour le service de tous les membres du personnel appartenant au groupe qui les a élus sans autre distinction.

A plus forte raison le délégué abuserait-il de l'autorité que lui donnent ses fonctions s'il en profitait pour imposer l'adhésion à un syndicat quelconque.

Les délégués sont-ils les représentants du personnel ?

Le fait qu'ils sont élus par le personnel ne saurait à lui seul leur conférer cette qualité. L'élection est un procédé de désignation qui peut servir à bien des choses. On peut élire un juge, un maire, un représentant.

L'élection confère au délégué des fonctions précises.

Le pouvoir de représenter l'ensemble du personnel auprès de la Direction reste dans l'ordre professionnel, l'attribution des syndicats.

Rien ne donne à croire que les syndicats signataires des conventions collectives aient eu la pensée de se dépouiller, au profit de l'institution nouvelle, d'une partie essentielle de leur mission légale.

Ce double emploi, cette concurrence qui s'établiraient entre les délégués ouvriers et les syndicats seraient d'ailleurs dangereux et pourraient en fin de compte aboutir à diminuer l'autorité de ceux-ci.

Mais rien n'empêche les conventions collectives d'agrandir le rôle des délégués. Plusieurs conventions décident que « le délégué est le représentant de son groupe d'ouvriers auprès de la Direction ». Il faut croire que dans ce cas on a voulu investir le délégué de fonctions représentatives. Mais cette formule est peu claire et ne s'accordera pas facilement avec le principe certain et toujours affirmé par les conventions que le délégué peut présenter seulement des réclamations individuelles.

On a voulu exprimer probablement que le délégué n'a pas compétence pour s'occuper des affaires de personnes étrangères à son groupe.

Les délégués ouvriers ne sont pas d'ailleurs des intermédiaires obligatoires.

Cela résulte non seulement des textes ici commentés, mais encore des conventions collectives. Un grand nombre d'entre elles prennent soin de souligner que « les ouvriers restent libres de présenter eux-mêmes leurs propres réclamations à leurs chefs ou à la direction ».

Fonctions des délégués.

Les délégués ouvriers n'ont pas à intervenir en toute question ouverte ou pendante entre la Direction et un membre du personnel. Leur compétence est strictement limitée aux réclamations qui émanent des membres du groupe d'ouvriers qui les a élus. Ils ne sont pas des délégués d'usine ou même d'atelier : la loi les appelle seulement délégués élus. Beaucoup de conventions collectives restreignent expressément leur rôle aux réclamations formulées par des ouvriers appartenant à leur propre branche de fabrication.

D'autre part, leur rôle est circonscrit, aussi bien par l'accord Matignon que par la loi du 24 juin 1936, aux questions suivantes : tarifs de salaires, protection ouvrière, hygiène, sécurité. Cette énumération est strictement limitative. Les conventions insistent sur ce caractère et décident que leurs attributions sont ainsi nettement limitées ¹.

On voit exceptionnellement des conventions collectives étendre ces attributions à toutes les dispositions du Code du travail (notamment celles qui concernent les renvois et congédiements). (Convention collective des Sociétés d'Assurances du Nord et du Pas-de-Calais, 18 juillet 1936) ².

Évidemment en dehors des fonctions officielles que nous venons de définir et qui résultent des textes établissant les délégués ouvriers, ceux-ci peuvent être comme n'importe quel membre du personnel, chargés de toute espèce de mission. Mais ils n'agissent plus comme délégués dans le cadre des conventions collectives qui ont rendu leur institution obligatoire. Ils sont alors titulaires d'un mandat spécial, qui n'est en aucun

1. V. *L'Usine*, journal de l'industrie et de la métallurgie, n° 35 du 27 août 1936. — V. aussi *L'Usine*, n° 43, du 22 octobre 1936.

2. V. en sens contraire, *L'Usine*, n° 43 du 22 octobre 1936.

cas, limité et dont l'exercice est subordonné à l'assentiment au moins tacite du chef de l'entreprise.

Leurs fonctions les mettant en vedette et témoignant qu'ils ont la confiance d'une partie importante du personnel, on peut s'adresser à eux assez naturellement dans tous les cas et pour toutes les difficultés. Il ne faut pas confondre cela avec l'exercice régulier des fonctions de délégués.

Il est possible ainsi que l'usage agrandisse leur rôle, leur confère de nouvelles fonctions, et que les conventions viennent ratifier et consolider de telles pratiques.

Voici d'ailleurs des extraits d'une sentence arbitrale rendue en janvier 1937 par MM. Jacob, Président du Tribunal Civil d'Avesnes et M. Bérard, Président du Conseil des Prud'hommes du département de la Seine. Cette sentence est intéressante car elle précise les attributions des délégués ouvriers et doit faire jurisprudence en la matière.

« Considérant d'une part, que les occupations d'usine par le personnel de ces usines constitue une violation du droit de propriété ;

« Considérant, d'autre part, que les délégués ouvriers doivent limiter leur activité aux seules attributions qui leur sont conférées par la loi du 24 juin 1936, sur les conventions collectives du travail ;

« Considérant qu'aucune extension de ces pouvoirs ne doit être admise et qu'ainsi aucune ingérence dans la discipline, l'embauchage et l'administration des usines ne peut être tolérée de la part desdits délégués, qu'en particulier on ne saurait admettre dans les usines et chantiers, des réunions du personnel ouvrier, des quêtes, des collectes, des cotisations, des distributions de tracts ou journaux, non plus que des actes de propagande en faveur d'une opinion, quelle que soit cette opinion ;

« Considérant qu'un délégué ne doit pas s'occuper de ce qui se

passé dans les autres parties que celle qu'il a mandat de représenter, qu'il doit continuer à travailler normalement dans son emploi, l'exercice de sa mission ne devant pas troubler le travail de l'atelier ni le distraire de son travail personnel plus de dix heures par mois au maximum ;

« Considérant enfin que les délégués ne sauraient se réunir entre eux à l'intérieur des usines pendant les heures de travail ;

« Par ces motifs, émettent à l'égard de X... la sentence suivante : X a eu une attitude blâmable dans l'exercice de ses fonctions de délégué et une sanction s'impose ;

« Décident que cette sanction sera l'affichage de la présente décision dans les ateliers de la Société demanderesse et que X... reprendra son travail et ses fonctions à compter du lundi 25 janvier 1937. »

II. — MODE DE DÉSIGNATION DES DÉLÉGUÉS. EXERCICE DE LEURS FONCTIONS

Les délégués sont institués dans chaque établissement industriel ou commercial, occupant plus de dix ouvriers ; ils sont élus par le personnel de l'entreprise ou par une fraction du personnel groupé par ateliers ou par spécialité. Des délégués suppléants sont élus en même temps.

Le nombre des délégués titulaires et des délégués suppléants est fixé d'après l'importance de l'établissement, après accord entre les organisations syndicales ou à défaut, entre les intéressés.

Pour être électeur il faut réunir quatre conditions :

1° Appartenir au personnel de l'entreprise : sans distinction de fonctions, de sexe ou de nationalité ;

2° Avoir dix-huit ans au moins ;

3° Compter trois mois de présence dans l'établissement au moment de l'élection ;

4° N'avoir pas été privé de ses droits civiques.

Pour être éligible il faut :

1° Être électeur ;

2° Être de nationalité française ;

3° Avoir au moins 25 ans ;

4° Travailler dans l'établissement sans interruption depuis un an au moins. Cette durée de présence devrait être abaissée si elle réduisait à moins de cinq le nombre des éligibles ;

5° Ne pas tenir de commerce de détail de quelque nature que ce soit, par soi-même ou par son conjoint.

Ces conditions sont posées par l'accord Matignon. La plupart des conventions collectives les reproduisent textuellement.

La procédure des élections est laissée aux conventions collectives. Qu'on ne s'attende pas pour cela à voir y régner une grande diversité. On se trouve en présence d'un type unique de procédure qui a été reproduit, à quelques détails près, dans la plupart des conventions.

Les élections sont organisées par la direction qui fixe le jour et l'heure du scrutin, affiche la liste des électeurs et des éligibles, délègue un employé afin d'assister le bureau tant pour les émargements que pour le dépouillement du scrutin, et fournit les bulletins et les enveloppes.

On doit remarquer le rôle attribué dans cette procédure à la Direction des entreprises. Les organisations patronales ont accepté que les chefs d'entreprise prêtent leur concours à leur personnel et l'aident, d'une manière très significative, à mener à bien les opérations d'où doit sortir la désignation des délégués.

Le vote a lieu dans l'atelier, mais en dehors des heures de travail, à bulletins secrets, sous enveloppe.

Le dépouillement s'opère immédiatement. Un procès-verbal des opérations est dressé en trois exemplaires dont l'un est affiché, l'autre est remis au délégué, le troisième restant à la Direction.

Il n'est par prévu de procédure de recours contre les opérations électorales.

Il est dit cependant que les réclamations au sujet de la liste des électeurs et des éligibles doivent être formulées par les intéressés deux jours avant l'élection. C'est la Direction qui reçoit ces réclamations.

Dans le cas où elles ne recevaient pas satisfaction et où les élections seraient entachées d'irrégularité, les Tribunaux civils seraient compétents pour connaître des actions dirigées contre ces opérations.

Voici, à titre d'exemple, les dispositions insérées dans le « Contrat collectif des métaux de la Région Parisienne ¹ ».

Procédure de l'élection (articles 13 à 17).

« Article 13. — La date et les heures de commencement du scrutin seront déterminées pour chaque atelier par la direction, après avis des délégués sortants.

Cette date doit être placée dans le mois qui précède l'expiration du mandat des délégués.

Elle sera annoncée au moins quatre jours pleins à l'avance par un avis affiché dans l'atelier et accompagné de la liste des électeurs et des éligibles.

Les réclamations au sujet de cette liste devront être formulées par les intéressés deux jours avant l'élection. Les éligibles qui voudront poser leur candidature devront se faire connaître au plus tard trois jours avant la date fixée pour l'élection. Le vote

1. *Bulletin du ministère du Travail*, n° avril-mai-juin 1936, p. 224.

a lieu immédiatement après la fin du travail. Dans les ateliers ayant équipes de jour et de nuit, l'élection aura lieu entre la sortie et la reprise du travail afin de permettre le vote simultané de deux équipes en présence.

Un emplacement sera réservé pendant la période prévue pour les opérations électorales, pour l'affichage des communications concernant celles-ci.

Article 14. — Le bureau électoral sera composé des deux électeurs — le plus ancien dans l'atelier et le plus jeune — présents à l'ouverture et acceptant.

La présidence appartiendra au plus ancien.

Le bureau sera assisté, dans toutes ses opérations, notamment pour l'émargement des électeurs et le dépouillement du scrutin, par un employé de la feuille de paye ou un marqueur. Si le bureau avait à prendre une décision, l'employé préposé aux émargements aurait simplement voix consultative.

Article 15. — Le vote aura lieu à bulletins secrets, dans une urne, dans l'endroit le plus favorable de l'atelier et en présence du bureau de vote.

Les ouvriers mettront leur bulletin dans une enveloppe de modèle uniforme qui leur sera remise à l'avance. Toute enveloppe contenant plusieurs bulletins à noms différents sera détruite, après la signature du procès-verbal par le bureau, ainsi que son contenu.

Dans le cas de plusieurs bulletins au même nom, il ne sera compté qu'une seule voix.

Les bulletins, ainsi que les enveloppes d'un modèle uniforme, devront être fournis par la direction.

Article 16. — Les délégués seront ceux ayant obtenu le plus grand nombre de voix, celui ayant le plus de voix étant le délégué titulaire.

En cas d'égalité de suffrages, le plus ancien dans l'établissement sera le délégué titulaire.

Le dépouillement du vote a lieu immédiatement après l'heure fixée pour la fin du scrutin et ses résultats sont consignés sur un procès-verbal en trois exemplaires. Un de ces exemplaires sera remis au délégué ouvrier élu, le second affiché dans l'atelier intéressé, le troisième restera entre les mains de la direction.

Article 17. — Les établissements comptant de onze à cinquante ouvriers auront un délégué titulaire et un délégué suppléant.

Les établissements comptant de cinquante et un à deux cent cinquante ouvriers auront deux délégués titulaires et deux délégués suppléants.

Les établissements comptant de deux cent cinquante et un à mille ouvriers auront trois délégués titulaires et trois délégués suppléants.

Les établissements comptant plus de mille ouvriers auront quatre délégués titulaires et quatre délégués suppléants, plus un délégué titulaire et un délégué suppléant par mille ouvriers ou fraction de mille.

Article 18. — En cas de vacance du délégué titulaire par démission ou autrement, le délégué suppléant deviendra titulaire et une élection aura lieu pour la désignation d'un délégué suppléant.

En cas de vacance du délégué suppléant, une élection aura lieu pour le remplacer.

Le nouvel élu sera nommé pour le temps restant à courir jusqu'au terme qui était assigné aux fonctions de celui qu'il remplacera. »

Comment s'exercent les fonctions des délégués ?

Les fonctions des délégués s'exercent normalement pendant les heures de travail. Les conventions collectives prévoient généralement qu'ils pourront y consacrer un certain nombre d'heures par mois ou que la durée de leur travail ne devra pas être inférieure à 75 p. 100 de la durée journalière moyenne de leur catégorie.

Ils sont reçus par la Direction une fois par mois. Les jours et heures de ces réceptions sont affichés dans les ateliers. En cas d'urgence, ils peuvent être reçus sur leur demande.

En principe les délégués sont reçus individuellement. Dans ce cas, leur suppléant les accompagne. Ils peuvent être aussi reçus collectivement lorsque les questions intéressent à la fois plusieurs ateliers.

Les heures consacrées à leurs fonctions sont rémunérées par une indemnité égale au salaire moyen perdu du fait de l'exercice de leurs fonctions de délégués. Le maximum de ces heures est fixé par les conventions, à huit ou dix heures par mois, sauf cas exceptionnels.

Rappelons que le délégué peut sur sa demande se faire accompagner d'un représentant du syndicat de sa profession. Il tient ce droit de la loi elle-même.

Les fonctions des délégués sont temporaires. Ils sont élus pour un an. Mais ils sont rééligibles.

Il n'est pas prévu d'autres cas de cessation de leurs fonctions. Il n'est pas organisé de procédure de révocation ni de la part de ceux qui les ont élus, ni de la part d'une autorité quelconque ¹.

1. V. Cependant : convention collective de travail concernant la confection pour dames, fillettes et enfants et la couture en gros, signée le 22 juin 1936 entre la Chambre syndicale de la Confection et de la Couture française en

Il est dit qu'ils ne peuvent être, en aucun cas, congédiés pour exercice de leurs fonctions de délégués. Mais ils demeurent soumis aux règles ordinaires de la rupture du contrat de travail, laquelle entraîne évidemment la cessation de leurs fonctions.

La disposition qui vient d'être rappelée protège le délégué contre les représailles patronales. Elle lui garantit qu'il exercera ses fonctions en toute indépendance.

Il est à peine besoin de dire que les brimades qu'il aurait à subir de la part de certains de ses camarades à cause de la manière dont il concevrait ses fonctions de délégué et les exercerait trouveront devant les Tribunaux des Juges particulièrement sévères. De ce côté aussi la loi le protège et garantit son indépendance.

Quel est le rôle du délégué suppléant ?

Le délégué suppléant prend la place du délégué titulaire empêché ou démissionnaire. Il y a alors lieu à de nouvelles élections pour un délégué suppléant dont les fonctions cesseront en même temps que celles de celui qu'il a remplacé.

Le délégué suppléant accompagne toujours auprès de la Direction le délégué titulaire lorsque la réception porte sur un seul délégué¹.

III. — IMPORTANCE DU RÔLE DES DÉLÉGUÉS

Les délégués sont les mandataires éventuels de tous les membres du personnel faisant partie de leur groupe ; leur rôle

gros et le syndicat des ouvriers et ouvrières de la Confection pour dames de la région parisienne. (C. G. T.)

« Les délégués sont révocables par le personnel et peuvent à tout moment être remplacés sur décision d'une Assemblée convoquée obligatoirement à la demande d'un tiers de ceux qu'ils représentent. »

1. V. en annexe II les dispositions d'un contrat collectif relatives à la nomination des délégués du personnel.

est de porter jusqu'à la Direction les réclamations individuelles restées sans résultat concernant l'application des tarifs de salaires, la protection ouvrière, l'hygiène et la sécurité.

On peut comparer ces délégués à des avocats étroitement spécialisés dont le ministère n'est pas obligatoire.

Leur rôle est considérable. En effet, grâce au délégué beaucoup de difficultés seront apaisées et des causes de mécontentement éliminées. S'il comprend bien sa mission, non seulement les tarifs de salaires et les textes des conventions seront observés, mais la paix régnera dans l'atelier.

Le rôle du délégué demande d'ailleurs des qualités nombreuses.

Il faudra d'abord qu'il gagne la confiance de ses camarades. Non pas seulement la confiance qui s'exprime par un bulletin de vote, mais celle qui va jusqu'à confier une difficulté avec espoir de solution.

Il devra ensuite inspirer confiance à la Direction et réussir à s'accréditer auprès d'elle par ses qualités personnelles plus encore que par les suffrages de ses amis.

Il lui faudra, pour cela, savoir juger les réclamations de ses mandants.

Son autorité sera faite de l'indépendance qu'il saura garder dans ses jugements à l'égard de la Direction, comme vis-à-vis des ouvriers.

Son rôle ne sera donc pas purement passif. Il devra réussir à faire admettre la demande qu'il aura soutenue. Il devra s'ingénier lui-même à trouver la solution, à la proposer et à la faire accepter par le réclamant et par le patron. Il devra parfois convaincre l'ouvrier du manque de fondement de sa réclamation : dans ce cas il aidera l'intéressé à trouver lui-même une solution qui fera disparaître ou atténuera les causes de sa réclamation.

Il devra réussir aussi à ne pas entrer en conflit avec les contremaîtres et les agents de maîtrise.

M. Salengro, ministre de l'Intérieur, a indiqué incidemment à Anzin, en octobre 1936, comment il concevait le rôle du délégué :
« Que demandons-nous aux délégués d'usines ?

... De comprendre leur mission et de ne pas exagérer leur rôle. Par leur dévouement, de se montrer dignes de la confiance de leurs frères de travail. Par une fermeté qui n'exclut pas la souplesse, de gagner la sympathie du personnel de maîtrise. Par leur correction, comme par leur haute conscience, de forcer le respect du patronat. Par leur volonté de ne point céder à la démagogie, de garder au prolétariat une loi dont il salua le vote comme une éclatante victoire. »

Voilà de sages paroles qu'on aimerait voir écoutées par l'ensemble des délégués ouvriers ¹.

1. V. *l'Usine*, n° 44, du 29 octobre 1936.

CHAPITRE III

ÉTUDE CRITIQUE DE L'INSTITUTION DES DÉLÉGUÉS OUVRIERS

L'institution des délégués ouvriers a été très critiquée, aussi bien d'ailleurs par les organisations patronales, que par les organisations ouvrières.

Les unes et les autres ont peur de perdre une grande part de leur autorité.

Les patrons voient dans les délégués ouvriers, des agents syndicaux qui s'occupent beaucoup plus de la direction et de la gestion de l'entreprise que de la protection ouvrière ; ils les considèrent comme des agitateurs qui s'efforcent de répandre dans les ateliers l'esprit d'hostilité et de haine envers le patronat.

Les syndicats ouvriers craignent que les délégués méconnaissent leur autorité et leur expérience et se transforment en instrument au service des employeurs ; ils redoutent que cette institution paralyse leur action et les rende inutiles aux yeux des ouvriers.

Nous allons étudier l'opinion des patrons et des ouvriers sur l'institution des délégués ouvriers.

SECTION I

Opinion des patrons.

Les chefs des entreprises où des délégations ouvrières élues ont fonctionné ou fonctionnent encore, ont formulé les apprécia-

tions les plus contradictoires sur ces délégations et sur les résultats de leur fonctionnement ¹.

I. Parmi les patrons qui se sont déclarés opposés aux délégations se trouvent un certain nombre de chefs de petites ou de moyennes entreprises.

Ces employeurs font valoir que l'institution est inutile dans les établissements où le personnel est peu nombreux et où les travailleurs peuvent, par suite, s'adresser sans difficultés directement au patron.

Le degré d'opposition des patrons est d'ailleurs en sens inverse de l'importance numérique du personnel occupé. Irréductible dans les petits établissements (50 ouvriers et moins) l'opposition est assez forte dans les établissements moyens (de 50 à 100 ouvriers) ; elle s'atténue à mesure que les établissements sont plus importants (au-dessus de 100 ouvriers ou employés).

Des chefs d'établissements plus importants ont déclaré d'autre part, préférer aux délégations permanentes élues, soit les délégations temporaires désignées par les ouvriers pour soumettre à la direction une question déterminée, soit les délégations composées d'ouvriers désignés par leur syndicat, soit enfin les relations directes avec le syndicat ouvrier ou les rapports entre les organisations patronale et ouvrière. Certains industriels estiment que les délégations élues font double emploi avec les syndicats ouvriers.

Les industriels qui ont accepté de recevoir fréquemment les délégués membres de syndicat ouvrier, disent que ceux-ci sont beaucoup plus aptes à discuter les questions de tous ordres que les délégués élus par les ouvriers. Ils estiment que les résultats

1. V. Ministère du Travail. Règlement amiable des conflits collectifs du travail, p. 77. V. A. de Canisy. *Revue des Deux Mondes*, 15 oct. 1936, p. 891. V. aussi Pic, *Revue politique et parlementaire*, sept. 1936, p. 403.

de ces entrevues sont de nature à éviter les conflits et à assurer la discipline des ateliers.

Quels sont les arguments donnés par les industriels qui se sont déclarés particulièrement hostiles aux délégations élues ? Notons que cette hostilité est parfois très vive, certains chefs d'entreprise ayant affirmé qu'ils préféreraient fermer leurs usines plutôt que de voir des délégués s'y installer.

Les patrons déclarent que l'institution des délégués ouvriers *provoque dans les usines une agitation préjudiciable au travail et à la production* ; les élections et réélections sont des prétextes à chambardement.

Les élus sont *loin d'être choisis parmi les éléments les plus raisonnables et les plus compétents*.

Les élus ne comprennent pas leur rôle. De très bons ouvriers, devenus représentants du personnel ouvrier ont été littéralement grisés et sont devenus insupportables. Ils sont généralement débordés par les demandes exagérées et absurdes de leurs mandants ; ils ne peuvent obtenir de ces derniers le respect des engagements pris et des conventions signées.

Placés dans une situation fausse, les délégués perdent la confiance du personnel et de la direction. Aussi, vite fatigués de faire les commissions de leurs camarades, les éléments pondérés sont promptement supplantés par les turbulents.

Les délégués *deviennent alors des éléments de trouble* ; ils éprouvent le besoin de justifier leur existence par des réclamations inconsidérées, et les industriels perdent leur temps à des discussions futiles, à des bavardages inutiles. Loin d'apaiser les différends, les délégués les font naître et provoquent des grèves. Ils s'occupent de tout et veulent tout diriger. Beaucoup ne cachent pas d'ailleurs que leur but est de prendre la direction des usines si les conditions le permettent.

Dans ces conditions, les délégués ne peuvent que rendre

impossible la direction de l'usine. Ils ne peuvent que maintenir ou développer l'esprit d'antagonisme entre la direction et le personnel. Créer des délégués, c'est instituer le contrôle du personnel qui ignore tout des motifs concernant les dispositions prises, c'est établir des cadres pour les luttes futures contre le patronat.

Enfin les délégués *subissent de très fortes influences politiques et syndicales*. Les délégués sont les agents des syndicats ; ils ne songent qu'à faire de la propagande et négligent les intérêts des ouvriers qui ne sont point syndiqués.

En 1924, le Conseil supérieur du Travail, fut appelé à étudier un projet de loi concernant le règlement amiable des conflits du travail, et à cette occasion, la question des délégations d'atelier fut examinée ¹. Un représentant des employeurs présenta un rapport où l'hostilité à laquelle nous venons de faire allusion apparaît nettement. Il disait :

« L'institution des délégués permanents, repoussée par la très grande majorité des employeurs, est aussi pour le moins suspecte à un grand nombre de syndicats d'employés.

« Les employeurs qui n'ont jamais refusé de reconnaître l'existence des syndicats d'employés, qui, maintes fois, ont conclu avec eux des ententes, des contrats collectifs, appréhendent, par contre, que les délégués permanents ne soient *une émanation plus ou moins directe des syndicats* qui parviendraient ainsi à s'ingérer dans la direction de leurs entreprises. Or, c'est là une chose qui ne saurait être admise.

« Et puis, les hommes ont leurs faiblesses, qu'ils soient patrons ou bien ouvriers ; ne faut-il donc pas craindre que les délégués, voulant conserver la confiance de leurs camarades,

1. Hyacinthe Dubreuil. *Employeurs et salariés en France*, p. 425.

et sauvegarder leur mandat, ne se laissent entraîner à des excès de zèle qui seraient la source de difficultés ? De plus, *la nomination des délégués permanents n'irait pas* (surtout dans les grandes entreprises) *sans créer une agitation* qu'il convient d'éviter.

« Dans un même atelier, il y a des ouvriers non syndiqués ; il y en a de syndiqués, mais il se peut encore que ces derniers se répartissent entre plusieurs syndicats concurrents, peut-être rivaux.

« Si l'on tient compte de ces considérations, il n'est pas besoin de faire un grand effort d'imagination pour prévoir combien serait profonde la perturbation que provoquerait l'élection des délégués permanents.

« Celle-ci, en suscitant des compétitions corporatives, qui ne seraient pas toujours moins violentes que les compétitions politiques, risquerait de devenir une cause de conflit.

« Par contre, il est parfaitement légitime qu'à l'occasion de chaque réclamation, les ouvriers intéressés donnent mandat à certains de leurs camarades de les représenter... »

Nous nous trouvons donc en présence d'un refus net et complet de favoriser, d'une manière quelconque, l'institution de délégués permanents ouvriers.

Ce refus signifie que l'entreprise ne peut être considérée comme un terrain d'action commune entre les employeurs et les ouvriers, mais comme un lieu dans lequel *l'autorité patronale seule doit régner sans partage ni discussion.*

II. Beaucoup d'industriels cependant se sont montrés favorables aux délégués ouvriers permanents ; ils jugent d'ailleurs que c'est un droit pour les travailleurs d'entretenir le patron des questions professionnelles et de contrôler l'application des lois ouvrières.

Ils n'ont eu qu'à se féliciter des résultats très intéressants obtenus par cette institution et à se louer des rapports entretenus avec les délégués. La présence de délégués ouvriers est indispensable, disent-ils, dans les établissements où l'importance de l'effectif ne permet pas à la direction d'être en rapport constant et direct avec les ouvriers. Elle facilite, en les simplifiant, les rapports entre la Direction et les ouvriers, et permet d'aplanir rapidement tout différend.

Comme l'a dit, il n'y a pas très longtemps, M. Eugène Schneider¹, l'institution des délégués ouvriers « n'a pas d'ambitions exagérées et paraît correspondre au désir légitime de l'ouvrier de discuter les conditions de son travail quotidien. Elle est une véritable institution de collaboration, en ce sens que le chef d'industrie et le délégué sont animés d'un même désir d'améliorer l'exécution du travail, de diminuer la fatigue, de permettre à l'ouvrier d'élever autant que possible le niveau de sa vie matérielle et morale. »

Plusieurs employeurs, tout en exprimant une opinion favorable sur le principe des délégations ouvrières permanentes formulent certaines réserves. Celles-ci portent sur la désignation et sur le rôle des délégués.

L'institution, disent-ils, vaut ce que valent les délégués. Les représentants ouvriers doivent être élus par la majorité de leurs camarades ; tout le personnel doit prendre part aux élections.

Les délégués doivent avoir assez d'autorité pour ne pas être désavoués par leurs électeurs. Ils doivent être choisis judicieusement et avoir les capacités professionnelles nécessaires.

D'autre part, les délégués doivent appliquer strictement leur

1. *Revue des Deux Mondes*, op. cit., 15 novembre 1930, p. 377.

mandat, ne pas sortir de la défense des intérêts professionnels ; ne pas s'immiscer dans la gestion de l'entreprise.

III. Certains chefs d'entreprise enfin repoussent tout simplement la réglementation obligatoire de l'institution des délégués ouvriers. Ils ne condamnent pas le principe de l'institution lorsque le chef d'établissement l'applique dans des formes et conditions strictement fixées par lui. Ils reconnaissent que l'institution peut, dans certains cas déterminés, donner de bons résultats.

Ainsi, l'Union Syndicale des industries métallurgiques et minières s'est prononcée, en 1922, dans ce sens, dans les termes suivants ¹ :

« Avec la question des délégués ouvriers permanents et élus se trouve posé le problème des rapports entre la Direction et le personnel des usines. Un principe selon nous, le domine, à savoir que *la liberté la plus entière doit être à cet égard, laissée aux industriels*. C'est à eux qu'il appartient, chacun dans son établissement, d'adopter le régime qui leur paraît le mieux approprié aux habitudes des ouvriers et de la région où sont situées les usines.

« Si certains ont pu et peuvent appliquer dans leurs usines, et cela à la satisfaction à la fois de la direction et du personnel, le régime des délégués permanents et élus, il ne s'ensuit nullement que cette institution donne les mêmes résultats en tous lieux et soit, par conséquent, susceptible de généralisation.

« Il y a lieu de remarquer, d'ailleurs, qu'un tel régime ne saurait convenir qu'à *des établissements importants* et qu'il ne peut donner de résultats satisfaisants qu'à la double condition que *son fonctionnement soit soustrait à toute ingérence étrangère et que les délégués ne sortent pas du rôle qui leur a été fixé*.

1. Ministère du Travail. *Documents relatifs au règlement amiable des conflits collectifs du travail*, 1924, p. 81.

« A côté de ce régime, il en est une multitude d'autres qui peuvent assurer aussi bien les rapports entre le chef d'un établissement et son personnel.

« On peut dire que chaque établissement a le sien, créé selon les circonstances et adapté au milieu où il s'applique. Cette diversité est nécessaire et répond aux désirs et aux habitudes des intéressés : la détruire serait faire courir à nos industries le risque de nouveaux troubles dont il suffit pour en comprendre la gravité, de se souvenir de ce qui s'est passé pendant la guerre, avec le régime obligatoire, dans les usines travaillant pour la défense nationale, des délégués d'atelier permanents et élus.

« Notre conclusion est donc que tout système quel qu'il soit ne saurait être généralisé par une réglementation obligatoire et que la liberté qui existe à cet égard pour les industriels doit leur être intégralement maintenue. »

IV. *Appendice.* — Voici pour compléter ces explications un document qui reproduit assez fidèlement l'opinion des patrons hostiles aux délégués ouvriers.

En 1923, l'Association industrielle du territoire de Belfort faisait connaître dans ces termes, au ministre du Travail, son opinion sur l'institution des délégations permanentes du personnel dans les entreprises ¹ :

« Nous avons l'honneur de vous communiquer, avec les observations que l'expérience tentée dans plusieurs des établissements de nos adhérents leur a inspirées sur ce sujet, l'opinion collective mûrement délibérée de notre Association, sur l'inopportunité et les dangers du rétablissement éventuel et de la généralisation de l'institution des délégués d'ateliers...

« La nécessité ne s'en imposait point (pendant la guerre)

1. V. Ministère du Travail. *Documents relatifs au règlement amiable des conflits collectifs du travail*, op. cit, p. 82.

et ne s'en impose pas mieux à l'heure actuelle... Aussi bien dans les usines à faible effectif que dans les établissements occupant un très nombreux personnel, *les ouvriers sont en fait en contact constant avec la Direction* et ils ont avec elle, le plus régulièrement et le plus aisément, les relations directes que comporte la bonne entente et qui, seules, peuvent la rendre possible. La Direction des usines, en effet, visite chaque jour chacun des ateliers dont elle se compose, et reçoit directement, au cours de ces visites, les réclamations personnelles que les ouvriers peuvent avoir à lui soumettre, individuellement ou collectivement, et qu'ils formulent très librement.

« Quant à la discussion de questions plus générales intéressant tout un atelier, ou même le personnel tout entier d'une usine, soit en matière de fixation des salaires, soit en matière de réglementation des méthodes ou des conditions du travail, elle est pratiquement assurée chaque fois qu'elle est utile entre la direction et les ouvriers qui désignent pour y prendre part en leur nom, quelques-uns d'entre eux, sans qu'ils aient jamais éprouvé le désir de conférer à ces porte-paroles un caractère et des attributions permanentes.

« Les délégations occasionnelles, ainsi constituées lorsque les circonstances le commandent pour la discussion de questions spéciales sont toujours accueillies avec égard et avec bienveillance par les chefs d'industrie, et nous pouvons affirmer que dans la réalité des choses, les décisions de quelque importance, ne sont point imposées arbitrairement au personnel ouvrier, mais qu'au contraire, elles sont toujours prises en suite de consultations avec lui, consultations organisées sous le régime de la liberté absolue. On n'aperçoit pas dès lors ce que l'institution de délégués d'ateliers permanents pourrait ajouter à l'aisance de ces discussions, et consultations, non plus que les avantages qu'elle pourrait procurer au personnel ouvrier, ni comment

elle assurerait mieux, entre la direction des usines et lui, le maintien de la bonne harmonie nécessaire à un travail régulier et fécond.

« Cela est si vrai, que partout où il en avait été créé, les délégués d'atelier n'ont pas vu renouveler leur mandat aux termes de la guerre, et cela en raison de l'indifférence et du détachement manifestés à l'égard de ces organismes par une grande part de la masse ouvrière qui en avait reconnu l'inutilité et compris que ces délégués n'avaient joué qu'un rôle stérile et trop souvent funeste.

« Mais, par contre, on n'aperçoit que trop bien à la leçon de l'expérience, les effets, très préjudiciables à la paix et au bon ordre dans les usines, que déterminerait inévitablement une institution légale de délégués permanents et officiels.

« Le fonctionnement de cette institution a été, partout où elle fut établie, vicié dès le début par les conditions dans lesquelles avait été contre le vœu du ministère de l'Armement, effectué le choix des délégués et par l'esprit selon lequel ceux-ci ont compris leur rôle...

« Nous avons pu constater que, nulle part, le choix des délégués d'ateliers n'a été judicieusement inspiré par l'intérêt effectif du personnel ouvrier et de l'entente avec la Direction des usines. *Les ouvriers sérieux, laborieux et consciencieux... ont d'ailleurs été systématiquement écartés par les dirigeants des syndicats*, qui redoutaient de voir leur rôle et leur action diminués et compromis, s'ils laissaient aller une part de leur autorité sur la masse ouvrière aux mains de délégués d'ateliers qui n'auraient pas été d'abord et avant tout les délégués des syndicats...

« Partout, ils ont désigné pour ces fonctions et pu imposer à la faiblesse, à l'inertie ou à l'indifférence du plus grand nombre, les agents les plus zélés, les plus violents, les plus bruyants de leur politique de lutte de classes...

« Alors que, dans la pensée de M. le ministre de l'Armement, les délégués ne devaient être que les représentants d'un atelier ou d'une spécialité auprès de la Direction de l'usine, et que leur fonctions avaient été strictement enfermées dans les limites du seul atelier qu'ils avaient mission de représenter, les délégués imposés par les syndicats ne se sont pas fait faute de sortir de leurs attributions et de faire déverser leurs fonctions hors du cadre qui leur avait été fixé.

« *Chaque délégué d'atelier* déterminé, loin de borner son rôle à traiter avec la Direction de l'usine les seules affaires intéressant cet atelier, *a prétendu connaître de toutes les questions intéressant les autres ateliers ou même l'usine entière.* Au lieu d'intervenir individuellement comme il leur était prescrit auprès de la Direction, les délégués ont cherché à agir en corps, à se réunir en quelque sorte en un Conseil d'usine pour discuter, avec les chefs d'industrie, de question d'ordre général auxquelles ils auraient dû demeurer étrangers.

« Au lieu d'être les éléments modérateurs et les organes de conciliation que M. le ministre de l'Armement appelait de ses vœux, ils ont été bien plutôt *des éléments de division et de discorde*, qui se sont efforcés de répandre dans les ateliers qu'ils dominaient à la faveur de leur caractère officiel, l'esprit d'hostilité envers le patronat, de défiance et de suspicion dont eux-mêmes et leurs syndicats étaient animés....

« Les conclusions qui se dégagent de ces observations conservent toute leur valeur pour l'avenir.

« Si l'institution des délégués d'ateliers devait recevoir la consécration de la loi, qui leur conférerait un caractère permanent, l'action qu'ils s'efforceraient d'exercer serait nécessairement celle-là même qu'ils ont exercée si méthodiquement pendant la guerre..... et les dangers de cette action pourraient, dans les cas actuels des esprits, sous l'influence de la propagande

communiste, et au cours de la crise économique encore très grave que nous subissons, être plus grands même qu'ils ne l'ont été alors.

« *Le recrutement des délégués s'effectuerait de nouveau et sans que l'on puisse pratiquement y mettre obstacle, sous la pression et sous le contrôle des syndicats, et des éléments extrémistes de ces syndicats. Les délégués d'ateliers deviendraient tout naturellement les organes qualifiés de l'action communiste, dont les dirigeants ne manqueraient pas de les enrôler pour la mise en œuvre patiente et coordonnée de leur méthode de noyautage qu'ils appliquent déjà avec tant de zèle....*

On verrait les délégués d'ateliers *s'appliquer à élargir sans cesse et à grandir leur rôle*, par une déviation continue de leurs fonctions de l'action simplement professionnelle vers l'action politique. On ne pourrait, en effet, les empêcher de s'organiser en délégations d'usines qui dresseraient en face de la Direction, un pouvoir hostile à celle-ci, prenant ses inspirations ailleurs que dans le souci de l'intérêt commun de l'usine et de son personnel et dont l'action serait d'autant plus à redouter qu'il se considérerait affranchi de toutes responsabilités effectives et réelles, et qu'il le serait, en effet pratiquement.

« Et, sous la poussée persévérante des militants syndicalistes, tout effort des délégués d'atelier tendrait obstinément à réaliser le grand dessein de la C. G. T. : le « contrôle ouvrier » sur l'exploitation des usines... »

Ces arguments employés, il y a près de quinze ans, n'ont pas vieilli. Toute la grande presse patronale les utilise encore aujourd'hui après l'institution des délégués ouvriers par la loi du 24 juin 1936.

En résumé, malgré de nombreuses exceptions, les patrons sont hostiles à l'institution des délégués ouvriers. Ils y voient

la fin de leur autorité. Si la conduite économique de l'entreprise reste entre leurs mains, un contrôle désormais se trouve établi sur leur politique sociale ¹.

SECTION II

Opinion des syndicats ouvriers et des ouvriers.

I. Jusqu'en 1914, les syndicats ouvriers ont vivement combattu tous les projets tendant à instituer des délégations permanentes du personnel dans les entreprises ².

L'opposition se concentrait en quelque sorte sur le projet de loi déposé en 1900 par le gouvernement. Il est vrai que ce projet ne se bornait pas à instituer des délégués permanents du personnel ; il avait pour objet d'organiser la grève et de régler les conflits par voie d'arbitrage. Les syndicats repoussaient les solutions proposées dans ce double domaine, mais ils redoutaient aussi que l'institution de délégués permanents élus par le personnel des grands établissements, en intervenant directement auprès des employeurs, n'en arrive à paralyser leur action, à les rendre inutiles aux yeux des ouvriers eux-mêmes.

Ils voyaient dans les délégués des espions ou des individus qui voulaient surtout se faire bien voir de la Direction.

II. Cet état d'esprit s'est atténué peu à peu, à mesure que les syndicats ouvriers ont acquis une plus grande extension, une organisation plus forte, une action plus efficace sur les rapports entre employeurs et employés, en un mot à mesure que leur influence a grandi auprès des patrons comme auprès des travailleurs.

1. *Dossiers d'action populaire*, n° 367, juillet 1936, p. 1529.

2. V. Association pour la protection légale des travailleurs (section française). Responsabilité et rôle des travailleurs dans la conduite des entreprises. *Rapports présentés au Congrès international de Prague par MM. Fagnot, Borderel et Buisson*, 1924, p. 9.

Au début de 1917, la Confédération Générale du Travail fait valoir les raisons sociales, morales et techniques pour lesquelles les syndicats sont devenus partisans de l'institution des délégués du personnel. La conférence syndicale tenue à Clermont-Ferrand en décembre 1917 précise l'opinion des syndicats sur la question :

« La pratique des délégués ouvriers, déjà admise dans les usines de guerre, doit être généralisée, avec la condition essentielle que les délégués soient les mandataires des organisations syndicales et que leurs attributions n'empiètent pas sur l'action des syndicats.

« Leur rôle devra être élargi de façon à assurer le respect des conventions collectives, le contrôle des lois de protection ouvrière en même temps que le règlement des difficultés quotidiennes. Par eux, sous la responsabilité et le contrôle de l'organisation ouvrière, pourra s'exercer la part de gestion qui, dans le nouveau statut du travail, devra revenir aux travailleurs.

« La classe ouvrière doit réclamer énergiquement sa part de gestion technique dans l'organisation de la production. Elle entend intervenir, non seulement dans le règlement des questions de salaires, de durée du travail, d'apprentissage, d'hygiène et de sécurité, mais aussi dans l'administration et la direction de la production et ainsi stimuler l'initiative de la bourgeoisie qui n'a fait preuve jusqu'à présent que d'un esprit rétrograde et routinier. »

La C. G. T. admet donc la pratique des délégués ouvriers, appelés à discuter avec le patron les conditions du travail, des salaires ou les règles relatives à la marche de l'entreprise, et chargés de résoudre les conflits individuels et collectifs, mais à une condition : c'est que les délégués soient les agents des **syndicats ouvriers**.

Elle demande en plus, que les délégués du personnel salarié

participent à la gestion quotidienne de l'entreprise, qu'ils partagent avec le patron le pouvoir de décision, qu'ils possèdent voix consultative ou délibérative dans les conseils directeurs de l'entreprise, qu'ils fassent en somme que le gouvernement de l'entreprise tienne compte du consentement des gouvernés et cela sous la responsabilité et le contrôle de la classe ouvrière.

Elle pose ainsi le problème de « contrôle ouvrier ¹ ».

Pour la C. G. T. les délégués ouvriers doivent être les mandataires des syndicats, sinon elle en repousse l'institution, comme nuisible à l'action syndicale.

Beaucoup de syndicats ouvriers ont pris la même attitude sur la question.

Ceux qui sont disposés à accepter les délégations ouvrières, faute de mieux et à défaut de délégations syndicales, estiment qu'une liaison est indispensable entre les délégués et les organisations professionnelles.

Il faut savoir en effet que la délégation ouvrière peut devenir, selon sa composition, un support ou un obstacle de l'organisation syndicale.

Si les membres de la délégation ne font pas partie de cette organisation, ils peuvent méconnaître son autorité et son expérience et même transformer la délégation en instrument au service des employeurs.

Si, au contraire, la délégation ouvrière est composée de membres de syndicat, l'organisation syndicale s'en trouve renforcée. Il faut pour cela d'ailleurs, que les ouvriers de l'entreprise soient tous membres du syndicat, ou bien que ce dernier ait assez d'influence pour faire désigner la délégation seulement parmi ses membres. Dans ce cas, les délégués ouvriers sont autant d'agents du syndicat au sein des entreprises.

1. V. Roger Picard : le contrôle ouvrier sur la gestion des entreprises.

En fait, pendant la guerre, la C. G. T. fit de grands efforts pour que les délégués ouvriers dans les usines de guerre, fussent des militants syndicalistes ; elles y réussit dans beaucoup d'établissements.

La question des délégués n'a pas été abandonnée depuis la guerre.

Les syndicats ouvriers en ont souvent demandé l'institution, destinée à précéder la réalisation complète du « contrôle ouvrier ».

Dans son plan contre la crise, la C. G. T. précise que, dans l'usine « le personnel en liaison avec le contrôle ouvrier, jouissant de la totalité des libertés syndicales, assurerait plus particulièrement par le contrat collectif de travail la défense et le respect de ses droits ».

III. Les événements accélérés de juin 1936 ont donné à la classe ouvrière la victoire sur ce point.

Les accords Matignon, puis la loi du 24 juin 1936, ont institué les délégués ouvriers.

M. Léon Jouhaux déclare à ce sujet, au Comité confédéral National du 16 juin 1936 ¹ :

« L'expérience première nous a causé beaucoup de déboires ; ce n'est pas la première fois que les délégués d'atelier ont été institués, plus particulièrement dans la métallurgie ; nous savons quelles ont été les conséquences de cette institution, parce que l'organisation syndicale n'était pas présente pour leur constitution et pour contrôler leur activité.

« Il est donc indispensable, si l'on veut que les délégués ouvriers donnent les résultats qu'en attendent les travailleurs,

1. V. *Voix du Peuple*, 1936, p. 370.

que ce soit par l'organisation syndicale et sous le contrôle de l'organisation syndicale qu'ils soient élus et qu'ils fonctionnent.

« Cela ne veut pas dire que nous entendions éluder l'exercice du suffrage universel ; non. Il est bien certain que les délégués ouvriers doivent être nommés par le personnel d'une usine déterminée, puisqu'ils doivent le représenter auprès de la direction, mais les candidats peuvent être présentés par l'organisation syndicale, doivent rester sous le contrôle de l'organisation syndicale.

« Certes, ils ont des comptes à rendre au personnel de l'usine, mais ils doivent en avoir aussi à rendre à l'organisation syndicale et c'est ainsi seulement que les délégués ouvriers pourront remplir la mission qui leur a été confiée... »

Dans le guide du délégué d'atelier, édité par le Centre Confédéral d'Éducation ouvrière (C. G. T.) se trouvent les mêmes idées ¹ :

« Pour permettre une action féconde, l'élection (des délégués) doit exprimer la volonté consciente des travailleurs groupés dans leur organisme naturel de défense : le syndicat ouvrier...

« Le premier devoir, c'est donc, par une inlassable propagande, de grouper dans les syndicats une majorité toujours accrue de travailleurs.

« La nouvelle activité entraîne un groupement des forces syndicales sur la base de l'usine — ou de l'atelier — organisme vivant de la défense quotidienne... »

et plus loin ² :

« Les délégués d'atelier doivent se rappeler sans cesse :

1^o Que la délégation d'atelier doit vivre *dans l'atmosphère syndicale*, au sein des préoccupations syndicales, si elle veut être solide et féconde en besogne ... »

1. P. 5.

2. P. 12.

IV. Nous avons, jusqu'à présent, beaucoup parlé des syndicats ouvriers. Mais que pensent donc les ouvriers de l'institution des délégués ?

Il est difficile de connaître l'opinion des travailleurs sur cette question. Les inspecteurs du travail remarquent que dans beaucoup d'établissements les ouvriers semblent indifférents. Cette indifférence apparaît surtout dans les périodes de stagnation des salaires et lorsque les délégués ne peuvent obtenir pour leurs camarades des améliorations sérieuses ¹.

Dans d'autres usines, les avis sont très partagés parmi le personnel. Selon les tendances du syndicat ouvrier, selon aussi l'influence que ce syndicat est parvenu à exercer dans la délégation élue, les syndiqués se déclarent pour et contre l'institution. Il arrive parfois, quand les syndiqués sont favorables à la délégation, que les non-syndiqués soient d'un avis opposé, tandis que, dans d'autres circonstances, ce sont les non-syndiqués qui sont partisans des délégués alors que les syndiqués réclament leur suppression ou leur remplacement par une délégation syndicale ou par le syndicat lui-même.

Si les opinions recueillies ne sont pas toujours favorables aux délégués ouvriers, il ne semble pas que l'on ait nulle part rencontré, parmi le personnel des établissements, une hostilité marquée contre eux.

Dans un certain nombre d'établissements, les ouvriers sont à peu près unanimement favorables à l'institution.

En résumé, les syndicats ouvriers affiliés à la C. G. T. ne sont pas opposés aux délégués ouvriers, à condition que ces derniers soient leurs mandataires tout dévoués.

A côté d'eux, d'autres syndicats acceptent l'institution à

1. Ministère du Travail. *Règlement amiable des conflits collectifs du travail*, op. cit., p. 85.

défaut d'autre chose, mais déclarent qu'une liaison est indispensable entre délégués et syndicats.

Les délégués ouvriers ont donc à la fois des partisans et des adversaires parmi les patrons et les ouvriers.

Du côté patronal, on paraît surtout craindre une diminution de l'autorité du chef d'entreprise, du côté ouvrier une diminution de l'autorité du syndicat. Les patrons veulent rester les maîtres chez eux, les syndicats veulent contrôler au moins l'application des conditions du travail.

Au fond, il semble que la question du contrôle ouvrier ait inspiré la plupart des oppositions formulées contre les délégations permanentes élues, aussi bien par ceux qui repoussent ce contrôle que par ceux qui désireraient l'instaurer.

DEUXIÈME PARTIE

LES DÉLÉGUÉS A LA SÉCURITÉ

Le rôle des délégués ouvriers dans les relations entre employeurs et ouvriers est très important ; mais concilier les individus n'est pas tout.

Veiller à leur sécurité, à leur hygiène, veiller à l'application absolue des lois du travail est également nécessaire.

Le législateur a pensé que l'ouvrier investi de la confiance de ses camarades pouvait contribuer à l'amélioration de leur sort matériel.

Sans doute, les inspecteurs du travail et même les ingénieurs s'efforcent de rendre meilleure la condition matérielle de l'ouvrier ; mais qui pourrait le mieux défendre leurs intérêts, sinon ceux-là même qui souffrent de leur situation ?

Malgré de nombreuses résistances, la création des délégués à la sécurité des ouvriers n'a pas tardé à s'imposer chez nous.

Nous étudierons au cours de cette seconde partie l'institution des délégués à la sécurité dans trois chapitres :

Dans un premier chapitre nous examinerons les projets et propositions de loi, tendant à instituer des délégués à la sécurité, dans toutes les industries soumises à l'Inspection du travail. Nous verrons également que le Conseil Supérieur du Travail a consacré une session à l'étude de cette question et qu'il a donné une forte impulsion à l'institution.

Dans un second chapitre, nous étudierons la première réalisa-

tion de délégués à la sécurité, c'est-à-dire les délégués Mineurs, institués par la loi du 8 juillet 1890.

Enfin, notre troisième chapitre sera consacré à l'étude des délégués à la sécurité des agents dans les réseaux de Chemins de fer, des délégués à la sécurité dans l'Aviation et dans la Marine Marchande, réalisations très récentes d'ailleurs.

CHAPITRE PREMIER

ÉTUDE DES TRAVAUX RELATIFS A L'INSTITUTION DES DÉLÉGUÉS A LA SÉCURITÉ

(Délégués adjoints à l'Inspection du travail).

L'Inspection du travail a pour but d'assurer à l'ouvrier l'application des lois protectrices du travail.

Lorsque furent promulguées les premières lois relatives au travail dans les manufactures, usines ou ateliers, l'intention prédominante n'était peut-être pas tout à fait désintéressée.

Les locaux où travaillaient tant et tant d'ouvriers sans la moindre hygiène, étaient de véritables foyers d'épidémie, des centres d'infection.

La peur du fléau fut pour quelque chose dans les tentatives d'amélioration ! Une autre peur devait bientôt paraître. Avec quoi marcherait l'industrie si la main-d'œuvre périssait sans avoir donné sa pleine mesure ?

Peu à peu d'ailleurs, se fit jour cette idée qu'il fallait protéger « la classe ouvrière qui fournit à la société les biens extérieurs dont elle a besoin ¹ ».

On entrevoyait bien ce qu'il y avait à faire, mais on ne pouvait arriver au but en un temps très bref ; d'autre part les abus étaient nombreux : on avait pris l'habitude de les commettre : quels moyens prendre pour opérer une réforme ?

1. Voir encyclique *Rerum Novarum*, Léon XIII.

De toute évidence, le plus pressé était de réprimer tous les mauvais traitements que subissaient tant de travailleurs.

C'est pour cela que la première forme de l'inspection du travail fut une « police du travail ». Les inspecteurs eurent surtout pour rôle de verbaliser contre les industriels réfractaires à l'idée nouvelle : ils furent accueillis au début avec malveillance, avec crainte même, mais peu à peu une évolution se produisit, le service comprit qu'après avoir dressé des procès-verbaux, il lui restait quelque chose de plus et de mieux à faire : il chercha à préparer une « collaboration » entre les classes ; chez l'inspecteur ou près de lui, patron et ouvriers purent organiser une meilleure manière d'être au travail industriel ¹.

On a formulé à l'encontre de l'inspection du travail quelques critiques.

Il est manifeste que le nombre des inspecteurs du travail est insuffisant.

En 1892, il y avait 105 agents chargés de faire exécuter les lois de 1848 et 1892 dans 149.006 établissements.

En 1911, 139 agents devaient appliquer les lois de 1848, 1892, 1893, 1898, 1900, 1903, 1906, dans 507.557 établissements, soit 4.258.617 ouvriers protégés ². Depuis la guerre, leur rôle a augmenté mais les effectifs sont restés à peu près les mêmes.

De cette insuffisance il résulte que :

1° Les visites sont trop peu nombreuses : les visites presque immédiates sur plaintes ou pour accidents ne sont pas réalisées.

2° Le travail chôme pendant les congés, et au retour, il faut mettre à jour le travail de Bureau accumulé pendant l'absence les tournées sont alors rendues difficiles.

1. L'inspection du travail. Thèse de M^{lle} Germaine de Larbès, Toulouse, 1932.

2. Voir les *Rapports de la Commission Supérieure du Travail*, années 1894-1911.

Malgré un labeur régulier et constant, malgré le nombre imposant des visites effectuées, des lettres écrites, des rapports rédigés, les inspecteurs n'atteignent pas tout le personnel protégé.

C'est ainsi que l'inspecteur de Rennes en 1912 avait fait 1826 visites, 91 enquêtes, 45 conférences, 166 consultations, 1121 mises en demeure, 347 déclarations d'accidents, écrit 4.093 pages de rapports statistiques ¹.

D'autre part, l'une des difficultés principales que rencontre l'inspecteur du travail dans l'accomplissement de sa mission, réside dans l'absence d'indications précises lui permettant d'effectuer sa visite juste au moment où se produit une contravention.

Lorsqu'il s'agit de la sécurité ou de l'hygiène, la difficulté est moindre, puisque les infractions sont généralement permanentes.

Mais quand il s'agit d'infractions aux lois sur la durée du travail, les repos et autres prescriptions de ce genre, dont la violation n'est qu'intermittente, la découverte de ces infractions dépend trop du hasard.

L'idéal serait que l'inspecteur soit toujours averti d'avance des circonstances dans lesquelles se produisent, et surtout se reproduisent, les violations de la loi, car ce sont les infractions habituelles qu'il importe le plus de réprimer.

Ces considérations ont fourni les raisons de confier aux ouvriers eux-mêmes la surveillance de l'application des lois du travail.

« Il faut faire entrer l'élément ouvrier dans l'inspection du travail, lui donner la place à laquelle il est en droit de prétendre », a dit Audiganne.

D'autant qu'en matière sociale, l'objet naturel de toute inter-

1. L'inspectorat du travail. *Thèse* de P. Monnerais, Rennes, 1928.

vention est d'aider les membres du corps social et non pas de « les détruire ou de les absorber ».

Pourquoi donc tenir à l'écart de l'application des lois protectrices, ceux-là même en faveur de qui elles ont été faites ?

« L'intérêt National, écrit R. Jay, sera gravement compromis toutes les fois que les conditions du travail mettront en péril l'existence ou la vitalité de la famille ouvrière. Que sera cette famille si le travail de l'usine oblige l'épouse et la mère à abandonner le soin de son intérieur et de ses enfants, si l'époux et le père est tous les jours de la semaine absent du foyer domestique ? Qu'importe d'autre part que la législation ait assuré l'éducation physique et morale de l'enfant, si elle permet de briser en quelques années par un travail excessif et malsain les forces de l'adulte ¹ ? »

Or qui pourrait le mieux défendre leurs intérêts sinon ceux-là même qui souffrent de leur situation et en sentent le plus profondément les ennuis ?

La forme habituellement préconisée est l'institution de « délégués ouvriers adjoints à l'inspection du travail » avec une organisation plus ou moins calquée sur celle des délégués mineurs. Cette institution a fait l'objet de nombreuses études que nous allons maintenant analyser dans deux sections.

Dans la première section, nous verrons les divers projets ou propositions de loi relatifs à la question des délégués ouvriers ; la seconde section sera consacrée aux travaux du Conseil Supérieur du Travail.

1. *La protection légale des travailleurs*, R. Jay, Paris, 1904.

SECTION I

Projets et propositions de loi relatifs aux délégués ouvriers adjoints à l'inspection du travail.

Le projet de loi le plus intéressant fut déposé par M. Viviano, ministre du Travail sur le bureau de la Chambre, le 7 mai 1907¹.

Son étude succincte va nous permettre de dégager le rôle des délégués adjoints à l'inspection du travail.

Le projet prévoyait, dans les établissements occupant au moins 100 ouvriers (mines et entreprises de transport par eau exceptées) et travaillant plus de douze semaines par an, la désignation d'un ou plusieurs délégués ouvriers chargés de veiller à l'application des lois et règlements du travail dans l'établissement où ils travaillaient.

La désignation avait lieu par voie d'élection.

L'éligibilité était soumise à certaines conditions d'âge et de stage dans la profession ou l'établissement.

Les fonctions des délégués étaient les suivantes :

1° Signaler les causes de danger ou d'insalubrité de l'exploitation pour le personnel (sécurité, hygiène) ;

2° Enquêter immédiatement sur les causes des accidents ;

3° Relever les infractions aux lois et règlements du travail.

Les délégués devaient visiter tous les locaux et chantiers dépendant de l'établissement soumis à leur contrôle deux fois par mois.

Ils avaient les mêmes pouvoirs d'investigation que les inspecteurs du travail actuels mais ne pouvaient dresser de procès-verbaux.

Les observations qu'ils jugeaient devoir faire, devaient être

1. *J. O.*, 8 mai 1907.

consignées sur un registre et transmises à l'Inspecteur du travail. Celui-ci, lors de ses visites pouvait toujours se faire accompagner par les délégués ouvriers.

Nous remarquons immédiatement que plusieurs critiques peuvent être faites à ce projet.

On n'a pas cru devoir donner aux délégués le pouvoir de dresser des procès-verbaux : leur fonction se bornerait à signaler les infractions. On a craint leur incompétence ou leur partialité. Il faut donc encore une intervention de l'Inspecteur.

D'autre part, les seuls établissements assujettis à la désignation de délégués ouvriers seraient ceux qui occupent au moins 100 ouvriers sur la même commune ou les communes limitrophes. Les petits et moyens établissements seraient donc exclus du bénéfice de la nouvelle organisation. L'élection, a-t-on dit, n'est possible que dans les établissements occupant un grand nombre d'ouvriers groupés sur un territoire assez restreint. De plus, si l'on peut à la rigueur prétendre que dans un grand établissement le délégué ouvrier, soutenu par ses camarades, aura l'indépendance nécessaire à sa mission vis-à-vis de son patron, il n'en serait pas du tout de même dans les petits établissements.

Ces arguments ne nous semblent pas suffisants pour refuser aux ouvriers des petits et moyens établissements, le droit d'avoir des délégués ouvriers.

Il semble même qu'il se commet un très grand nombre d'infractions dans les petits établissements : l'isolement des ouvriers, leur petit nombre, permet au patron de les remplacer plus facilement ¹.

Ce projet souleva d'ailleurs un tollé général dans le monde

1. V. Lorin. Collaboration des Ouvriers à l'œuvre de l'inspection du travail. *Rapport à l'Association nationale française pour la protection légale des travailleurs*, 5^e série, n° 5, Alcan, 1909.

patronal qui y était très hostile, y voyant un germe de dénonciations et d'espionnages constants.

Les patrons ne voulaient surtout pas admettre la troisième fonction indiquée à l'article 1^{er} du projet, qui consiste à charger les délégués de signaler tout manquement à la législation réglementant le travail. C'est, disaient-ils, installer la guerre civile dans l'usine et ruiner l'autorité du patron ¹.

Les ouvriers n'ont pas témoigné non plus une grande confiance envers ce projet : « En installant dans l'usine cette délégation, disaient-ils, vous voulez diminuer la force et l'autorité morale du syndicat. »

L'Association Nationale pour la protection légale des travailleurs étudia en 1909 la question de la collaboration des ouvriers organisés à l'œuvre de l'inspection du travail. Lors de la discussion du rapport Lorin ², M. Millerand précisa cet argument qui voit dans l'institution des délégués ouvriers un instrument de guerre civile. Il dit notamment à propos du projet Viviani : « Si la création de délégués devait finir par s'imposer, au contraire l'institution dans l'établissement des délégués qui auront pour attributions directes, exclusives, de contrôler la façon dont le patron dirige son usine et pour attribution essentielle de signaler les contraventions commises par l'employeur, d'appeler par conséquent sur lui la répression, présente le problème sous le côté le plus difficile : je dirais presque qu'elle soulève le plus d'hostilité et de répugnance...

« C'est pourquoi quoique partisan des délégués ouvriers je suis opposé à l'idée de leur donner la mission spéciale qui leur est donnée par le projet de loi. »

L'Association Nationale pour la protection légale des tra-

1. V. La collaboration des groupements ouvriers. Thèse de M. Fernand Brodet, Paris, 1911.

2. Lorin, *op. cit.*

vailleurs reconnut la valeur et la justesse des observations de M. Millerand et adopte le vœu VI ainsi conçu :

« Que le législateur fixe les règles suivant lesquelles l'autorité déterminera les établissements dans lesquels le personnel salarié élira les délégués chargés de faire connaître périodiquement à l'employeur les revendications de leurs camarades, notamment en ce qui concerne l'inapplication des lois sur les conditions du travail et de les consigner sur un registre. »

Ainsi, elle maintenait le principe de l'institution des délégués ouvriers, mais le rôle de ces derniers était bien réduit : il n'était plus question de signaler les infractions aux lois du travail, mais simplement les revendications ouvrières personnelles à chaque établissement :

A la fin de la discussion qui suivit le rapport de M. Lorin, M. Jay fit observer que la collaboration, telle que l'entendait le projet de 1907, c'est-à-dire ayant pour mission principale de signaler les infractions aux lois ouvrières, pouvait être remplacée tout à fait accessoirement et provisoirement par la collaboration à l'inspection du Travail des Commissions départementales créées par la loi du 2 novembre 1892, et des Conseils du travail inaugurés par décret du 17 septembre 1900, et instituée sur des bases différentes par la loi du 17 juillet 1908. Ceci fit l'objet du vœu VII, adopté à l'unanimité, et ainsi conçu :

VII. « Qu'en vue d'assurer la collaboration des ouvriers à l'inspection du travail, le Gouvernement utilise les Conseils du travail institués par la loi du 17 juillet 1908 et les Commissions prévues par l'article 24 de la loi du 2 novembre 1892. »

* * *

L'institution des délégués ouvriers, adjoints à l'inspection du travail, a fait l'objet de plusieurs propositions de loi ¹.

1. Propositions Goniaux, 14 nov. 1913, *Doc. parl.*, n° 3205. *J. O.*, p. 83 :

On peut citer parmi les plus récentes, celle que MM. Goniaux et collègues ont déposée à la Chambre des Députés le 7 juin 1928 ¹ ; elle tend à la création de délégués à la sécurité et à l'hygiène dans les établissements industriels soumis à l'inspection du travail.

MM. Clamamus et collègues ont présenté une proposition de loi dans le même sens, le 11 février 1929 ².

Ces deux propositions de loi ont fait l'objet d'un rapport de M. R. Évrard ³ qui les résume ainsi :

« M. Goniaux et M. Clamamus prévoient les élections des délégués ouvriers par le personnel des établissements intéressés.

« M. Goniaux prévoit cependant que certains délégués pourront être nommés par le ministre du Travail qui demandera des propositions aux organisations syndicales ouvrières intéressées (art. 7).

« Alors que la proposition de M. Goniaux dit que les candidats délégués devront avoir 30 ans, celle de M. Clamamus fixe leur âge à 21 ans.

« Pour M. Goniaux les délégués et les électeurs doivent être français. Pour M. Clamamus peuvent l'être aussi les étrangers.

« M. Goniaux fixe la durée du mandat à trois ans. M. Clamamus la ramène à un an.

« M. Goniaux donne aux Préfets la charge d'établir la circonscription de façon que chaque établissement puisse être visité au moins deux fois par semaine (art. 4). M. Clamamus dit que c'est un règlement d'administration publique qui les délimitera de façon à pouvoir être visités tous les deux mois (art. 4).

30 juin 1914, *Doc. parl.*, n° 183; *J. O.*, p. 1896-1898; décembre 1925, *Doc. parl.*, n° 2173.

1. *Doc. parl.*, n° 106.

2. *Doc. parl.*, n° 1264. *J. O.*, p. 196.

3. 5 juillet 1929. *Doc. parl.*, n° 1973. *J. O.*, p. 1066.

« Les pouvoirs des délégués consisteront selon M. Goniaux à faire un rapport au Préfet :

1° Sur les dangers et les causes d'insécurité et d'insalubrité constatés par eux ;

2° En cas d'accident, sur ses causes ;

3° Sur les infractions aux lois, arrêtés et décrets réglementant le travail.

« Ils seront pour M. Clamamus beaucoup plus étendus. C'est ainsi que les délégués pourront prescrire toutes les mesures d'hygiène et de sécurité qu'ils jugeront indispensables ; qu'ils pourront interdire l'usage du matériel ou de machines dont l'utilisation immédiate constitue un danger pour le personnel ou pour le public ; arrêter partiellement ou totalement le travail de l'entreprise et cela jusqu'à l'exécution et la vérification des mesures prescrites. » M. Évrard ajoute :

« La Commission du travail consacra plusieurs séances à l'examen de la réforme proposée et décida de prendre pour base le vœu voté par le Conseil Supérieur du Travail en 1927.

Le texte dudit vœu se trouve d'ailleurs presque littéralement repris dans la proposition de loi issue de ses travaux. »

SECTION II

Les travaux du Conseil supérieur du travail en 1937.

Le Conseil Supérieur du Travail s'est occupé de la question des délégués ouvriers au cours de sa session de novembre 1927.

Après avoir examiné les différentes mesures envisagées pour améliorer le contrôle de l'application de la législation du travail, il a étudié l'institution des délégués ouvriers, chargés de veiller à l'hygiène et à la sécurité dans les industries dangereuses et insalubres.

Préalablement, plusieurs enquêtes avaient été faites, notam-

ment auprès des Chambres de commerce, des organisations professionnelles et des Conscils de Prud'hommes ¹.

La question posée à ces organisations était la suivante :

Estimez-vous que, comme dans les exploitations minières, il y ait lieu d'instituer dans les industries, plus spécialement dangereuses ou insalubres, des délégués ouvriers qui, ainsi que les délégués à la sécurité des ouvriers mineurs, auraient pour mission de visiter les ateliers ou chantiers de ces industries, en vue d'en examiner les conditions de sésurité et d'hygiène pour les personnel ; et d'autre part, en cas d'accident, les conditions dans lesquelles l'accident se serait produit ?

Les résultats furent les suivants :

S'étaient prononcés :

	POUR CONTRE	
Chambres de Commerce.	2	77
Organisations patronales	»	10
Organisations ouvrières.	16	»
Conseil de Prud'hommes	38	19
Soit au total.	56	106

Divers arguments furent apportés en faveur de l'institution de ces délégués :

les services rendus par les délégués mineurs justifient la création de délégués ouvriers dans les industries dangereuses et salubres (1 C. C. 1 O. O.) ²;

les inspecteurs du travail ont un service trop chargé pour qu'ils puissent suffire à leur tâche (1 C. P.);

les travailleurs doivent pouvoir collaborer, non seulement à l'établissement des lois et décrets les concernant mais aussi à l'application de ces lois et décrets (1 O. O.).

Plusieurs objections furent opposées à cette thèse : il n'y a

1. V. Conseil Supérieur du Travail : session 1927. Paris.

2. C. C. Chambre de Commerce. O. P., Organisation Patronale. O. O., Organisation Ouvrière. C. P., Conseil de Prud'hommes.

aucune analogie entre le travail dans les mines et celui pratiqué dans les industries dangereuses ou insalubres. Dans les mines, l'installation est en perpétuel changement, d'où la nécessité d'un contrôle très actif. D'autre part, le délégué mineur est familiarisé avec tous les travaux dont il a la surveillance.

Au contraire, dans la plupart des industries où la spécialisation est de plus en plus grande, un délégué ouvrier ne pourrait avoir les connaissances techniques nécessaires pour s'occuper de tous les travaux. De même, un même délégué ne saurait contrôler des établissements concurrents. Il faudrait donc plusieurs délégués spécialisés par établissement et le nombre des délégués serait ainsi très élevé (20 C. C., 30 P. et 4 C. P.).

Les industries insalubres font déjà l'objet de nombreuses mesures spéciales qui sont suffisantes (14 C. C., 2 C. P.).

Le contrôle de l'application des lois ne doit être confié qu'à des fonctionnaires (5 C. C.) La tâche actuellement confiée aux inspecteurs du travail nécessite une compétence technique très étendue, une indépendance absolue, une haute moralité (12 C. C. 2 O. P.). Si le contrôle actuel est insuffisant il n'y a qu'à augmenter le nombre des inspecteurs du travail (9 C. C. 1 O. P.).

Des délégués ouvriers élus ne présenteraient pas de garanties suffisantes de compétence (5 C. C., 1 C. P.) ; ils n'auraient pas l'indépendance nécessaire (3 C. C., 2 O. P.) ; leurs exigences seraient incessantes (5 C. C.), ils ne pourraient que gêner les inspecteurs du travail dans leur action (1 C. C.).

Actuellement, les ouvriers collaborent déjà au contrôle, puisqu'ils signalent les infractions aux inspecteurs (2 C. C.). De même, une surveillance est assurée, en fait, par les syndicats ouvriers (1 C. C.).

Il ne faut pas créer de nouveaux fonctionnaires pour ne pas augmenter les charges de l'État (10 C. C., 1 C. P.).

Si l'on accroît les charges de l'industrie, on augmente les prix

de revient (1. C. C.). Or les industries où il s'agit d'instituer des délégués ouvriers ont à lutter contre la concurrence étrangère (1. C. C.).

La création de délégués élus priverait l'industrie de nombreux ouvriers choisis parmi les meilleurs (5 C. C.).

Pas de nouvelles atteintes à la liberté des entreprises (7 C. C.) ; à la discipline des ateliers (1 C. C.), à l'autorité légitime et indispensable du chef d'entreprise (6 C. C.).

Pas de nouveaux agents ayant le droit de pénétrer dans les usines, afin de ne pas augmenter les dangers d'indiscrétion, de divulgation de secrets de fabrication, de concurrence déloyale (8 C. C., 2, O. P.).

Créer des délégués ce serait faire preuve de suspicion à l'égard des industriels et des inspecteurs du travail (1. C. P.).

Ce serait préparer de nombreux conflits entre patrons et ouvriers (9 C. C.).

Créer des délégués dans les industries insalubres serait un acheminement vers l'institution de délégués dans toutes les industries (7 C. C.).

Ce serait entrer dans la voie du « contrôle ouvrier » (6 C. C.).

* * *

Une enquête fut également effectuée auprès du service de l'Inspection du Travail. La question relative à l'institution des délégués de sécurité lui fut posée dans la même forme.

Toutes les circonscriptions sauf trois furent en principe favorables à la création, dans les industries spécialement dangereuses ou insalubres, de délégués ouvriers, sur le modèle des délégués mineurs. Toutefois, ces avis ne vont pas sans certaines réserves.

Les rapports font en effet ressortir que les conditions de con-

trôle des délégués ouvriers et des délégués mineurs ne sont point assimilables.

Le passage suivant d'un des rapports est à cet égard caractéristique :

« Cette institution (des délégués ouvriers) aurait, à n'en pas douter, la faveur des bureaux des syndicats ouvriers, dans lesquels se recruteraient vraisemblablement les délégués élus. Toutefois il existe, pour cette création, des difficultés particulières : le travail dans les mines est très spécialisé et de caractère uniforme, les dangers sont limités à des types peu nombreux; le délégué mineur, s'il a travaillé au fond de la mine, a donc une connaissance précise des conditions et des dangers du travail. Il n'en est pas de même dans l'industrie où les conditions de fabrication, la technique, les causes d'accidents et de maladies varient d'une usine à l'autre à l'intérieur même de chaque catégorie professionnelle. Il est donc à craindre que le délégué ouvrier à la sécurité et à l'hygiène, n'ait qu'une compétence très insuffisante en dehors de sa propre spécialité et de l'usine dans laquelle il a été occupé. »

La crainte, que les délégués ouvriers désignés par voie d'élection, ne manquent de la compétence nécessaire, est exprimée par tous les rapports sauf deux. Et c'est du reste, sur cette considération que sont fondés les trois avis défavorables qui ont été émis.

Un rapport estime par ailleurs que la création d'un corps d'assistants rendrait inutile l'action des délégués ouvriers.

Les autres difficultés se réfèrent notamment : à la dissémination sur le territoire des industries intéressées (une circonscription), à la crainte de la divulgation des procédés et secrets de fabrication (deux circonscriptions), aux appréhensions concernant l'avenir des délégués ouvriers non réélus (une circonscription).

* * *

Au cours du vif débat, soulevé par l'étude de l'institution des délégués ouvriers à l'hygiène et à la sécurité dans les industries dangereuses et insalubres, le Conseil Supérieur du Travail se vit aux prises avec deux thèses bien nettes.

La thèse patronale était hostile à la réforme qu'elle estimait entachée d'un caractère politique, l'élection de délégués aboutissant à la désignation des éléments ouvriers les plus agités ou peu indépendants de leurs électeurs.

La thèse ouvrière était favorable à cette institution et invoquait surtout le précédent des délégués mineurs ¹.

Le principe de la création de délégués ouvriers fut voté par 35 membres du Conseil contre 26.

La thèse ouvrière avait été rapportée au nom de la majorité de la Commission permanente par M. Roux, qui disait notamment :

« J'ai déjà dit que la tâche imposée aux inspecteurs du travail ne leur permettait pas d'exercer efficacement une surveillance constante de tous les établissements soumis à leur contrôle.

« J'ai dit, d'autre part, que les connaissances théoriques des inspecteurs ne pouvaient suppléer à la compétence des ouvriers professionnels, compétence acquise après avoir exercé pendant de longues années un même métier.

« J'ai signalé enfin que seul, un ouvrier parviendra souvent à convaincre ses camarades de la nécessité d'observer certaines précautions, ou d'adopter de nouvelles méthodes de travail.

« La collaboration bien précaire qui existe actuellement entre

1. M. Oualid. *Revue d'Economie politique*, 1928, p. 996.

les ouvriers et l'inspection du travail ne saurait permettre aux travailleurs d'obtenir les mesures d'hygiène et de sécurité qui seraient réalisées, si les délégués ouvriers étaient appelés à contrôler l'application des prescriptions légales.

« Contrairement à ce qu'affirmèrent à plusieurs reprises les représentants de groupements patronaux entendus par la Commission permanente, l'existence de délégués ouvriers ne saurait inspirer aux chefs d'entreprise, aucune crainte de concurrence déloyale, d'indiscrétion ou de divulgation de secrets de fabrication.

« Les délégués ouvriers ne sauraient non plus être une cause de conflits entre patrons et ouvriers. Bien au contraire, leur action permettrait souvent d'éviter les différends... »

La majorité de la Commission Permanente proposait dans ces conditions le vœu suivant qui fut adopté¹ par le Conseil Supérieur du Travail :

« Le Conseil Supérieur du Travail émet le vœu que des délégués ouvriers à l'Hygiène et à la Sécurité soient institués dans les industries dangereuses ou insalubres.

« La désignation des industries où seront institués des délégués sera faite par un règlement d'administration publique après consultation du Comité Consultatif des Arts et Manufactures, de la Commission supérieure du Travail dans l'Industrie et des organisations Professionnelles intéressées.

« L'action des délégués devra s'étendre à tous les établissements des industries désignées, quelle que soit l'importance du personnel employé.

« Les délégués devront être désignés par industrie et non par groupe d'industries. Un règlement d'administration publique fixera la circonscription dans laquelle chaque délégué aura à

1. V. *Supra*.

remplir ses fonctions. Il sera tenu compte dans cette fixation de la situation particulière de chaque industrie.

« Il est institué auprès de chaque délégué, un suppléant, chargé de remplacer le délégué titulaire en cas d'empêchement de celui-ci.

« Les délégués pourront effectuer autant de visites qu'ils le jugeront utile pour remplir leur mission.

« Les délégués auront en matière d'hygiène et de sécurité du travail, des pouvoirs analogues à ceux confiés aux délégués mineurs.

« Pour la désignation de chaque délégué, le ministre du Travail demandera des propositions aux diverses organisations professionnelles ouvrières de l'industrie et de la circonscription envisagées. Au cas où il n'existerait pas d'organisations professionnelles de l'industrie dans la circonscription, c'est aux fédérations nationales intéressées qu'il appartiendrait de désigner des candidats. Le Ministre choisira ensuite parmi les candidatures qui lui seront soumises, celle qui lui paraîtra émaner de l'organisation la plus représentative. La décision du Ministre sera sans recours.

« La durée du mandat de délégué sera de trois ans. Les délégués devront : avoir 30 ans, travailler ou avoir travaillé dans l'industrie envisagée pendant dix ans, apprentissage compris, être français, jouir de leurs droits politiques, savoir lire et écrire.

« La rémunération des délégués devra être mise à la charge des exploitants, chaque chef d'entreprise ayant à supporter une part proportionnelle au nombre des ouvriers employés par lui. »

M. André Baudet avait présenté au nom des délégués patronaux de la Commission permanente un rapport très complet.

M. Baudet, répondant à la question de l'institution des délégués à la sécurité et à l'hygiène dans les industries dangereuses ou insalubres, disait :

« Nous arrivons ici au point capital du débat, car la solution de cette question, dans le sens affirmatif, bien que limitée pour le moment à certaines industries, serait la porte ouverte à la généralisation ultérieure d'un principe contraire à toute équité.

« Écartons d'abord tout argument tiré d'une analogie quelconque des industries visées avec les exploitations minières.

« Il ne faudrait pas connaître ces dernières, soit pour les avoir visitées, soit pour en avoir même entendu parler, pour ignorer les conditions véritablement spéciales du problème qui s'est posé à l'esprit de ceux qui les premiers se sont préoccupés de la protection des travailleurs au fond des galeries de mines : « La profession que les mineurs exercent, a dit Waldeck-Rousseau au moment du vote de la loi de 1820, à la différence de beaucoup d'autres, même les plus dangereuses, est celle où la prudence individuelle ne saurait protéger l'ouvrier. »

« Les pires catastrophes à redouter dans les mines, en dehors des « coups de grisou », sont les éboulements de terrain. A chaque instant des fissures peuvent se révéler, des signes avertisseurs peuvent être perçus, si les galeries sont fréquemment parcourues par des personnes connaissant bien tous leurs méandres, toutes les communications qui les relient aux divers puits de la mine, ainsi que l'état d'avancement des travaux souterrains.

« D'autre part, le nombre assez restreint des exploitations et leur similitude permettent aux délégués mineurs d'exercer avec une compétence suffisante leurs fonctions sur un ensemble de chantiers et d'y faire des constatations d'un caractère technique nettement défini.

« La création des délégués mineurs pouvait donc théoriquement se justifier.

« Il ne serait pas sans intérêt d'établir si dans la pratique, cette création a donné d'aussi bons résultats qu'on en pouvait espérer.

« On a fait observer qu'il est naturel et humain que le délégué mineur soit porté à multiplier les critiques, considérant qu'il met ainsi sa responsabilité à l'abri ; or la surabondance des observations ne permet plus de discerner celles qui sont justifiées.

« Cette tendance naturelle se trouve accrue du fait que les rapports du délégué sont fréquemment publiés par les journaux locaux et que le délégué a la préoccupation constante de sa réélection à un poste envié et bien rémunéré.

« Le Comité des houillères qui a été appelé à déposer devant la Commission du travail de la Chambre des Députés, au sujet de la proposition de loi de M. Goniaux et qui lui a présenté ces remarques, conclut que « l'institution de délégués à la sécurité se justifie par les dangers spéciaux inhérents à l'exploitation souterraine, mais que dans la pratique, le fonctionnement est vicié pour diverses raisons, notamment par le mode de recrutement et par le rôle syndical que joue inévitablement le délégué. »

« Supposons cependant que ces inconvénients puissent être évités : le rôle du délégué ainsi que nous l'avons dit, pouvait paraître justifié dans les mines. Nous disons même qu'il l'était.

« Celle du délégué ouvrier ne le serait par aucune des circonstances particulières analogues au cas des exploitations minières ni par aucune compétence spéciale leur permettant de traiter les questions de sécurité dans les usines, questions souvent très complexes et nécessitant des études difficiles. »

« Nous verrions dans la généralisation du cas exceptionnel des mines aux industries dangereuses et insalubres une étape réalisée dans un but tactique, vers l'institution de délégués ouvriers dans toutes les industries conformément à la proposition de loi de M. Goniaux, tactique dont nos collègues ouvriers de la Commission permanente ont eu la loyauté de nous informer dans l'une de nos réunions...

« Les seuls arguments qui doivent compter dans cette assemblée sont ceux qui tout en s'inspirant d'une grande libéralité respectent les principes intangibles du droit.

« Or, de quoi s'agit-il ?

« D'une mission de contrôle et d'enquête.

« Pour conserver toute sa valeur, le contrôle doit être effectué d'une manière impartiale. Il ne le sera que si l'on s'adresse à un tiers, étranger aux deux parties en présence : l'employeur et le personnel.

« Le rôle d'enquêteur attribué aux délégués ouvriers, en cas d'accidents, fait encore mieux que celui de contrôleur, apparaître le caractère anormal d'une semblable institution ; l'enquêteur sera dans bien des cas l'auxiliaire de l'autorité judiciaire appelée à connaître des différends qui s'élèveront à la suite de l'accident.

« Réunit-on ainsi les conditions d'impartialité qui doivent présider à toute enquête ?

« Il est de règle absolue et de l'équité la plus élémentaire, que toute enquête, comme tout contrôle, soit exercée par un tiers complètement indépendant.

« Si les délégués ouvriers pris parmi le personnel d'une entreprise déterminée, et ayant pour mission de contrôler et d'enquêter sur les conditions d'hygiène et de sécurité de la dite entreprise, ne peuvent être considérés comme tels, ceux qui seront choisis dans une entreprise concurrente ne pourront l'être davantage, étant donné leur affiliation aux syndicats qui les rendent solidaires.

« Dans ce dernier cas, au surplus, les employeurs ne pourront tolérer d'être inspectés par des délégués appartenant ou ayant appartenu à des entreprises concurrentes.

« Presque toutes les industries comportent l'utilisation de secrets de fabrication, ou simplement de « tours de main » qui

ne permettent pas l'inquisition d'ouvriers appartenant à d'autres usines. L'inconvénient n'existe pas dans les mines qui ne sont pas, à proprement parler, des entreprises concurrentes.

« Dans les usines, seule peut être admise l'intervention de fonctionnaires tenus au secret professionnel.

« Au surplus indépendamment de ces objections de principe, qui sont pour nous capitales, il faut bien convenir que l'institution de délégués ouvriers ne donnerait pratiquement aucun résultat.

« Dans les usines d'accumulateurs par exemple le danger réside uniquement dans le saturnisme, contre lequel des délégués ouvriers ne peuvent être qu'impuissants, quelles que soient leurs qualités d'intelligence et d'observation.

Il est avéré, ainsi que le remarquait le syndicat des fabricants d'accumulateurs, dans sa déposition devant la Commission permanente du Conseil supérieur du travail, que seuls les cadres supérieurs de maîtrise, assistés des médecins-conseils des établissements, sont actuellement capables d'analyser les causes de variations dans le développement de maladies professionnelles et d'en déduire des règles d'hygiène ou de faire respecter les prescriptions minutieuses du règlement d'administration publique du 1^{er} octobre 1913.

« Par ailleurs, les ouvriers négligent fréquemment de respecter les prescriptions relatives à l'Hygiène et à la Sécurité (lavage des mains, de la bouche, port du masque, absorption de médicaments préventifs, etc.) ; et il est à penser, ainsi que vous l'exposaient les représentants de l'industrie de l'émaillerie, que les délégués ouvriers n'auraient pas raison de l'insouciance de leurs camarades... »

* * *

Nous ne pousserons pas plus loin l'étude de ces travaux.
Nous verrons plus tard que toutes les lois, instituant des délé-

gués ouvriers à la sécurité et à l'hygiène, votées depuis quelques années, sont inspirées des mêmes principes que voulurent appliquer les auteurs des projets, propositions ou rapports étudiés dans les sections précédentes.

L'opinion internationale s'occupe aussi beaucoup de ces questions.

Une conférence s'est réunie à la Haye du 14 au 17 octobre 1935 ; elle groupait les représentants des services d'inspection du travail des pays de l'Europe Occidentale. Son ordre du jour comportait l'organisation de l'inspection du travail dans les établissements industriels, y compris la question de la collaboration avec les employeurs et les travailleurs.

De l'avis de tous ceux qui ont pris part aux travaux de la conférence, comme aussi du Conseil d'Administration du B. I. T. lui-même qui a approuvé le rapport de cette dernière à sa 74^e session (février 1936), l'expérience de la Haye a été couronnée d'un plein succès.

CHAPITRE II

LES DÉLÉGUÉS A LA SÉCURITÉ DES OUVRIERS MINEURS

Les délégués à la sécurité des ouvriers mineurs sont des représentants élus par le personnel de fond des exploitations souterraines. Ils ont pour mission de visiter les travaux souterrains des mines, minières et carrières dans le but d'en examiner les conditions de sécurité et d'hygiène pour le personnel qui y est occupé, et en cas d'accident les conditions dans lesquelles cet accident se serait produit. Ces délégués sont en outre chargés de signaler les infractions relevées par eux au cours de leurs visites, aux dispositions concernant la durée du travail, le repos hebdomadaire et le travail des enfants et des femmes ¹.

C'est en Angleterre que pour la première fois, une loi du 10 août 1872 intitulée « Coal Mines act » vint conférer aux ouvriers d'une mine, le droit de la faire visiter de temps en temps par des représentants de leur choix.

D'autre part, même avant l'act de 1872, l'idée de faire participer les ouvriers mineurs à la surveillance des travaux s'était manifestée en France.

Dès les premières années qui ont suivi la Révolution de 1848, on pouvait constater dans la région houillère de la Loire l'existence de « Présidents de puits » nommés chaque année par les ouvriers ; ces Présidents de puits n'avaient aucune existence

1. Georges Levi. *Précis de législation minière*. Berger-Levrault, Paris, 1922.

légale et étaient dépourvus de tout caractère officiel : ils ne donnèrent pas les résultats qu'on en attendait et disparurent rapidement.

Les années 1881 et 1882 furent pour l'industrie minière des années troublées : à la suite de grèves importantes et d'accidents répétés survenus dans les houillères de la Loire, un mouvement en faveur de la création des délégués mineurs ne tarda à se produire.

Des congrès ouvriers en 1881 et au mois d'octobre 1882 et la Chambre Syndicale des Mineurs de Saint-Étienne firent entendre leurs revendications à ce sujet.

Diverses propositions de loi furent déposées sur le Bureau de la Chambre des Députés ; après huit ans de discussion, les délégués à la Sécurité des ouvriers mineurs, furent établis par la loi du 8 juillet 1890.

Nous allons examiner cette question dans deux sections :

Dans la première, nous étudierons les discussions qu'entraîna la création des délégués à la sécurité dans les mines.

Notre seconde section sera consacrée à l'institution elle-même.

SECTION I

Étude critique de l'institution.

Les concessionnaires et exploitants de mines se sont attachés à faire ressortir tout à la fois l'inutilité et le danger de cette institution ¹.

« L'intervention de simples ouvriers n'ajoutera rien de sérieux, dirent-ils, tant au point de vue des mesures de protection à prendre qu'au point de vue des constatations en

1. Gaston Laraud. Délégués à la sécurité des ouvriers mineurs. *Thèse*, Poitiers, 1907.

cas d'accidents, aux garanties données par l'organisation actuelle ¹. »

Ne trouve-t-on pas dans les textes du droit commun (1382 C. Civ.-319 C. Pén.) une protection suffisante pour les ouvriers comme pour tous les citoyens, pour les ouvriers mineurs comme pour les autres ?

Ces ouvriers n'ont-ils pas une législation protectrice spéciale très utile et très efficace ?

Pourquoi viser tout spécialement l'industrie des mines ? Serait-ce qu'elle fait plus de victimes que les autres ? Évidemment non : les chiffres extraits de rapports statistiques le démontrent. Pourquoi créer pour les ouvriers mineurs un droit spécial et nouveau ; cela constitue une atteinte au principe d'égalité : les mines seront favorisées par rapport aux autres industries, qui, elles, ne posséderont pas de délégués.

D'ailleurs la conception, la direction des travaux présenteront-elles véritablement plus de garanties parce qu'à côté d'hommes supérieurs par leurs études et par leur expérience, le suffrage des ouvriers aura placé un des leurs ? En sera-t-il ainsi, même au point de vue de la sûreté des ouvriers ? Non.

Parmi les causes d'accidents, il a été établi devant la Commission de la Chambre que 995 cas sur 1.000 sont des cas fortuits. Ils se produisent avec une soudaineté telle qu'il est impossible de les prévenir, même par une visite faite une heure avant la catastrophe. Quel élément nouveau de sécurité apportera donc la présence de délégués ?

D'autre part, les adversaires de l'institution, déclaraient qu'elle serait destructive de la discipline qui doit être « aussi forte dans une mine qu'à bord d'un navire ² » ; elle ferait naître

1. Enquête parlementaire de 1883. Audition de M. Tranchant, administrateur des mines de la Loire. *J. O., Doc. parl. ch.*, août 1884, p. 698.

2. Étienne Dupont. Observations soumises le 5 décembre 1883 à la Commission parlementaire.

et permettrait d'organiser le désordre dans l'industrie minière.

Ces délégués, nommés le plus souvent grâce à leur caractère remuant et à leur esprit d'opposition, désireux de plaire à leurs électeurs, ne tarderont pas à exagérer leur rôle et à dépasser leurs pouvoirs ; ils deviendront les adversaires des Compagnies, critiqueront, réclameront sans cesse telle ou telle mesure, imputeront aux exploitants tout accident survenu. Ce sera une cause permanente et forcée de discorde entre les ouvriers et les patrons, l'anarchie apportée irrémédiablement dans une de nos plus précieuses industries, un appel à la guerre sociale dans toutes les exploitations souterraines où les délégués se transformeront en agents de grèves, et « feront sombrer l'institution sous les scandales qu'ils occasionneront, les inepties qu'ils commettront et les malheurs qu'ils sèmeront sous leurs pas ¹ ».

L'institution serait destructive non seulement de la discipline, mais encore de l'autorité des ingénieurs. La surveillance ne peut être effective qu'autant qu'il y a unité ; or les représentants des ouvriers, procédant concurremment avec les agents de l'État, s'inscriront en faux contre tout ce qui sera fait par eux, leur créeront des difficultés et des ennuis, saperont leur autorité : l'unité dans la surveillance sera rompue pour faire place au conflit perpétuel. Cette loi est inspirée par une pensée de défiance à l'égard du corps des Mines : elle est entièrement opposée à la dignité et à l'indépendance des hauts fonctionnaires dont on veut diminuer le prestige.

Les ingénieurs des Mines ont compétence absolue au point de vue de la science théorique et de ses applications pratiques. En sera-t-il toujours de même du délégué ? Ses connaissances seront toujours restreintes à ce qui aura fait l'objet de son travail journalier ; elles seront limitées et spéciales et ne s'étendront

1. Nibaut. *Les délégués mineurs*, 1886, p. 79.

pas à l'ensemble du travail des Mines. N'y aura-t-il pas à craindre que les intérêts des ouvriers ne soient compromis par des inspections faites sans compétence suffisante et seulement avec un vague instinct de conservation ?

Cette institution enfin constituait une intervention abusive et exagérée de l'État dans l'exercice d'une industrie privée et elle violait les droits des propriétaires de mines.

Il faut bien dire que ces diverses considérations ne résistent pas à l'examen.

L'institution sera inutile, disait-on, car les articles 1382 du Code civil et 319 du Code pénal accordent une protection suffisante aux ouvriers mineurs.

En effet, cette protection existe ; mais son effet consiste à réparer et à réprimer le dommage.

Il importe avant tout et par-dessus tout d'éviter ce dommage, de prévenir le danger et les accidents. Or, avant 1890, cette protection préventive n'existait pas.

Des textes étaient bien venus conférer aux ingénieurs et aux contrôleurs de mines le soin de veiller à la sécurité dans les exploitations ; ces fonctionnaires offraient bien de sérieuses garanties de savoir et de conscience, mais leur nombre était manifestement insuffisant pour qu'il leur fût possible d'exercer un contrôle et une action efficaces.

Leur nombre aurait pu être augmenté ; mais il n'aurait pas été possible de parer à l'inconvénient résultant de leur éloignement.

Ici se manifeste l'utilité des délégués. Toujours sur les lieux, ils peuvent se livrer à une surveillance plus active, à des visites plus minutieuses des travaux et signaler aux ingénieurs qui ne font que passer, les défauts des galeries et des puits, les moyens utiles et pratiques pour prévenir et éloigner les dangers.

Ainsi la science du technicien et l'expérience du praticien s'allient dans l'intérêt général.

Prétendre d'autre part qu'il n'y a pas de raison de protéger spécialement l'industrie des mines parce que le nombre des victimes n'y est pas aussi considérable que dans d'autres industries est un singulier argument.

Les ouvriers peuvent éviter les accidents dans beaucoup d'industries, s'ils prennent des précautions. Il n'en est pas de même pour les ouvriers mineurs.

M. Waldeck-Rousseau, le faisait remarquer dans l'exposé des motifs de sa proposition :

« La profession qu'ils exercent, disait-il, à la différence de beaucoup d'autres, même de plus dangereuses, est de celles où la prudence individuelle ne saurait protéger l'ouvrier.

La construction défectueuse, la conduite imprudente d'un puits ou d'une galerie met en jeu des centaines d'existences ¹. »

Des mesures spéciales de protection devaient donc s'opposer aux dangers spéciaux.

L'institution est dangereuse, disaient également ses adversaires.

Sans doute, des actes d'indiscipline peuvent se produire dans les mines. Ce sera généralement la conséquence du tempérament, de l'état d'esprit des ouvriers, des vexations qu'ils auront subies, des malentendus, du défaut de satisfaction à certaines revendications plutôt que le fait des délégués mineurs. Maintenus par la loi dans un rôle strict, ils ne sauraient en aucune façon apporter la désorganisation dans les services.

Qu'on n'aille pas opposer le danger résultant pour les ouvriers eux-mêmes de l'incompétence des délégués. On ne saurait

1. *J. O., Doc. parl.*, déc. 1882, p. 2493.

mettre en doute que « certains ouvriers spécialistes apprécient avec un coup d'œil parfois supérieur à celui de l'ingénieur, l'état de conservation d'un boisage, d'un cuvelage, d'un câble, d'une tôle de chaudière¹ ».

Les électeurs ne confieront leur mandat qu'à des camarades spécialistes, ayant une connaissance pratique suffisante de la mine et des travaux qui s'y opèrent.

Leur intérêt l'exige.

L'institution allait-elle enfin porter atteinte au droit de propriété des exploitants et concessionnaires ? Nullement. Cette propriété n'est pas tout à fait comme les autres puisqu'elle a sa source dans une concession de l'État. Or, l'une des conséquences de cette origine est d'en soumettre l'exercice à la surveillance et à la réglementation de l'État. Dans ces conditions, nous pouvons bien dire que la loi de 1890 ne dépasse pas le droit de l'État, ne viole pas le droit de propriété des concessionnaires, ne porte en aucune façon atteinte illégitime à leurs prérogatives.

De toute évidence, l'institution ne pouvait constituer un danger.

SECTION II

Etude de l'institution des délégués à la sécurité des ouvriers mineurs.

Les délégués mineurs ont été institués par la loi du 8 juillet 1890, modifiée en 1901, 1905, 1907, 1910, 1912, 1919, 1926, 1928 et 1933 et dont le texte définitif se trouve reproduit dans le livre II du Code du travail et de la Prévoyance Sociale (titre III, chapitre IV, articles 120 à 157).

Nous allons étudier brièvement cette institution dans trois paragraphes :

1. Harzé, directeur général des mines de Belgique. *Les délégués ouvriers* p. 9.

Le premier sera consacré à son champ d'application.

Le second aux attributions de délégués mineurs.

Le troisième au fonctionnement de l'institution.

I. — CHAMP D'APPLICATION DE L'INSTITUTION

Les délégués à la sécurité des ouvriers mineurs sont institués pour visiter les travaux souterrains des mines, minières ou carrières.

Aux termes de l'article 157, les exploitations de mines, minières et carrières à ciel ouvert, peuvent, en raison des dangers qu'elles présentent, être assimilées aux exploitations souterraines pour l'application de la loi. Ce n'est là qu'une exception, car les exploitations à ciel ouvert sont en principe dispensées de délégués. Elles ne peuvent y être astreintes qu'après avoir été assimilées aux exploitations souterraines, par arrêté préfectoral, rendu sur le rapport des ingénieurs des mines.

Si modestes soient-elles, les exploitations souterraines sont soumises à la loi. Toutefois l'institution obligatoire des délégués, n'a pas été étendue aux très petites entreprises.

En effet, un arrêté du préfet, rendu sur le rapport des ingénieurs des mines, peut dispenser de délégués toute concession de mines ou tout ensemble de concessions de mines contiguës, ou tout ensemble de travaux souterrains de minières ou carrières qui, dépendant d'un même exploitant, emploierait moins de 25 ouvriers travaillant au fond.

Les délégués exercent leurs fonctions dans un rayon souterrain formant une circonscription.

Les limites de la circonscription sont déterminées par arrêté préfectoral.

On prend pour base de la détermination des circonscriptions, le temps nécessaire pour un examen sérieux des chantiers, puits et galeries.

On définit la circonscription : « tout ensemble de puits, galeries et chantiers dépendant d'un même exploitant, et dont la visite détaillée n'exige pas plus de six jours. »

Toutefois, un ensemble de petites exploitations voisines, même dépendant d'exploitants différents, sur le territoire d'une même commune ou de plusieurs communes voisines, peut être groupé dans une même circonscription à la condition que la visite détaillée des puits, galeries et chantiers de cet ensemble, n'exige pas plus de six jours.

Il existe dans une circonscription un délégué et un délégué suppléant. Ce dernier ne remplace le délégué qu'en cas d'empêchement motivé de celui-ci, sur l'avis que le délégué en a donné, tant à l'exploitant qu'au délégué suppléant.

II. — ATTRIBUTION DES DÉLÉGUÉS MINEURS

Lors de l'élaboration de la loi de 1890, les syndicats et représentants des ouvriers ont demandé que l'on fit du délégué mineur un fonctionnaire perdant complètement la qualité d'ouvrier.

En effet, disaient-ils, si le délégué reste ouvrier et remplit ses fonctions pendant quelques jours seulement, il sera, le reste du temps, le subordonné de son patron. Dès lors, son indépendance sera atteinte ; il sera obligé de signaler des faits qui déplairont aux exploitants et les fatiguera de ses observations et réclamations. On essaiera de l'intimider, de le gagner à la cause des Compagnies et s'il résiste, il sera traité en ennemi et renvoyé sous un prétexte quelconque. Partagé entre le souci d'accomplir scrupuleusement sa mission et celui de pourvoir à son existence et à celle de sa famille, que fera-t-il ?

Il est nécessaire, par conséquent, d'avoir des délégués absolument indépendants, de leur faire perdre la qualité d'ou-

vriers ; d'en faire des fonctionnaires qui se consacreront complètement à leurs fonctions.

Le Parlement résista.

Il était en effet préférable que le délégué restât ouvrier, employé dans les galeries, partageant la vie et les dangers de ses camarades. De cette façon, exposé lui-même aux accidents il sera beaucoup plus porté à les prévenir et à remplir sa mission avec soin ; il inspirera à ceux qui travailleront à ses côtés une confiance plus grande. Ceux-ci au contraire se méfieront du délégué fonctionnaire qu'ils ne tarderont pas à mettre en suspicion et à considérer comme un ennemi.

Ces délégués ouvriers, ont des attributions importantes.

« Les délégués mineurs, a-t-on dit, ne sont point des agents publics de la surveillance mais des visiteurs-rapporteurs ¹. »

Leur rôle, en effet, tient tout entier dans cette formule.

VISITES

Le but général des visites est indiqué par l'article 120 du chapitre IV, titre III, livre II, du Code du travail : « Des délégués sont institués pour visiter les travaux souterrains des mines, minières ou carrières, dans le but d'en examiner les conditions de sécurité et d'hygiène pour le personnel qui y est occupé, et, d'autre part, en cas d'accident, les conditions dans lesquelles cet accident se serait produit. Ces délégués sont en outre chargés de signaler, dans les formes prévues à l'article 130 ci-après, les infractions aux dispositions concernant le travail des enfants et des femmes, la durée du travail et le repos hebdomadaire, relevées par eux au cours de leurs visites. » En conséquence, on peut classer les visites des délégués en quatre catégories :

1^o Visites réglementaires bi-mensuelles.

1. Laraud. *Op. cit.*

2° Visites à la suite d'accidents.

3° Visites en compagnie de l'ingénieur ou du contrôleur des mines.

4° Visites du contrôle du travail.

1° Visites réglementaires bi-mensuelles.

Ces visites sont effectuées par application de l'article 126 pour examiner tous les puits, galeries et chantiers de la circonscription ainsi que les appareils servant à la circulation et au transport des ouvriers.

Il a été entendu au moment de la discussion de la loi de 1890, que l'inspection du délégué devait porter sur tous les points à raison desquels la sécurité des ouvriers pourrait se trouver engagée. Le délégué devra ainsi examiner avec le plus grand soin la solidité des ouvrages, l'état des revêtements, boisages, muraillements, les conditions et l'état de l'aérage, l'absence ou la présence des gaz inflammables ou irrespirables. Il relèvera la manière dont sont exécutées par chacun, les prescriptions réglementaires sur l'emploi des explosifs, sur l'éclairage. Il examinera l'état des appareils servant à la circulation et au transport des ouvriers, que cette circulation et ce transport aient lieu par échelles, par cages, bennes ou appareils spéciaux.

Le délégué mineur doit examiner également les conditions d'hygiène que présentent les travaux souterrains pour le personnel.

En dehors de ces visites réglementaires, le délégué peut procéder à des visites supplémentaires dans les parties de sa circonscription, où il a des raisons de craindre que la sécurité ou l'hygiène du personnel ne soit compromise.

2° Visites à la suite d'accidents.

Le délégué doit examiner, en cas d'accident, les conditions

dans lesquelles celui-ci s'est produit ; il doit, en outre, procéder sans délai à la visite des lieux lorsque l'accident survenu a occasionné la mort ou des blessures graves, à un ou plusieurs ouvriers, ou peut compromettre la sécurité des ouvriers.

L'exploitant doit donner avis de l'accident sur-le-champ au délégué.

L'accident doit avoir eu lieu au fond de la mine. Celui qui serait survenu au jour dans les dépendances légales de la mine ne rentre point dans la compétence des délégués, à moins qu'il ne se soit produit aux appareils servant à la circulation ou au transport des ouvriers. Après avoir visité les lieux, le délégué dresse son rapport. Ce rapport est transmis au Préfet qui le fait parvenir à l'Ingénieur Principal des Mines. Ce dernier en garde une copie et envoie l'original au Juge de Paix, chargé de l'enquête en vertu de la loi du 8 avril 1898.

3° Visites en compagnie de l'ingénieur ou du contrôleur des mines.

Les ingénieurs et contrôleurs des mines peuvent toujours se faire accompagner dans leurs visites par le délégué de la circonscription.

Cette faculté est très utile, car elle permet des échanges d'observation entre ces fonctionnaires et les délégués.

4° Visites du contrôle du travail.

Le délégué doit enfin effectuer des visites dans le but de vérifier si les différentes prescriptions légales concernant la durée du travail dans les mines, le repos hebdomadaire et le travail des enfants et des femmes sont respectées dans sa circonscription.

RAPPORTS

Pour procéder à ses visites, le délégué peut, à toute heure du jour ou de la nuit, demander à l'exploitant ou à ces représentants

de mettre à sa disposition les moyens de descente et de remonte, compte tenu de la nécessité de ne pas entraver le fonctionnement normal des services de l'exploitation.

Le délégué peut également demander à l'exploitant de tenir à sa disposition les appareils ordinairement utilisés pour mesurer la vitesse de l'air ou reconnaître la présence du grisou.

Le délégué mineur n'est pas seulement « visiteur ».

Il est encore « rapporteur ».

Aussi doit-il, à la suite de chacune de ses visites, « le jour même ou au plus tard le lendemain », rédiger un rapport relatant les faits qu'il a observés. Le rapport du délégué est inscrit sur un registre spécial fourni par l'exploitant et tenu sur le carreau de l'exploitation à la disposition des ouvriers.

L'exploitant peut y consigner ses observations en regard de celles du délégué.

Le délégué doit transmettre immédiatement au préfet copie de ses observations ; l'exploitant en fait de même.

L'ingénieur en chef des mines à qui ces copies sont transmises à mesure qu'elles parviennent au préfet, peut rapprocher ainsi les observations du délégué et celles de l'exploitant ; apprécier s'il y a lieu d'adresser des instructions à celui-ci ; s'il convient de faire examiner immédiatement les faits sur place, ou si l'on peut en remettre l'examen à la plus prochaine tournée du service.

Lors de leur passage, les Ingénieurs des mines et les Contrôleurs des mines doivent viser le registre de chaque circonscription. Les ingénieurs y inscrivent les observations qu'ils ont à présenter au délégué.

Si le délégué estime au cours de sa visite qu'un danger imminent au point de vue de la sécurité ou de l'hygiène menace l'exploitation, soit par suite de l'inapplication des lois ou règlements en vigueur ou pour toute autre cause, il doit en aviser directement, et par écrit, l'exploitant ou son représentant. Par cette

dernière expression, il faut entendre un représentant que l'exploitant aurait lui-même désigné d'avance ou, à défaut de pareille désignation, la personne chargée de diriger les travaux.

En tout état de cause, l'exploitant ou son délégué devra faire contrôler en présence du délégué mineur, l'état de choses signalé par ce dernier, et prendre les mesures appropriées.

Le délégué informera également sans délai les ingénieurs des mines de l'avis qu'il aura adressé à l'exploitant ; il en portera mention sur le registre prévu à l'article 130.

La loi du 27 mars 1928 a augmenté le rôle du délégué mineur.

En effet, elle prescrit à ce dernier d'établir un rapport annuel pour l'Ingénieur des mines ; dans ce rapport il fera connaître son opinion sur les mesures à prendre en ce qui concerne la sécurité des ouvriers mineurs.

Toute liberté est laissée au délégué pour la présentation de ce rapport, dans lequel il lui est loisible de traiter à la fois des questions de sécurité, et de celles d'hygiène.

Le délégué y fera également figurer ses suggestions tendant à favoriser le développement de la production. Il a ainsi un rôle économique débordant le cadre de ses anciennes attributions qui ne visaient que la sécurité et l'hygiène ; toutefois le législateur a précisé « que ses suggestions ne pouvaient être que d'ordre strictement professionnel ».

L'Ingénieur des mines devra communiquer ce rapport à l'exploitant qui fera connaître dans le délai d'un mois la suite qu'il compte donner aux observations du délégué.

Il paraît désirable que l'exploitant dont les travaux sont divisés en plusieurs circoncriptions de délégués mineurs établisse une réponse séparée pour chaque délégué. Ce n'est que dans leur rapport annuel que les Ingénieurs des mines auront à grouper et résumer les suggestions des délégués, réponses des exploitants, et suites données.

III. — FONCTIONNEMENT DE L'INSTITUTION

La mission des délégués commence dès que leur élection a été proclamée ; à partir de ce moment ils sont investis de plein droit de leurs fonctions, sans avoir à remplir aucune formalité spéciale, leur qualité découlant de la proclamation même du scrutin.

Les délégués et délégués suppléants sont élus, au scrutin de liste, pour trois ans ; à chaque circonscription sont attachés un délégué et un délégué suppléant.

Sont électeurs dans une circonscription les ouvriers qui travaillent au fond, à la condition d'être français, de jouir de leurs droits politiques, d'être inscrits sur la feuille de la dernière paye effectuée pour la circonscription avant l'arrêté de convocation des électeurs.

Sont éligibles dans une circonscription, à la condition, de savoir lire et écrire, et en outre de n'avoir jamais encouru de condamnation pour infraction aux dispositions, soit du chapitre IV, titre III, livre II du Code du travail, soit de la loi du 21 avril 1810, et du décret du 3 janvier 1813, soit des articles 414 et 415 du Code pénal, les électeurs déjà désignés, âgés de 25 ans accomplis, travaillant au fond depuis cinq ans au moins et depuis deux ans au moins dans la circonscription ou dans l'une des circonscriptions voisines dépendent du même exploitant ¹.

Dans l'exercice de leurs fonctions, les délégués mineurs doivent s'inspirer de certaines règles concernant l'exécution de leur mandat.

En premier lieu, ils ne peuvent et ne doivent dans toutes leurs visites, s'occuper que des questions intéressant la sécurité et l'hygiène des ouvriers, et que des infractions aux prescriptions légales concernant la durée du travail, le repos hebdoma-

1. Voir la section III du chapitre IV, titre III, livre II du Code du Travail pour plus de détails.

daire, le travail des femmes et des enfants. Ils doivent s'abstenir de s'immiscer dans des questions ou revendications étrangères, à l'objet de leurs fonctions, comme les questions économiques, les questions de salaires ou autres analogues.

Comme délégués officiels ils ne pourront jamais s'occuper de ces questions ; comme ouvriers ou simples citoyens, ils ont leur pleine liberté ; mais ils devront éviter de mêler ces questions, s'ils s'en occupent, avec l'exercice de leurs attributions de délégués.

En second lieu, les délégués sont tenus de se conformer à toutes les mesures prescrites par les règlements, en vue d'assurer l'ordre, la sécurité, et l'hygiène dans les travaux.

En troisième lieu, ils n'ont pas le droit de détourner de leur propre autorité, un ouvrier du lieu de son travail pour se faire accompagner par lui dans leurs visites ; cependant comme il y aurait parfois danger pour eux à s'aventurer seuls dans une partie de l'exploitation qu'ils ne connaissent qu'imparfaitement, il leur est toujours possible de réclamer des exploitants ou de leurs représentants, de les faire accompagner par des agents de la direction ou de la surveillance aptes à les guider dans tous les puits, galeries, chantiers des circonscriptions.

Ajoutons enfin que les délégués sont exclusivement des agents de première information au point de vue accident. Dans aucune disposition, on ne voit qu'ils soient appelés à s'ingérer dans les travaux de sauvetage, encore moins à en prendre, même provisoirement, la direction, en attendant l'arrivée de l'ingénieur ou du contrôleur des mines. Les lois, règlements, circulaires, relatifs aux délégués mineurs contiennent une lacune qui n'est pas involontaire et qui doit avoir eu pour but de prévenir toute possibilité de conflit, entre l'exploitant et le délégué, sur le choix des moyens à prendre, dans le premier moment pour l'œuvre de sauvetage.

D'ailleurs, des sanctions sont prévues pour le cas où les délégués abuseraient de leurs fonctions. La suspension peut être prononcée, par arrêté préfectoral, pendant trois mois au plus, pris après enquête, sur avis motivé de l'ingénieur des mines, le délégué entendu, pour négligence grave ou abus dans l'exercice de ses fonctions ou à la suite de condamnation qui le rendait inéligible.

L'arrêté de suspension est soumis par le Préfet au ministre du Travail qui peut lever ou réduire la suspension ou inversement révoquer le délégué.

Les délégués et délégués suppléants ne peuvent être réélus avant un délai de trois ans.

Avant de terminer ce chapitre, nous donnerons quelques explications sur la rétribution des délégués mineurs.

Le principe est le paiement des délégués par les exploitants; toutefois, pour assurer le règlement rapide et sûr des indemnités qui leur sont allouées, le Trésor les paie directement; les frais payés par le Trésor sont récupérés d'avance sur les exploitants, comme en matière de contribution directe et sur les bases de l'exercice précédent.

Au mois de décembre de chaque année, le préfet, sur l'avis des Ingénieurs des mines, l'exploitant et le délégué entendus, fixe sous l'autorité du ministre du Travail, pour l'année suivante et pour chaque circonscription, le nombre maximum des journées que le délégué doit employer à des visites réglementaires et le prix de la journée. Il fixe également le minimum de l'indemnité mensuelle pour les circonscriptions comprenant au plus 250 ouvriers.

Dans les circonscriptions comprenant plus de 250 ouvriers, l'indemnité à accorder aux délégués pour les visites réglementaires est calculée sur un nombre de journées double de celui des

journées effectivement employées aux visites, sans que ce nombre double puisse être jamais inférieur à 20.

Les visites supplémentaires faites par un délégué lui sont payées, en outre, et au même prix.

Cependant, l'indemnité à accorder au délégué pour l'ensemble de ses visites réglementaires et supplémentaires, ne peut dépasser le prix de douze journées pour les circonscriptions comprenant au plus 50 ouvriers, le prix de seize journées pour les circonscriptions comprenant plus de 50 ouvriers et au plus 100 ouvriers, le prix de vingt journées pour les circonscriptions comprenant plus de 100 et au plus 250 ouvriers.

Dans ces maxima ne sont pas comprises les journées payées pour les visites effectuées à la suite d'accident ; l'indemnité mensuelle ne peut en aucun cas être supérieure au prix de trente journées de travail.

* * *

L'institution a-t-elle atteint le but assigné ?

Nous croyons pouvoir répondre affirmativement si nous nous reportons aux statistiques des accidents survenus dans les mines. On peut constater une diminution notable dans la proportion des accidents mortels. Sans doute, il serait excessif de prétendre qu'elle est due exclusivement à l'intervention des délégués. Il faut bien tenir compte des mesures de plus en plus sérieuses, prises par les exploitants pour accroître la sécurité. Cependant il ne suffit pas de pouvoir réaliser des améliorations : il faut encore que ces améliorations soient faites en temps opportun. Les délégués signaleront alors les points faibles de la mine, les dangers qui la menacent, les imprudences commises.

D'autre part, nous devons reconnaître que l'institution des délégués n'a point légitimé les récriminations de la première heure.

Contrairement à ce qu'avaient pensé les adversaires de la loi, lors de la discussion au Parlement, le délégué n'est pas devenu l'agent de grève, le politicien semant dans la mine le désordre, le trouble et la discorde et sapant l'autorité des ingénieurs.

Les réalisations récentes, faites dans le domaine de la sécurité ouvrière, sont inspirées directement d'ailleurs de l'institution des délégués mineurs.

Quoique leurs pouvoirs aient été accrus récemment, les délégués mineurs en demandent encore l'extension.

Une proposition de loi a été déposée à la Chambre des Députés dans ce sens, par MM. Dewez et collègues, le 15 février 1934 (*Doc. parl.* n° 3020.) ¹.

« La loi du 3 juin 1933, disent-ils, reste non seulement insuffisante, mais elle constitue dans ses principes un danger pour un proche avenir contre les mineurs, les délégués mineurs et les organisations syndicales...

« Il est donc urgent de remanier d'une façon radicale la loi du 8 juillet 1890...

« Pour remplir ces conditions de sécurité et d'hygiène, notre proposition de loi prévoit dans son article 4 le droit pour le délégué titulaire, de se faire aider par son délégué suppléant, quand la situation de l'exploitation et l'état des travaux fait prévoir les dangers, et oblige ainsi le délégué à redoubler sa surveillance...

« Comment pourrait-on prétendre que les pouvoirs que détiennent actuellement les délégués mineurs peuvent donner toute garantie aux mineurs dans leur sécurité quand celle-ci est subordonnée au bon plaisir de l'exploitant...

1. Voir aussi sur la question minière, la proposition de M. Georges Richard tendant à instituer des délégués à la sécurité des ouvriers houilleurs de surface, 11 janvier 1923. *Doc. parl.*, n° 5423, *J. O.*, p. 2, V., *id.*, 14 juin 1928 ; *Doc. parl.*, n° 194, V. ; *id.*, 22 juin 1932. *Doc. parl.*, n° 229.

« Dans son article 7, notre proposition de loi prévoit les dispositions nécessaires pour remédier à cette situation... »

Si le délégué titulaire et le délégué suppléant estiment que l'exploitation dans le chantier, le quartier qu'ils viennent de visiter, présente une cause de danger imminent, au point de vue de la sécurité ou de l'hygiène, ils peuvent arrêter immédiatement les travaux et doivent aussitôt aviser l'exploitant ou son représentant sur place, des mesures prises et des raisons qui ont motivé ces mesures.

Le délégué informe sans délai les Ingénieurs des mines de l'avis donné. Les mesures ordonnées par le délégué titulaire ou le délégué suppléant doivent rester en vigueur jusqu'au moment où il aura été porté remède aux causes qui les ont motivées ou jusqu'à ce que les Ingénieurs des mines se soient prononcés ; à charge par l'exploitant d'occuper les ouvriers du chantier des travaux arrêtés dans d'autres chantiers de l'exploitation.

« Une autre question est importante, continuent MM. Dewez et collègues : c'est le système de la participation des ouvriers mineurs à l'élection de leurs délégués titulaires et suppléants...

« Les ouvriers âgés de moins de 21 ans doivent avoir le droit de choisir par leur vote le délégué à la sécurité.

« D'autre part, un pourcentage important d'ouvriers mineurs sont éliminés du vote pour le choix de leur délégué, parce qu'étrangers....

« Notre proposition de loi prévoit dans son article 13, le droit de vote pour tous les ouvriers âgés d'au moins 18 ans, sans considération de nationalité.

« En outre des pouvoirs à donner aux délégués mineurs notre proposition prévoit l'institution de comités de puits composés d'ouvriers du puits élus par les ouvriers, dont le rôle sera d'aider les délégués mineurs dans l'accomplissement de leurs fonctions... »

La question en est là. Une augmentation des pouvoirs des délégués mineurs doit-elle être réalisée ?

Il semble qu'il ne faut pas aller trop vite dans cette voie. Le délégué est un individu dont les connaissances techniques ne sont pas très grandes et qui peut, si on lui donne trop d'influence et de pouvoir, entraver la bonne marche d'une entreprise.

CHAPITRE III

LES DÉLÉGUÉS A LA SÉCURITÉ. RÉALISATIONS RÉCENTES

A la suite de l'institution des délégués mineurs et de travaux importants sur la sécurité ouvrière, de nombreuses professions où les risques d'accidents sont particulièrement grands, ont réclamé le bénéfice d'une législation analogue.

Les ouvriers de la grosse métallurgie, ceux du bâtiment et des travaux publics, ont particulièrement attiré l'attention des Pouvoirs publics sur leur situation, mais leurs efforts ne sont pas parvenus à obtenir un vote du Parlement ¹.

Par contre, les agents des grands Réseaux de Chemins de fer ont obtenu par décret du 18 avril 1931 l'institution de délégués à la sécurité.

Le personnel volant et le personnel mécanicien des sociétés de navigation aérienne, subventionnées par l'État, ont eu la même faveur (loi du 11 décembre 1932 ; art. 19).

On trouve aussi des délégués à la Sécurité dans la Marine Marchande.

Nous consacrerons trois sections à l'étude de ces réalisations.

1. Hyacinthe Dubreuil. Employeurs et salariés en France. Paris, Alcan, 1934.

SECTION I

Les délégués à la sécurité des agents dans les grands réseaux
de chemins de fer.

Il y a longtemps que les agents de chemins de fer réclament des délégués à la sécurité. M. Colly disait déjà en leur nom en 1913 ¹ :

« S'il est reconnu que dans les mines les délégués ouvriers sont utiles pour veiller à l'observation des lois, à la sécurité des ouvriers, combien plus encore sont nécessaires les délégués ouvriers dans les chemins de fer où la sécurité du personnel se double de la sécurité que doivent y trouver les millions de voyageurs que transportent chaque année nos voies ferrées.

« Est-il besoin d'ajouter que dans les chemins de fer plus que partout ailleurs les lois d'hygiène, de réglementation du travail doivent être appliquées avec rigueur et sans aucun relâchement.

« On nous objectera sans doute que, pour tout cela, il y a déjà des organismes qui fonctionnent ; le contrôle technique et le contrôle du travail, dont la mission a précisément pour but de veiller à la sécurité des voies ferrées et à l'application des lois et règlements concernant l'hygiène et les conditions du travail ; et que le nouveau service dont nous demandons la création fera double emploi, sans rien ajouter à la sécurité et au bon fonctionnement de nos chemins de fer. Ce n'est pas notre avis...

« Nous pensons encore, et les événements le démontrent chaque jour qu'il faut dans l'intérêt de tout le monde, que la classe ouvrière participe de plus en plus à l'organisation de la vie, au fonctionnement de nos grands services publics...

1. Propos. de loi portant création de délégués ouvriers à la sécurité dans les chemins de fer, 29 décembre 1913. *Doc. parl.*, n° 3373.

« Ce n'est ni le contrôle technique, placé trop haut et trop près des Compagnies, ni le contrôle du travail, placé trop bas et pas assez indépendant, qui peuvent renseigner utilement le ministre des travaux publics, le tenir au courant jour par jour des nombreux incidents et accidents qui se déroulent sur nos voies ferrées, afin qu'il puisse faire appliquer avec fermeté les lois et règlements qui régissent les chemins de fer... »

M. Colly demandait dans ces conditions : la création dans chaque compagnie de chemins de fer, d'un service permanent de délégués ouvriers à la sécurité. Ces délégués seraient chargés de veiller au bon entretien du matériel et de la voie ; à l'hygiène et la propreté des locaux mis à la disposition du personnel, à l'observation des lois et des circulaires. Ils assisteraient aux essais de machines, signaleraient les insuffisances de personnel, feraient des rapports aux ministres et aux Compagnies sur ces matières ainsi que sur tous les accidents, de quelque nature qu'ils soient, pour en déterminer les causes, établir les responsabilités et prendre les mesures utiles pour en éviter le retour.

Élus pour trois ans par les agents et ouvriers de chaque service actif, ils ne relèveraient que du ministre des travaux publics et de leurs électeurs, mais seraient payés par les compagnies.

Cette proposition de loi fut reprise en 1921 par MM. Dormoy et collègues¹ ; M. Join-Lambert déposait son rapport sur cette proposition, le 17 mars 1922². Il concluait au rejet de la proposition de loi, disant notamment :

« L'argument tiré de l'analogie entre les mines et les chemins de fer est-il valable et les missions des deux sortes de délégués sont-elles comparables ?

« Aucune des conditions qui rendent utile le contrôle du

1. 28 octobre 1921. *Doc. parl.*, n° 3277.

2. 17 mars 1922. *Doc. parl.*, n° 4096. *J. O.*, p. 416.

délégué mineur ne sera valable pour le contrôle du délégué des chemins de fer. Le personnel au lieu d'être concentré se trouve extrêmement disséminé.

Le délégué ouvrier choisi serait pris nécessairement parmi des ouvriers plus ou moins spécialisés. Il ne connaîtrait que sa spécialité et serait totalement ignorant des besoins de la spécialité voisine. Comment dans une circonscription si petite fût-elle, pourrait-il contrôler les conditions d'un travail qu'il ignore ?...

« En réalité, le délégué, incapable de rendre compte par lui-même des conditions techniques de l'exploitation, ne serait qu'un agent chargé de transmettre au ministre les réclamations techniques ou autres des employés.

« Ces réclamations, les employés et ouvriers n'ont pas le moyen de les faire entendre, disent MM. Colly et Dormoy.

« Nous devons rappeler que la situation, depuis 1913 a été complètement modifiée, aussi bien du fait de l'application du nouveau statut du personnel que du fait de la loi sur le nouveau régime des chemins de fer... »

Malgré cette condamnation MM. Baron et collègues déposaient le 10 mars 1927 ¹ une proposition de loi portant création de délégués à la sécurité.

Le 22 février 1928, M. Desoblin déposait son rapport et demandait le vote de cette proposition.

« On ne peut parvenir à réduire les accidents, disait-il, à épargner des victimes, qu'en confiant à une délégation d'ouvriers expérimentés, sérieux, fermes, dévoués, conscients du rôle à remplir, soucieux d'accomplir une tâche délicate mais précieuse pour le public et le personnel.

« L'auteur de la proposition de loi a exposé les raisons qui

1. *Doc. parl.*, n° 4107.

militent en faveur de cette institution. Il a indiqué comment dans tous les cas, déraillements, tamponnements, dans tous les accidents ou catastrophes, les enquêtes des Compagnies et du contrôle technique concluaient toujours à l'irresponsabilité de la direction, à la culpabilité des agents subalternes, qui seuls ont à comparaître devant les tribunaux, à subir les peines et les sanctions...

« En France, les délégués du personnel ne remplissent aucun rôle au point de vue de la sécurité. Ce sont des mandataires enregistreurs. Profitant de la faiblesse des organisations, les compagnies se sont ingéniées à interpréter le statut du personnel et les conclusions des commissions paritaires à leur avantage, réduisant petit à petit le mandat de ces délégués... »

Cette dernière thèse devait l'emporter ; par décret du 18 avril 1931 ¹ étaient institués dans les grands réseaux de chemins de fer des délégués à la sécurité des agents ; un arrêté du 8 juillet 1932 ² fixait les conditions d'application de ce décret. Les délégués à la sécurité existent dans les chemins de fer d'intérêt général de l'Algérie depuis le décret du 20 août 1933.

L'institution fut entièrement modifiée par un décret du 22 mai 1935 ³ portant règlement d'administration publique et remplaçant le décret du 18 avril 1931. Un arrêté du 6 juillet 1935 ⁴ a fixé les conditions d'application de ce décret.

Nous allons étudier rapidement l'institution telle qu'elle résulte du décret du 22 mai 1935.

* * *

Ce décret institué dans les grands réseaux de chemins de

1. *J. O.*, 24 avril 1931, p. 4486.

2. *J. O.*, 12 juillet 1932, p. 7545.

3. *J. O.*, 24 mai 1935, p. 5564.

4. *J. O.*, 9 juillet 1935, p. 7332.

fer, des délégués régionaux à la sécurité des agents ; parmi eux, certains peuvent être désignés comme délégués techniques à la sécurité auprès du Directeur.

LES DÉLÉGUÉS RÉGIONAUX A LA SÉCURITÉ DES AGENTS

Chaque circonscription régionale de l'exploitation, de la voie et des bâtiments, du matériel et de la traction comprend plusieurs délégués.

La circonscription de l'exploitation a trois délégués : un délégué représente les agents des manœuvres (groupe A), un délégué les agents des services d'aiguillage et de signalisation (groupe B), un délégué les agents du service des trains (groupe C).

La circonscription de la voie et des bâtiments a deux délégués : un délégué représente les agents de l'entretien de la voie (groupe d), un délégué les agents de l'entretien des appareils de manœuvre des aiguilles et de signalisation mécanique ou électrique et des installations téléphoniques.

Les agents, chargés de l'entretien des appareils électriques de signalisation et des installations téléphoniques font partie du service de l'exploitation sur certains réseaux.

Dans ce cas chaque circonscription de l'exploitation comporte un délégué supplémentaire qui représente ces agents (groupe S).

Enfin la circonscription du matériel et de la traction a trois délégués : un délégué représente le personnel de conduite des locomotives à vapeur, des locomotives électriques, des automotrices (groupe f) ; un délégué représente le personnel ouvrier et manœuvre des ateliers des dépôts (groupe g), un délégué le personnel ouvrier et manœuvre des ateliers du matériel roulant (groupe H).

Si le service d'entretien et de visite des trains est autonome, la circonscription du matériel et de la traction, comporte un délé-

gué supplémentaire (groupe I). Lorsqu'au contraire ce service est rattaché à un autre service, le délégué de ce dernier service représente le personnel d'entretien et de visite des trains.

Sur les réseaux partiellement électrifiés, et lorsque l'entretien des usines, stations et sous-stations électriques, et des lignes à haute tension (H. T.) y est assuré par un personnel spécialisé, un délégué à la sécurité des agents du service électrique H. T. est désigné dans chacune des circonscriptions, qui comprennent plus de deux cents agents affectés à ce service (groupe J).

Il est désigné un délégué suppléant pour chaque délégué titulaire. Dans chaque circonscription régionale et pour chaque groupe, les délégués régionaux sont élus pour trois ans, par l'ensemble des agents commissionnés qui remplissent les conditions de grade et d'emploi, requises à l'annexe au décret¹. Les réclamations relatives aux élections sont portées devant le directeur du réseau, sauf recours au ministre des travaux publics.

Pour être éligibles, les agents doivent compter cinq ans de commissionnement et appartenir au groupe depuis trois ans au moins.

Les délégués sont rééligibles.

Le rôle des délégués régionaux à la sécurité des agents consiste en cas d'accident ayant occasionné dans le service la mort ou des blessures graves, à un ou plusieurs agents des groupes définis précédemment, ou ayant pu compromettre la sécurité de ces agents, à faire une enquête, et à établir un rapport sur les conditions dans lesquelles l'accident s'est produit.

Le réseau avise dans le plus bref délai le ou les délégués intéressés de la circonscription régionale où s'est produit l'accident

1. V. J. O., 24 mai 1935, p. 5564.

et les fait accompagner dans leur enquête par un représentant qualifié, de façon à permettre aux délégués, en dehors de toute ingérence dans l'exécution du service, de faire toutes les constatations nécessaires.

Les rapports des délégués régionaux sont établis sur des registres spéciaux, fournis par le réseau, déposés aux endroits désignés par le ministre des Travaux publics dans l'enceinte du Chemin de fer, où ils peuvent être consultés par les agents de groupes correspondants. Deux doubles de chaque rapport sont adressés par le délégué régional ; l'un à l'ingénieur du contrôle de l'exploitation technique, du matériel et de la traction dans l'arrondissement duquel est survenu l'accident ; l'autre au directeur du réseau.

L'administration du Réseau peut consigner ses observations sur le registre, en regard du rapport du délégué régional ; dans ce cas elle envoie immédiatement copie de ses observations à l'ingénieur du contrôle de l'exploitation technique, du matériel et de la traction.

Chaque année, le délégué régional adresse à l'ingénieur en chef du contrôle de l'exploitation technique, du matériel et de la traction du réseau, un rapport d'ensemble sur sa mission au cours de l'exercice écoulé. Ce rapport est communiqué au réseau.

LES DÉLÉGUÉS TECHNIQUES A LA SÉCURITÉ ET REPRÉSENTANTS DU PERSONNEL DES CADRES AUPRÈS DU DIRECTEUR

Dans chacun des groupes énumérés au-dessus, et pour l'ensemble d'un réseau, le Directeur du réseau désigne, pour une durée de trois ans parmi tous les délégués régionaux à la sécurité des agents, un délégué technique titulaire, et un délégué technique suppléant à la sécurité auprès du Directeur.

Ces délégués cessent immédiatement leur fonction s'ils perdent leur qualité de délégué régional.

Le renouvellement général a lieu tous les trois ans à la suite du renouvellement général des délégués régionaux à la sécurité.

Le Directeur désigne également, pour une durée de trois ans, un représentant titulaire et un représentant suppléant du personnel de chacun des groupes d'agents ci-après :

1° Chefs de gare principaux, chefs de gare, sous-chefs de gare principaux ou sous-chefs de gare ;

2° Inspecteurs divisionnaires, inspecteurs ou sous-inspecteurs de l'exploitation ;

3° Sous-Ingénieurs, chefs de dépôt, chefs de dépôt principaux, chefs de dépôt et sous chef de dépôt ;

4° Inspecteurs divisionnaires, inspecteurs et sous-inspecteurs du matériel et de la traction, chefs des ateliers principaux, chefs des ateliers, sous-chefs des ateliers ou chefs divisionnaires d'ateliers ;

5° Sous-Ingénieurs chefs de section, chefs de section principaux, chefs de section, sous-chefs de section, chef de district ou conducteurs de la voie ;

6° Inspecteurs divisionnaires, inspecteurs ou sous-inspecteurs de la voie ;

7° Inspecteurs divisionnaires, inspecteurs, sous-inspecteurs ou contrôleurs des services de signalisation mécanique ou électrique.

Les délégués techniques à la sécurité et les représentants du personnel des cadres sont appelés à conférer tous les trois mois au moins, avec le Directeur ou son représentant, et en présence de l'ingénieur en chef du contrôle de l'exploitation technique, du matériel, et de la traction du réseau ou de son délégué, au cours d'une réunion à laquelle assistent en outre : les trois chefs de service (exploitation, voie, matériel et traction) ou leurs

représentants ; un fonctionnaire du réseau appartenant aux services de prévention des accidents, désigné par le Directeur et chargé du secrétariat de la réunion.

Un ordre du jour, préparé par la Direction, est envoyé à chacun des membres de la réunion, quinze jours au moins avant la séance.

Chacun des membres peut consulter à la direction les rapports des délégués régionaux et demander l'inscription des questions intéressant la sécurité, qu'elles aient fait ou non d'ailleurs l'objet de rapports des délégués régionaux.

Des réunions supplémentaires peuvent être tenues pour des questions urgentes sur demande du Directeur du Réseau ou de l'ingénieur en chef du contrôle de l'exploitation technique du matériel et de la traction.

D'autre part, les délégués techniques à la sécurité et les représentants du personnel des cadres peuvent être chargés par le Directeur du réseau de missions temporaires, individuelles ou collectives, de vérifications ou d'études. Dans ce cas, ils sont accompagnés par un représentant qualifié du réseau, de façon à leur permettre, en dehors de toute ingérence dans l'exécution du service, de remplir la mission qui leur est assignée.

Les résultats des observations ou études faites sont consignés dans un rapport au directeur du Réseau, qui sera examiné au cours de l'une des deux premières réunions qui suivront la date de sa réception par le Directeur.

Délégués régionaux à la sécurité, délégués techniques et représentants du personnel des cadres sont considérés comme étant en service pendant le temps nécessaire à l'accomplissement de leurs fonctions. Ils reçoivent, s'il y a lieu, des indemnités de déplacement réglementaires. En dehors de ces périodes,

ils exercent les fonctions normales de leur emploi au réseau.

Signalons pour terminer que les réseaux doivent déférer aux demandes qui leur sont adressées par les Directeurs, les ingénieurs en chef, les ingénieurs ordinaires du contrôle, des Chemins de fer d'intérêt général, à l'effet d'être accompagnés dans leurs enquêtes ou dans leurs tournées de surveillance, ou de faire accompagner un fonctionnaire qu'ils désignent à cet effet, par un ou plusieurs délégués techniques à la sécurité auprès du Directeur, ou par un ou plusieurs délégués régionaux à la sécurité des agents.

SECTION II

Les délégués à la sécurité dans l'aviation marchande.

Cette institution dont l'utilité se comprend aisément a été créée par la loi du 11 décembre 1932 sur le statut de l'aviation marchande (art. 19) ¹. Un décret du 24 mars 1933 en a fixé les conditions d'application ².

Examinons rapidement les dispositions de ce décret.

Dans chaque société de navigation aérienne, subventionnée par l'État, il est institué deux délégués à la sécurité. Ces délégués sont élus pour deux ans par le personnel volant (pilotes et navigateurs) et par le personnel mécanicien (radios et mécaniciens volants). Les élections ont lieu dans un délai de deux mois à partir de la signature du contrat de subvention, entre l'État et la société de Navigation Aérienne en cause ; sur l'initiative de la société, chaque groupe de personnel intéressé désigne au scrutin secret son délégué.

Ne sont éligibles que les membres du personnel ayant la

1. V. J. O., 15 décembre 1932. V. aussi Marcel Le Goff. *Traité théorique et pratique de droit aérien*. Dalloz, 1934, Paris.

2. V. J. O., 28 mars 1933.

nationalité française, et jouissant de l'intégralité de leurs droits civils ; ils doivent également avoir satisfait à leurs obligations militaires, et compter au moins trois années consécutives de service dans le personnel navigant d'une société de navigation aérienne.

Le rôle des délégués à la sécurité consiste à constater dans l'exercice de leurs fonctions normales, les conditions de sécurité dans lesquelles travaille le personnel navigant ; en cas d'accident, ils donnent leur avis sur les conditions dans lesquelles cet accident s'est produit ; ils peuvent en outre être chargés éventuellement de missions par l'Administration.

Dans le cas d'accident, les délégués à la sécurité doivent, s'ils expriment ce désir, être autorisés à accompagner les agents chargés officiellement de l'enquête technique. Ils jouissent alors d'un droit de priorité pour circuler à bord des aéronefs de la société (art. 9).

Pour l'accomplissement de leur mission les délégués doivent avoir toutes facilités ; ils ne peuvent être l'objet d'aucune sanction à propos de l'exercice de leur contrôle.

Ils doivent consigner leurs observations dans un rapport, sans apporter aucune entrave au fonctionnement du service. Ils sont tenus d'établir au moins un rapport chaque année : ce rapport devra être déposé avant le 31 décembre.

Leurs observations seront communiquées d'une part au Ministre chargé de l'Aéronautique civile et d'autre part, à la direction qui les transmettra avec son avis, au Conseil d'Administration lors de sa plus proche réunion.

La décision du Conseil leur sera communiquée.

Ils pourront demander à être entendus par celui-ci qui ne pourra se refuser à leur audition.

Au cas de négligences, fautes ou abus dans l'exercice de leurs

fonctions ou à la suite d'une condamnation, les délégués peuvent être suspendus ou révoqués par Arrêté du Ministre.

En dehors de leurs fonctions de délégués, ils exercent les fonctions normales de leur emploi à la société.

Pendant les déplacements aériens, effectués pour l'exercice de leurs fonctions de délégués, ils sont considérés comme étant en service aérien aux termes de la loi du 30 mars 1928.

Ils ont droit par ailleurs aux frais de voyage pour les déplacements qu'ils effectuent en application de l'article 9 du décret.

SECTION III

Les délégués à la sécurité dans la Marine marchande.

La vie et les biens d'un grand nombre de personnes dépendent de l'état des navires. Aussi depuis longtemps a-t-on eu l'idée de soumettre les navires à la surveillance de l'Autorité publique afin de prévenir autant que possible les sinistres occasionnés par leur mauvais état.

La loi du 17 avril 1907 a imposé, pour tous les navires français ayant plus de 25 tonneaux de jauge brute, un contrôle administratif très développé qui aboutit à la délivrance d'un permis de navigation.

Les navires nouvellement construits ou nouvellement acquis à l'étranger par des armateurs français, doivent être examinés sur la demande de leurs propriétaires. Cet examen qui porte sur la construction et la navigabilité du navire, l'aménagement, l'habitabilité, la salubrité des locaux, l'Armement du navire, le tirant d'eau maximum du navire, les appareils moteurs, le nombre maximum de passagers, est fait par une Commission de huit membres (décret du 8 novembre 1926 ratifié par la loi du 18 décembre 1927). Parmi ces membres, existe un représentant de l'équipage.

La loi du 16 juin 1933 portant révision de la loi du 17 avril 1907 déclare dans son article 8 :

« Pour la délivrance du premier permis de navigation, le contrôle de l'application des règles prévues à l'article 5 est effectué par une Commission composée d'un administrateur de l'inscription maritime, président, d'un inspecteur de la navigation et du travail maritimes, d'experts... comprenant notamment...

Un représentant du personnel navigant, soit du pont, soit des machines, soit du service général, selon la visite dont il s'agit. »

Les experts, membres des Commissions de visite sont pris par roulement sur des listes approuvées annuellement pour chaque centre, siège des Commissions, par le Directeur de l'inscription maritime, sur les propositions des chefs de quartier.

Pour être inscrits sur ces listes, les représentants du personnel navigant doivent avoir accompli soixante mois de navigation effective. Ils ne doivent avoir encouru aucune condamnation.

Leur inscription est faite sur présentation de leur groupement professionnel.

Les représentants du personnel navigant ont également un rôle à la Commission Centrale instituée par l'article 7 de la loi du 16 juin 1933, rôle d'ailleurs purement consultatif.

Enfin ils sont membres de la Commission supérieure d'appel, instituée par l'article 19 de la même loi, lorsque la discussion porte sur des questions de sécurité, d'habitabilité, d'Hygiène et de travail¹.

1. V. sur ces derniers points, le règlement d'administration publique du 1^{er} septembre 1934. *J. O.*, 6 octobre 1934. V. aussi la loi du 16 juin 1933. *J. O.*, 17 juin 1933, p. 6302.

CONCLUSION

Quelle est la valeur de l'institution des délégués ouvriers à la conciliation ?

On peut dire qu'elle est la meilleure ou la pire des choses.

Elle vaut ce que valent les hommes qui y participent.

La philosophie sociale du patron, son tempérament, l'état d'esprit, la valeur morale, la mentalité du personnel sont d'une importance capitale.

Si le patron a confiance dans cette institution et s'il est convaincu qu'elle peut donner de bons résultats, il s'intéressera aux délégués.

Il les recevra toujours cordialement, s'occupera de leur organisation, songera à leur éducation ainsi qu'à celle des autres ouvriers au point de vue du bon fonctionnement de l'institution.

Au bout de quelque temps, dans une atmosphère de confiance réciproque, un contact plus étroit s'établira entre la direction et les représentants du personnel.

Les délégués soumettront équitablement les revendications ouvrières. Chaque mois, les réclamations seront examinées avec soin au cours d'une conférence réunissant la direction et les représentants ouvriers.

Les décisions qui peuvent en résulter, seront portées à la connaissance des ouvriers : consignées sur un registre, elles formeront une jurisprudence.

Les délégués qui visent la vie de l'atelier, qui entendent au milieu du travail, les réflexions, parfois les plaintes de leurs camarades, pourront faire d'intéressantes suggestions pratiques à la Direction.

D'ailleurs, au cours de cette conférence, après l'examen des revendications ouvrières, on pourra étudier d'autres questions : questions intérieures à l'usine portant sur l'organisation du travail, sur l'application des tarifs de salaires, sur les modifications désirables, etc..., questions portant sur la situation générale, sur sa répercussion, sur la situation particulière de l'établissement, sur les questions sociales à l'ordre du jour, etc...

Évidemment, lorsque des résultats semblables seront atteints à la conférence mensuelle, les délégués s'intéresseront à leurs fonctions. Ils s'en feront même une haute idée. En eux s'éveillera le sentiment de la solidarité naturelle qui intéresse patrons et ouvriers à la prospérité de l'industrie.

Leur influence sur leurs camarades sera plus forte. Progressivement les travailleurs de l'entreprise mis à même de mieux connaître les difficultés et les responsabilités patronales seront moins exigeants.

L'effet de l'institution sera donc des plus heureux dans l'usine. Un mauvais état d'esprit très préjudiciable à la production, résultant de mille petites choses accumulées, insignifiantes en elle-mêmes pourra être évité. La collaboration sera plus aisée entre le patron et les ouvriers. Ces derniers se prêteront avec bonne volonté à de meilleures méthodes de travail à propos desquelles ils auront été consultés. Les œuvres sociales se développeront en même temps.

L'ouvrier satisfait sentira qu'il a une part d'activité dans tout cela. La conscience professionnelle se développera chez lui. Le rendement du travail sera accru. Ce sera un progrès incontes-

table au point de vue de l'entreprise comme au point de vue du personnel lui-même.

Pour que cette institution donne de bons résultats, il faut supposer que le patron ouvert aux idées sociales, ne se trouvera pas en présence d'un mauvais état d'esprit du personnel et de délégués aigris, ayant la haine de l'autorité et en plus la prétention d'organiser la dictature dans les ateliers.

Dans ce cas, les conflits se multiplieraient au lieu de se réduire, les conférences deviendraient impossibles, le résultat serait déplorable.

Il ne faut pas non plus que les délégués ouvriers, perdant leur caractère personnel, soient dans l'usine les délégués contrôlés d'un syndicat subissant une influence politique quelconque. Nous avons dit que les délégués ne sont pas les agents des syndicats, mais qu'ils peuvent se tenir en liaison constante avec eux ; cette liaison doit avoir seulement pour but de protéger les intérêts économiques des ouvriers. Sinon, le désordre provoqué par les passions politiques régnera dans les usines. La situation deviendra intenable.

* * *

Que faut-il penser de l'institution des délégués à la sécurité ?

On peut dire qu'elle a donné de bons résultats et nous souhaitons sa réalisation dans toutes les professions dangereuses ou insalubres, conformément au vœu émis en 1927 par le Conseil supérieur du Travail ¹.

En effet, l'institution récente des délégués ouvriers par la loi

1. La Commission de l'Armée vient d'adopter le rapport tendant à la nomination de délégués ouvriers à la sécurité des ouvriers poudriers.

du 24 juin 1936 ne permet pas d'améliorer les conditions de sécurité ou d'hygiène des travailleurs.

Ces délégués sont uniquement des mandataires dont le rôle consiste à présenter à la Direction les réclamations individuelles qui n'ont pas été directement satisfaites. Ils peuvent évidemment intervenir en matière d'hygiène et de sécurité comme d'ailleurs dans tout ce qui concerne la protection ouvrière, et l'application du tarif de salaires ; mais ils n'ont pas reçu de mission de surveillance ou d'inspection, ils n'ont aucun pouvoir de dresser des procès-verbaux ni même celui d'opérer des constatations moins officielles.

Vu :

Le Président de la thèse,
WILLIAM OUALID.

Vu :

Le Doyen,
EDGARD ALLIX.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER.

Le Recteur de l'Académie de Paris,
S. CHARLÉTY.

ANNEXE I

RÈGLEMENT RELATIF AUX DÉLÉGUÉS OUVRIERS.

(Ce règlement fut adopté avec quelques variantes seulement par les plus importants établissements de la Région Parisienne ayant travaillé aux fabrications de guerre.)

ARTICLE PREMIER. — Pendant la durée des hostilités, il sera institué des délégués ouvriers d'ateliers. Ces délégués représenteront les diverses corporations et seront élus au scrutin secret, par leurs camarades d'ateliers de la même corporation.

ART. 2. — Seront électeurs, tous les ouvriers et ouvrières âgés de vingt et un ans, à condition :

1^o D'être français ou de nationalité alliée ;

2^o De jouir de leurs droits civiques et pour les hommes, de leurs droits politiques (les étrangers devront justifier qu'ils jouissent des mêmes droits dans leur pays) ;

3^o D'avoir au moins deux mois de présence sans interruption à l'usine à la date de l'élection.

Toutefois, pour les ouvriers et ouvrières ayant fait leur apprentissage régulier ou ayant au moins trois ans de présence à l'usine, l'âge prévu au paragraphe premier du présent article est abaissé à dix-huit ans.

ART. 3. — Seront éligibles, à condition d'être français, et de savoir lire et écrire, les électeurs ci-dessus désignés, âgés de vingt-cinq ans accomplis et ayant travaillé dans l'établissement sans interruption depuis un an au moins.

Les ouvriers tenant commerce de détail, de quelque nature qu'il

soit, soit par eux-mêmes, soit par leur conjoint, ne pourront être élus.

Le personnel de maîtrise n'est pas non plus éligible.

L'interruption du travail résultant du temps passé aux armées depuis le 2 août 1914, sera compté comme présence effective dans l'établissement.

Les femmes dont le mari, qui faisait partie du personnel de l'usine, est présent aux armées, bénéficieront, au point de vue de l'éligibilité des conditions d'ancienneté de leur conjoint.

ART. 4. — La date de l'élection sera déterminée pour chaque atelier par la Direction. Elle sera annoncée au moins trois jours pleins à l'avance, par un avis affiché dans l'atelier et accompagné de la liste des électeurs et des éligibles. Les réclamations au sujet de cette liste devront être formulées par les intéressés, vingt-quatre heures avant l'élection. Les éligibles qui voudront poser leur candidature, devront se faire connaître quarante-huit heures avant le moment fixé pour l'élection. Dans les ateliers ayant équipes de jour et de nuit, l'élection aura lieu entre la sortie et la reprise du personnel afin de permettre le vote ininterrompu des deux équipes.

Il ne sera pas permis d'apposer des affiches dans l'intérieur de l'usine, ni sur les murs de clôture à l'extérieur.

ART. 5. — Le bureau électoral sera composé des deux plus âgés et du plus jeune des électeurs sachant lire et écrire, présents à l'ouverture du scrutin. La présidence appartiendra au plus âgé.

Le bureau sera assisté, dans toutes ces opérations, notamment pour l'émargement des électeurs et le dépouillement du scrutin, par un employé de la feuille de paye ou un marqueur. Si le bureau avait à prendre une décision, l'employé préposé aux émargements aurait simplement voix consultative.

ART. 6. — Les bulletins seront déposés dans une boîte installée près du bureau de chaque atelier. Les ouvriers enfermeront leur bulletin dans une enveloppe d'un modèle uniforme, qui leur sera remise à l'avance. Toute enveloppe contenant plus d'un bulletin sera détruite par le bureau, ainsi que le contenu.

ART. 7. — Chaque bulletin portera deux noms, avec indication

du délégué et du délégué suppléant. A défaut d'indication, le premier inscrit sera considéré comme délégué et le second comme délégué suppléant.

Pour être élu au premier tour de scrutin, il faudra obtenir la majorité absolue des suffrages exprimés et un nombre de voix au moins égal au quart des électeurs inscrits.

Au deuxième tour de scrutin, la majorité relative suffira, quel que soit le nombre des votants.

En cas d'égalité de suffrages, le plus âgé des candidats sera élu, qu'il s'agisse de délégué titulaire ou de délégué suppléant.

Si le second tour de scrutin est nécessaire, il y sera procédé dans le plus bref délai possible, après la proclamation du résultat du premier tour.

Le dépouillement du scrutin aura lieu immédiatement après le vote et ses résultats seront consignés sur un procès-verbal en trois exemplaires : un de ces exemplaires sera remis au délégué ouvrier élu, le second sera affiché dans l'atelier intéressé et le troisième restera entre les mains de la Direction.

ART. 8. — Le délégué et le délégué suppléant seront élus pour un an, et ne seront rééligibles que pour une nouvelle période d'une année, au bout de laquelle ils ne seront rééligibles à nouveau qu'après un an d'interruption de mandat. Toutefois, ils devront continuer leurs fonctions tant qu'ils n'auront pas été remplacés. Au cas de vacances de deux délégués, par démission ou autrement, il y aura lieu à une élection partielle et le nouvel élu sera nommé pour le temps restant à courir, jusqu'au terme qui était assigné aux fonctions de celui qu'il remplace.

ART. 9. — L'élection aura lieu dans les quinze jours qui précèdent l'expiration des pouvoirs des délégués en fonctions.

ART. 10. — Le délégué est le représentant de la corporation d'atelier qui l'a élu auprès de la Direction.

ART. 11. — Les délégués titulaires, accompagnés de leurs suppléants, seront reçus par les chefs de service désignés à cet effet par la Direction.

Si pour un motif quelconque, le délégué titulaire ou le délégué

suppléant ont à se présenter seuls, ils ne devront le faire qu'avec l'assentiment de leurs camarades d'ateliers.

Si des questions ne peuvent être immédiatement résolues par le chef d'atelier désigné pour la spécialité, elles seront portées devant la Direction.

En cas d'extrême urgence, des audiences exceptionnelles seront accordées aux délégués, sur la demande écrite de ces derniers spécifiant les motifs de l'audience sollicitée. Il reste entendu que ces audiences ne devront être demandées que pour des questions ayant un caractère d'urgence et d'importance, tel qu'il y aurait des inconvénients graves à attendre pour les traiter le jour régulier d'audience prévu au tableau affiché.

ART. 12. — Quand un ouvrier se croira lésé, il formulera sa réclamation auprès du pointeur principal de l'atelier s'il s'agit d'une question de bulletin de paye (au plus tard, dans les trois jours de la paye) ou auprès du contremaître s'il s'agit d'une question de discipline, de tarif ou de métier.

Si la solution donnée ne lui semble pas équitable, il pourra remettre alors sa réclamation entre les mains du délégué.

ART. 13. — Les ouvriers restent cependant absolument libres de présenter leurs réclamations directement devant la Direction.

ART. 14. — Pour accélérer et faciliter l'examen des questions à étudier, le délégué résumera à l'avance les points à discuter et les fixera par écrit dans une note qu'il remettra à la direction. Une copie de cette note figurera sur un registre tenu par la Direction, et sur lequel également consignée la réponse définitive qu'elle fera connaître au délégué.

ART. 15. — En outre des réclamations individuelles, qu'il a pour mission de transmettre, le délégué peut à titre personnel, présenter toutes les observations qu'il aura recueillies sur la bonne utilisation du matériel et du personnel, sur les questions de morale et de dignité ouvrière, sur les questions intéressant l'hygiène et la santé du personnel, sur les améliorations qu'il croira pouvoir suggérer à ce sujet.

D'autre part, il est l'intermédiaire désigné pour faire comprendre à ses camarades de travail, la nécessité et le bien-fondé des mesures adoptées dans les ateliers.

ART. 16. — Le rôle du délégué d'atelier doit se limiter à toutes les questions intéressant directement son atelier. Le délégué ne doit en aucun cas s'ingérer dans les questions concernant d'autres services ou d'autres ateliers.

ART. 17. — Le rôle de délégué étant de faciliter les rapports entre le personnel ouvrier et la Direction, le délégué devra s'efforcer de maintenir la discipline et le bon ordre dans l'atelier.

Si un délégué suscitait des actes d'indiscipline ou de désordre et, de ce fait, agissait contrairement à son rôle de conciliateur, la Direction porterait le cas devant la Commission mixte siégeant au ministère de l'Armement et composée de patrons et de délégués d'ateliers de différentes usines. Un règlement d'administration publique, déterminera ultérieurement la constitution de cette commission et le mode d'élection de ses membres. Provisoirement le comité de conciliation et d'arbitrage du ministère de l'Armement remplira cette fonction.

ANNEXE II

CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL CONCERNANT LA CONFECTI- ON POUR DAMES, FILLETTES ET ENFANTS ET LA COUTURE EN GROS

Signée le 22 juin 1936 entre la Chambre syndicale de la Confection et de la Couture françaises en gros (Dames, Fillettes et enfants) et le Syndicat des Ouvriers et Ouvrières de la Confection pour Dames de la Région Parisienne (C. G. T.).

Il a été conclu la présente convention collective, devant garantir les conditions de travail et les salaires du personnel à l'intérieur ainsi que des travailleurs à domicile.

Délégués du personnel.

ARTICLE PREMIER. — Dans chaque établissement occupant plus de 10 personnes, il est institué par atelier ou service un délégué et un délégué adjoint.

Les établissements occupant un nombre de personnes inférieur à ce minimum auront un seul délégué pour l'ensemble du personnel.

ART. 2. — Les délégués sont les représentants de leurs électeurs auprès de la direction de l'établissement. A ce titre, ils ont qualité pour présenter les réclamations individuelles ou collectives du personnel qui n'auraient pas été directement satisfaites, visant l'application des lois, décrets, règlements {du Code du travail, mesures d'hygiène et de sécurité.

ART. 3. — Les dispositions de l'article 2 précédent délimitent nettement les attributions des délégués.

ART. 4. — Les délégués doivent être reçus par la direction (ou

son représentant) au moins une fois par mois, aux heures fixées par cette dernière et affichées dans l'établissement.

Les délégués sont reçus individuellement et peuvent, s'ils le désirent, se faire accompagner de leur adjoint. Toutefois, lorsque les questions intéressent à la fois plusieurs ateliers ou services les délégués de ceux-ci peuvent être convoqués en même temps.

En dehors des réceptions périodiques, les délégués sont reçus en cas d'urgence sur leur demande.

ART. 5. — Chaque membre du personnel reste libre de présenter lui-même ses propres revendications à ses chefs ou à la direction.

ART. 6. — Les délégués sont élus pour un an. Leur élection a lieu à bulletins secrets au cours d'une réunion régulièrement organisée en dehors des heures de travail, au sein de l'établissement, et hors de la présence de toute personne appartenant à la direction.

Les délégués sont élus à la majorité des suffrages exprimés par les électeurs présents à la réunion. En cas d'égalité des voix, la préférence est donnée au plus âgé.

Les personnes travaillant à domicile élisent de la même manière deux délégués qui se tiennent en relation avec les délégués du personnel intérieur. Ces derniers ont la charge d'organiser la réunion pour l'élection des délégués des travailleurs à domicile.

Les délégués sont révocables par le personnel et peuvent à tout moment être remplacés, sur décision d'une assemblée convoquée obligatoirement à la demande d'un tiers de ceux qu'ils représentent.

ART. 7. — Sont électeurs tous les membres du personnel n'appartenant pas à la direction, âgés de 18 ans au moins, à condition de compter au minimum trois mois de présence dans l'établissement au moment de l'élection et de ne pas avoir été privés de leurs droits civils.

Sont électeurs pour la désignation des délégués des travailleurs à domicile et dans les mêmes conditions, les travailleurs à domicile travaillant pour l'entreprise de façon continue et depuis au moins trois mois.

ART. 8. — Sont éligibles les électeurs définis par l'article 7, de

nationalité française, âgés d'au moins 25 ans, travaillant dans l'établissement sans interruption depuis un an.

Sous réserve que cette durée de présence devra être abaissée, si elle réduit à moins de 5 le nombre des éligibles.

Ne sont éligibles dans les mêmes conditions que les travailleurs à domicile français d'au moins 25 ans, travaillant seulement pour l'entreprise et depuis au moins un an.

ART. 9. — Les fonctions des délégués ne pourront absorber mensuellement plus de dix heures de leur temps de travail légal. Ces heures ne seront pas retenues sur leur salaire.

ART. 10. — Les employeurs s'engagent à donner toute facilité aux délégués pour exercer leurs fonctions à l'intérieur de l'entreprise.

Les délégués ne pourront en aucun cas être congédiés pour l'exercice de celles-ci.

BIBLIOGRAPHIE

- ARGENCE et HERCLET. — Le contrôle ouvrier et les Comités d'atelier. N° 10 des *Cahiers du Travail*. Paris, librairie du Travail, 96, quai de Jemmapes, 1923.
- CAPITANT et CUCHE. — *Précis de législation industrielle*. Paris, Dalloz, 1933.
- COMITÉ CENTRAL DES HOUILLÈRES DE FRANCE. — *Législation minière et ouvrière. Texte des principales lois*, Paris, 1931.
- CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE DU TRAVAIL. — Guide du délégué d'atelier. *Petite bibliothèque du militant syndicaliste*, n° 2.
- CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE DU TRAVAIL. — Les conventions collectives. *Petite bibliothèque du militant syndicaliste*, n° 3. Éditions du Centre Confédéral d'Éducation ouvrière, Paris, 211, rue Lafayette, 1936.
- CONSEIL SUPÉRIEUR DU TRAVAIL. — *Session 1927*, publié par le ministère du Travail.
- DANEL. — *Les délégués du personnel*. C. F. T. C. Paris, 5, rue Cadet, 1936.
- DUBREUIL (Hyacinthe). — *Employeurs et salariés en France*. Paris, Alcan, 1934.
- FAGNOT, BORDEREL et BUISSON. — Responsabilité, rôle des travailleurs dans la conduite technique, économique et sociale des entreprises. *Rapport présenté au Congrès international de politique sociale*. Prague, 1924. (Association pour la protection légale des travailleurs.) Paris, Alcan.
- GUILLAUME (André). — *Un Conseil paritaire de conciliation dans une manufacture. Sept années de fonctionnement*. Paris, Rivière, 1927.
- LE GOFF (Marcel). — *Traité théorique et pratique de Droit aérien*. Paris, Dalloz, 1934.
- LEVI (Georges). — *Précis de législation minière*. Paris, Berger-Levrault, 1922.
- LORIN. — Collaboration des ouvriers organisés à l'œuvre de l'inspection du travail. *Rapport à l'Association nationale française pour la protection légale des travailleurs*, 5^e série, n° 5. Paris, Alcan, 1909.
- MAGNILLAT. — *Conventions collectives de travail et arbitrage*. Paris, librairie générale de Droit et de Jurisprudence, 1936.
- MINISTÈRE DU TRAVAIL. — Lois, décrets, arrêtés concernant la réglementation du travail. *Documents réunis par le ministère du Travail*. Paris, Berger-Levrault, 1934.
- Règlement amiable des conflits collectifs du travail. *Enquête et Documents*. Paris, Berger-Levrault, 1924.

- OUALID et PICQUENARD. — Salaires et tarifs. Conventions collectives et grèves. La politique du ministère de l'Armement et du ministère du Travail. Paris, Presses Universitaires, 1928. *Publication de la dotation Carnegie*.
- PIC (Paul). — *Traité de législation industrielle*. Paris, Rousseau, 1931-1933.
- PICARD (Roger). — *Contrôle ouvrier sur la gestion des entreprises*. Paris, Rivière, 1922.
- Conciliation, arbitrage, prévention des conflits ouvriers. Expériences du temps de guerre. *Rapport au Comité national d'études sociales et politiques*, 1921.
- SCELLE. — *Le droit ouvrier*. Paris, Colin, 1929.
- SCHNEIDER. — Les délégués de corporation. *Revue des Deux Mondes*, 15 novembre 1930.
- UMBDEN STOCK. — Les délégués ouvriers. *Questions pratiques de Droit ouvrier*, n° 6, nov.-déc. 1920, et n°s 1-2, janv.-mars 1921.

THÈSES POUR LE DOCTORAT

- ARNOU. — *Participation des travailleurs à la gestion des entreprises*. Paris, 1920.
- AUBERT. — *Etude sur le statut du personnel des Compagnies de Chemins de fer*. Paris, 1926.
- BRODEL. — *Collaboration des groupements ouvriers organisés à l'Inspection du travail en France*. Paris, 1911.
- DUPUIS. — *La délégation ouvrière dans l'usine*. Paris, 1909.
- FRELECHOUX. — *Contrôle ouvrier dans l'industrie*. Dijon, 1923.
- GRILLOT. — *Essai sur la solution amiable des conflits collectifs du travail*. Lyon, 1932.
- LARAUD. — *Délégués à la sécurité des ouvriers mineurs*. Poitiers, 1907.
- LARBÈS (de). — *L'inspection du travail*. Toulouse, 1932.
- BRUN (Lucien). — *Le droit des travailleurs à la co-gestion et au contrôle des entreprises*. Grenoble, 1923.
- MONNERAIS. — *L'inspection du travail*. Rennes, 1928.
- MORISSON DE LA BASSETIÈRE. — *Les dispositions de la loi du 29 octobre 1921, relatives au personnel des Chemins de fer*. Paris, 1922.

PÉRIODIQUES, REVUES ET JOURNAUX

- Annales des Chemins de fer*.
- Année sociale* (B. I. T.).
- Bulletin du ministère du Travail* (1914 à 1937).
- Code du travail*.
- Dossiers d'Action Populaire* (1936).
- Etudes et documents* (B. I. T.).
- Grands réseaux de Chemins de fer.

Journal Officiel. Lois et Décrets, Documents Parlementaires.

Questions pratiques de droit ouvrier (1914 à 1937).

Revue des Deux Mondes.

Revue d'Economie politique.

Revue Politique et Parlementaire.

Usine, journal de l'industrie et de la métallurgie.

Voix du Peuple.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	1
Délégués d'usine, conseils d'usine, commissions mixtes. Délégués à la conciliation. Délégués à la sécurité. Délégués à la gestion. . . .	1

PREMIÈRE PARTIE

DÉLÉGUÉS A LA CONCILIATION

CHAPITRE PREMIER. — Institution des délégués ouvriers par l'initiative privée	7
<i>Section I.</i> — Les délégués ouvriers avant la guerre. — Harmel-Schneider. Régie du Gaz de Paris	7
<i>Section II.</i> — Les délégués ouvriers dans les usines de guerre. — Naissance. Organisation, circulaire 5 septembre 1917. Évolution. Sort de l'institution.	16
<i>Section III.</i> — Les délégués ouvriers depuis la guerre. — Organisation. Conseils de Conciliation.	34
<i>Appendice.</i> — Les délégués du personnel des Compagnies de chemins de fer. — Divers degrés de représentation du personnel. Élections, attributions, rémunération. Conseil supérieur des chemins de fer. .	41
CHAPITRE II. — Intervention de l'action législative dans l'institution des délégués ouvriers.	49
<i>Section I.</i> — Projets et propositions de loi. — Projet Millerand, 1900. Briand-Jourdain, 1920. Loucheur, 1929	49
<i>Section II.</i> — Institution des délégués ouvriers par la loi du 24 juin 1936. Rôle des délégués. Élections. Exercice des fonctions. Importance du rôle des délégués.	56
CHAPITRE III. — Étude critique de l'institution des délégués ouvriers	73
<i>Section I.</i> — Opinion des patrons. Opinion défavorable, opinion favorable, opinion intermédiaire. Appendice.	73
<i>Section II.</i> — Opinion des Syndicats ouvriers et des ouvriers. Opinion défavorable, opinion favorable. Appréciation de l'institution récente des délégués. Opinion des ouvriers. Conclusions	85

DEUXIÈME PARTIE

DÉLÉGUÉS A LA SÉCURITÉ

CHAPITRE PREMIER. — Étude des travaux relatifs à l'institution des délégués à la sécurité (Délégués adjoints à l'inspection du travail)	95
<i>Section I. — Projet et propositions de lois relatifs aux délégués ouvriers, adjoints à l'inspection du travail. — Projet Viviani, critique, propositions Goniaux et Clamamus.</i>	<i>99</i>
<i>Section II. — Travaux du Conseil Supérieur du Travail, en 1927. — Enquête auprès des Chambres de Commerce, des organisations professionnelles, des conseils de Prud'hommes. Enquête auprès du service de l'inspection du travail. Débats au Conseil Supérieur. La thèse ouvrière. La thèse patronale. Conclusion.</i>	<i>104</i>
CHAPITRE II. — Les Délégués à la sécurité des ouvriers mineurs.	117
<i>Section I. — Étude critique de l'institution. Inutilité, danger de l'institution. Réfutation</i>	<i>118</i>
<i>Section II. — Étude de l'institution des délégués à la sécurité des ouvriers mineurs. — Champ d'application, attributions, fonctionnement. Valeur de l'institution, projet de réforme, proposition Dewez.</i>	<i>123</i>
CHAPITRE III. — Les Délégués à la sécurité. Réalisations récentes.	138
<i>Section I. — Délégués à la sécurité des agents dans les grands réseaux de Chemins de fer. — Propositions Colly-Dormoy-Baron. Décret du 22 mai 1935.</i>	<i>139</i>
<i>Section II. — Délégués à la sécurité dans l'aviation marchande. — Loi 11 décembre 1932. Décret 24 mars 1933</i>	<i>148</i>
<i>Section III. — Délégués à la sécurité dans la marine marchande. — Loi 17 avril 1907. Loi 16 juin 1933</i>	<i>150</i>
CONCLUSION.	152
ANNEXES.	157
<i>Annexe I. — Règlement édicté dans les principales usines de guerre, concernant l'institution des délégués d'ateliers</i>	<i>157</i>
<i>Annexe II. — Dispositions d'un contrat collectif, concernant l'institution des délégués ouvriers, 1936.</i>	<i>162</i>
BIBLIOGRAPHIE	165
TABLE DES MATIÈRES.	169

IMPRIMERIE
CH. HÉRISSEY
:: ÉVREUX ::